QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13103 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 15-LUNDI 16 MARS 1987

## L'Equateur sous le choc

1 - 1 M 4 275

The second secon

A STATE OF STATE

21 - 43 CA 45

Car Stranger

e reed at a te

" " LEWIS LEWIS "

and the second of

F 3 

non arron whose s

to the borner, man,

10 人名伊格尔特亚特

1000 / 23/20

रक्तरहा ३३ (**ब्रह्म** 

10.00

e crosse

September 1999

Jour après jous le tremblement de terre qui a secoué l'Équateur il y a un peu plus d'une somaine prend des allures de véritable cetastrophe nationale, Rares au début en rai-son des difficultés d'accès à la région trappée par le séisme, les informations les plus récentes donnent une idée de l'ampleur du désestre. Le président Febres Cordere vient d'estimer à un milier le nombre des morts, mais des chiffres beaucoup plus ilevés. Selon ces témoignages, le nombre des victimes se situerait entre cinq mille et sept mille personnes, calui des sens-abri surtour de cent mille.

Aux pertes en vies humaines s'ajoutent calles qui vont dure-ment affecter l'économie à la suite de la rupture sur une cinquantaine de kilomètres de foléoduc transandin, la plus important du pays. Les revenue provenant de l'or noir comptent our 60 % des ressources en devises de ca pays exportateur. C'est par des pertes de plusieurs centaines de millions de doilers que va se mesurer un arrêt de la production pendant plusieurs mois. « C'est la catastrophe la plus grave de l'histoire pétro-fière », n'e pas hésité à déclarer le ministre équatorien de l'éner-

Ma Fabres Co dero a déjà tiré la première. conséquence de cette situation dramatique. L'Equateur, qui deveit payer cette année à sec-créenciers 1,2 millierd de dollers sur une dette totale supérieure à 8 milliards de dollars, ne déboursera pas un cent. En tout état de cause le gouvernement de Quito avait déjà fait savoir, le 24 février, qu'il ne pourrait consacrer en 1987 plus de 350 millione de dollars au rem-boursement de ses benquiers. Avec 17 % de ses recettes d'exportation affectés au service de sa dette, il estimait, compte tenu de la baisse du prix du pétrole, ne pas pouvoir faire

Le séisme ne fait qu'aggraver une situation qui n'a cessé de se dégrader depuis environ un an. Considéré event l'arrivée au pouvoir de M. Febres Cordero en 1984 comme un « cas déser-péré », l'Equateur était progressivement rentré en grâce au point d'être cité par le Fonde monétaire international comme un « modèle » de redressement en Amérique Istine. Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, pouvait utiliser cet exemple de libéralisme réusei pour exhorter les banquiers à prêter de nouveau sux pays suren-

chute des prix du pétrole a marqué les limites de cette politique menée à la hussarde, accompagnée sur le plan politique d'un autoritarisme musclé de nature à faire regretter cette « ile de paix » qu'était naguère, du moins aux yeux des coposants à M. Febres Cordero, ce pays andin. La mutinerie, en mers 1986, de l'ancien chef de l'armée de l'air, le général Frank Vargas, était pour le « lion » de Quito - surnom donné su fougueux président équatorien une première alerte.

Plus grave encore a été en janvier la rébellion de parachutistes se réclament du même général Vargas. Détenti quelques heures en otage par les putschistes, M. Febres Cordero ne s'est pas relevé de cette atteinte à la dignité de sa fonction. Sans majorité parlamentaire depuis le 1" juin dernier, pourra-t-il surmonter le nouveau coup que vient de lui porter une nature

## Le déficit de l'assurance-vieillesse

# Le gouvernement veut retarder l'âge du départ à la retraite

Le président de la République et le premier ministre, participaient, le véndredi 13 mars, séparément au colloque organisé pour le quarantième anniversaire de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC). A cette occasion, ils ont évoqué les menaces qui pesent sur les retraites, à court et à long terme, par suite du vieillissement de la population et du chômage. M. Chirac a de nouveau exprimé son intention de retarder l'âge du départ à la retraite.

M. Jacques Chirac a confirmé l'intention du gouvernement de retarder autant que possible l'âge de départ à la retraite pour alléger les charges de l'assurance-vieillesse: en effet, il a rappelé les projets du gouvernement de favo-riser les formales de départ « progressif - à la retraite, avec un maintien partiel de l'activité, et d'encouragement à des départs plus tardifs.

Mais ce n'est pas le seul levier sur lequel compte le premier ministre, puisqu'il a souhaité ren-dre aussi la retraite plus contributive. En effet, la portée de telles mesures ne peut rester que limitée tant que l'accroissement du chêmage amènera à mettre un grand nombre de salariés en préretraite: entre cinquante-cinq et cinquante-neuf ans, près d'un tiers des hommes sont déjà inactifs. Il sera difficile de renoncer aux mesures d'âge en cas de réduction d'effectifs, alors que le chômage des plus de cinquante ans s'accrost déjà plus vite que celui

(Lire page 16 l'article de GUY HERZLICH.)

## La privatisation de la CGCT

# M. Delors pour un rapprochement industriel franco-allemand

Le débat sur la reprise de l'entreprise française de télécommunications CGCT devient une affaire politique européenne. Cette entreprise nationalisée doit être vendue et adopter une technologie êtrangère de centraux téléphoniques. Parmi les candidats, on compte des européens, dont l'allemand Siemens, et l'américain ATT. M. Delors élargit le débat à l'avenir de l'Europe dans les technologies de pointe et juge impératif le rapprochement franco-allemand.

BRUXELLES (Communautés auropéannes)

de notre correspondant

Il faut que la France privilégie le rapprochement avec la RFA: tel est le point de vue de M. Jac-ques Delors, président de la Com-mission européenne, à propos des grandes manœuvres qui sont en cours dans l'industrie française des télécommunications.

Le gouvernement doit, dans les semaines qui viennent, trancher entre les différents candidats

étrangers à la reprise de 20 % (le maximum autorisé) des actions de la CGCT (Compagnie géné-rale de constructions téléphoniques), une ancienne filiale ITT, nationalisée par les socialistes, qui, jusqu'ici, fournit 16 % des centraux publics des P et T. Les trois principaux repreneurs sur les rangs sont : le géant américain ATT (allié au néerlandais Philips), l'allemand Siemens et le

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 13.)

peut guère, en dépit de sa réfé-

rence à 1992, situer dans l'avenir

un projet auquel il s'identifierait.

La situation est incommode pour

le candidat qu'est M. Chirac, ce

que M. François Mitterrand n'est

pas, comme il vient de le rappeler.

L'un doit répondre de sa ges-

s'aventurer en son nom ou à sa

suédois Ericeson.

## Un an après les élections du 16 mars

# Comment faire d'un premier ministre un candidat?

Le 20 mars 1986, M. Laurent Fabius quittait l'hôtel Matignon en se félicitant de laisser « une économie assainie, une inflation ramenée à son plus bas niveau depuis vingt aus, la paix sociale et une France modernisée ». Un an plus tard, c'est l'actuelle équipe gouvernementale qui, dans le bilan rendu public le vendredi 13 mars, s'attribue le mérite d'avoir « assaini l'économie », « fortement ralenti » l'inflation, relancé le dialogue entre les partenaires sociaux », et, sinon d'avoir modernisé la France, du moins d'avoir commencé à lui faire « retrouver sa place parmi les grandes puissances économiques du monde ».

Les socialistes avaient, déjà, dû recourir à des comparaisons avec la gestion de leurs prédécesseurs pour faire ressortir les mérites de la leur. Ils pouvaient se targuer d'avoir accompli une petite révolution en désintexiquant le pays de ses habitudes inflationnis La majorité actuelle a, à son actif, un résultat comparable, sur le plan des mentalités, avec le succès des premières privatisa-tions, mais c'est un élément qui a une valeur plus politique qu'éco-



Pour le reste, M. Jacques Chirac et ses ministres en sont au même point que les socialistes dans les derniers mois de leur législature. Faute de résultats qui parleraient d'eux-mêmes, ils les sollicitent, au besoin en les forçant un peu et en noircissant l'héritage. L'exercice n'est pas inintéressant. Il n'est pas sûr qu'il

des mesures prises depuis un an. Que la majorité ait appliqué une bonne partie de son programme, c'est après tout la moindre des

Qu'il s'agisse de l'analyse des données économiques ou du rappel des lois et décrets adoptés, chacun sait bien que la campagne présidentielle ne se fera pas sur le passé. La difficulté, pour le presoit très utile, non plus que celui mier ministre, c'est qu'il est consistant à dresser le catalogue comptable du présent et qu'il ne

tion, quand il lui faudrait une perspective ; l'autre a seulement une ligne de conduite à défendre, sens se soucier ni d'une gestion, qui n'est pas son affaire, ni d'un avenir dont il ne dit rien et dans equel il empêche quiconque de

> S'il n'était que chef du gouvernement, M. Chirac pourrait juger que sa situation n'est pas si man-vaise. Les Français le placent, dans les sondages, à un niveau comparable à celui de ses prédécesseurs nu même stade de leur exercice du pouvoir. Les hésitations, voire les erreurs, qui peuvent lui être reprochées ne sont pas pendables, et il serait même considéré, peut-être, comme l'un des meilleurs premiers ministres de ces quinze dernières années... y compris la période 1974-1976, où il était déjà à Matignon.

PATRICK JARREAU. (Lire la suite page 5.)

## Les 750 ans de Berlin

Le bourgmestre de Berlin-Ouest a invité le numéro un d'Allemagne de l'Est à participer aux festivités. PAGE 3

## La France et l'option zéro

L'Europe prise au piège des déséquilibres nucléaires. PAGE 3

## Les nouveaux Airbus

Crédits insuffisants et hostilité américaine retardent le lancement de la fabrica-

PAGE 13 .

# Le Monde

regions

Retour à Marseille. PAGE 12

## Carrefour <del>di</del> developpement

Le juge Michau, de retour du Brésil, a pu recouper plusieurs éléments de son dossier.

PAGE 6

## **Polémique** autour de TF1

M. Jean-Luc Lagardère répond aux attaques du groupe Bouygues. PAGE 7

## Un exploit à trois faces

L'alpiniste Christophe Profit a enchaîné l'ascension des Grandes Jorasses, de l'Eiger et du Cervin. PAGE 7

Le sommaire complet se trouve page 16

## Mouvements sociaux, baisse des revenus, inflation galopante

# Le stoïcisme mexicain à l'épreuve de la crise

MEXICO

de notre envoyé spécial

Au Mexique, dit un dicton populaire, il y a des révolutions quand le peuple n'a plus de mais. Le pays n'en manque pas encore, même s'il est de plus en plus obligé d'en importer des Etats-Unis. Ce qui fait défaut, ce sont les pesos nécessaires à son achat. La monnaie mexicaine est en chute libre depuis l'année dernière. L'inflation a atteint 105 % en 1986, et les prévisions les plus optimistes ne prévoient pas d'amélioration en 1987.

« C'est la valse des étiquettes », dit Ramon an volant de son taxi. « Il y a trois mois, j'envisageais d'acheter une paire de Un chiffre qui recouvre à peu chaussures de sport. Elle coûtait près la diminution de niveau de

innombrables. Les droits de péage sur les autoroutes ont été presque multipliés par deux du jour au lendemain, et une augmentation de 110 % d'un loyer en un an est considérée comme une aubaine. Dans cette course effrénée, les

salaires ne suivent pas. Les deux au moins 1000 pesos il y a quelcent soixante mille « privilégiés » qui sont employés à l'Institut de la sécurité sociale ont vu leur salaire augmenter de 21 % en octobre et de 39 % en décembre. La baisse de leur pouvoir d'achat atteint tout de même, compte tenu de l'inflation, 35 % pour la seule année 1986.

alors 8 000 pesos (environ 50 F). vie de la classe moyenne. Même le Aujourd'hui, la même paire vaut fléau mexicain de la corruption 14000 pesox. » Les exemples sont reflète d'une certaine manière cette dégradation du pouvoir d'achat. Le - prix d'un feu rouge brûlé », qu'il soit réel ou supposé, est aînsi... en baisse. Les policiers se contentent maintenant de quelques centaines de pesos alors qu'ils n'hésitaient pas à demander

ques mois pour prix de leur

« indulgence ».

Cette baisse des revenus qui touche les catégories sociales les plus pauvres et - c'est nouveau la classe moyenne perturbe le fonctionnement de la cellule fami-

DENIS HAUTIN-GUIRAUT. (Lire la suite page 4.)

## nº 12, printemps 87 **EN KIOSOUES LE 13 MARS**

La Lettre Internationale porte un vieux réve cher à Thomas Mann, l'« idée d'Europe ». Chaque sommaire collectionne les longs courriers, à rendre jaloux les aiguilleurs du ciel... Un défi lancé au provincialisme culturel. Une aventure européen pour vérifier qu'on respire le même aix de l'Atlantique à l'Oural, de la Baltique à la Méditerranée... De Méditerranée... De brillantes fenètres

Le n° 35 F abonnements 120 F

ouvertes sur le monde.

étranger 170 F.

8. Natr T. Todorov Vercon

LA COMPLEXITÉ

L'U.R.S.S. BOUGE-T-FLLE?

J. Belov V. Eroleev L. Kopeley G. Hivet D. Sevinski K. Skoonov M. Svetlev L. Retouchinskale

LES LUSITANIENS

SCENES DE LETTRES

U. Son U. Le Guin & Sontre

I. Altwage F. Dürrummett T. Engelbard P. Routler G. Kunert

W. Sovieta

N. Mathiene Z. Marizo B. Ngquigate T. Obdore Tabletta y Támei

DISCOURS A STOCKHOLM

N. Bobbio R. Checavier J. La Geff E. Morin H. Stang V. Havel R. Pahalight

à partir du n° ..... CHEQUE A L'ORDRE DE « ALLIOURDHUN INTERNATIONAL »
14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, Tél. (1) 42 78 68 43-FRANCE

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algéria, 3 DA; Morco, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagna, 2.50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Nobre, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espagne, 170 pes.; G.B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algéria, 3 DA; Morco, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagna, 2.50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Nobre, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espagne, 170 pes.; G.B., 55 p.; Privales, 120 dr.; Lingui, 120 dr.; Lingui,

# **Dates**

## **RENDEZ-VOUS**

Dimanche 15 mars. - Finlande élections législatives.

Lundi 16 mars. - Strashoure ion du Parlement européer (jusqu'an 20) ; Bruxelles : reumon des ministres des affaires cou : visite d'une délégation de parlementaires européens démocrates-chrétiens : visite du cain pour les affaires politiques; Johannesburg: procès de militants anti-apartheid, dont

Mardi 17 mars. - Londres : présentation du projet de budget devant la Chambre des communes: ONU: examen du dossier de la Nouvelle-Calédonie.

Mercredi 18 mars. - Grèce grève du secteur public et des chemins de fer; Genève : réu-nion d'experts CEE-COMECON; rencontre entre les Etats-Unis et les gouvernements européens pour le finan-cement d'Airbus.

Jendi 19 mars. - Bruxelles conseil des ministres de l'industrie et conseil des ministres de

l'environnement de la CEE. Vendredi 20 mars. – Paris : rénnion du comité interministériel sur le Pacifique sud; Bonn visite du ministre chinois des affaires étrangères.

Dimanche 22 mars. - Comores : élections législatives.

## Le Monde

7, RUE DES FTALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Fontaine, eteur de la publication Habert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fanvet (1969-1982) André Leureus (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principant associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, Jondale

Administrateur général : Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corèdacteur en chef: Claude Sales.



THE : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 THEX MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tél.: (1) 42-47-98-72 9 mais 12 mais 6 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
7F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries) L = BELGQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 388 F 11. - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 860 F Par vole aéricane : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : not abounés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obliguance d'écrire tour les nous propres en capitales d'imprimerie.

La Monde USPS 765-910 is published daily. accept Sundays for \$ 460 per year by Le Honde c/o Speedimper, 45-45 39 th Street, LCL, N.Y. 11104. Second cleek postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes Monde c/o Speedimpex U.S.A., P 45-46-39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104 : send address changes to La Speedimpex U.S.A., P.M.C.,

# La fusillade de Clichy et l'apparition de la « réalité PSF »

Il y a cinquante ans

Clichy, un des plus durs affronte-ments de ces années de guerre civile larvée intervient à l'improviste. Ce n'est même pas une émeute, mais un coup de fièvre qui dure trois heures, sur une place de banlieue, sans souvenirs ni symboles... Sur le carreau restent cinq morts, militants de gauche, et cent sept blessés civils; la garde mobile et la police en comptent deux cent cinquante-sept. Tout se termine comme une banale bagarre de rue : dix-sept arrestations, dont sept sont mainte-mes pour port d'armes prohibées. Deux mille coups de feu, pourtant, ont laissé leurs impacts et leurs cadavres. On les passera par profits et pertes.

La « fusillade de Clichy » demeure, dans la légende de la gauche, comme la tenta-tive délibérée d'interrompre l'évolution du Front populaire vers une ligne de centre gauche, en terrorisant les modérés prêts à céder, en renforçant la dépendance de Léon Blum à l'égard de son aile gauche. Il fallait du sang sur le président du conseil, et Maurice Thorez, deux ans plus tard, le dénoncers comme « assassin des ouvriers de Clichy ». Dans l'immédiat, c'était trop gros à formuler.

Qui alors avait intérêt à une telle machination? L'extrême droite, et c'est pourquoi on y verra parfois un coup de la Cagoule. Mais la gauche sur-le-champ l'attribuera à La Rocque et aux militants du Parti social français. Ni ce schéma ni celui d'une ne répondent aux faits. Quant à la agoule, peut-être, mais il faut être ob

Voici deux ans encore, le 6 janvier 1985. prenant ses fonctions de maire de Clichy, M. Gilles Catoire, membre du PS, affirmait: « Il y a cinquante ans, le colonel de La Rocque donnait l'ordre à ses troupes de prendre d'assaut la mairie de Clichy. » Dans le camp opposé, M. Edouard Bonne-fous, dans son histoire de la III.º Républi-que, qualifiait cette affaire d'- incident sangiant des Croix de feu », tout en en fai-sant un récit conforme à la réalité des faits.

Deux assertions tout simplement fausses: La Rocque n'eut rien à voir dans l'affaire de Clichy, et les anciens Croix de feu, dont le mouvement était dissous depuis juin 1936, ne participèrent pas un instant à l'« incident sangiant », même en taut que membres du Parti social français.

## La simplicité des faits

Pourtant la vérité nue avait été rapportée rouriant la vertie nue avant eté rapportée exactement au lendomain même de l'evénement, par Léon Blum, président du conseil. Les historiens venus après la guerre, tels MM. René Remond et Philippe Machefer, devenu sénateur socialiste, précisèrent son récit, en éclairément les arrière-plans au conseil d'un collegne accepted d'un collegne accepted. cours d'un colloque scientifique tenu à l'université de Nanterre les 30 et 31 mars

Le légendaire politique n'a pes plus assimilé les conclusions des historiens qu'il ne l'avait fait du récit de Léon Blum.

Léon Blum ressentit les événements comme une tragédie. La police d'un gouvernement de gauche avait tiré sur le « peuple de gauche », tous les récits s'accordent sur ce point, à commencer par celui de l'inspecteur général du ministère de l'intérieur, Armand Imbert, chargé d'enquêter par Marx Dormoy, son ministre, au lendemain du drame.

La section de Clichy du Parti social français avait organisé pour le 16 mars une soi-rée sur carte d'invitation au cinéma Olympia, pour y présenter le film la Bataille, avec Charles Boyer et Anabella. Soirée de bienfaisance, sans discours ni activités politiques. • Une réunion inossensive et presque familiale », dira Léon Blum.

Une réunion comme tous les partis de masses en organisaient par centaines, pour récolter des fonds, se tenir chand entre soi et permettre aux chefs locaux de montrer leur emprise. A l'Olympia de Clichy, il y avait, dira l'inspecteur général, quatre cents hommes, quatre-vingts femmes, dix enfants, dont quelques-uns en bas âge. Ce n'étaient pas des vagues d'assant!

Comme partout, lorsqu'il s'agissait de réunions de sections PSF implantées dans la banlieue rouge, la municipalité de Front populaire avait classiquement dénoncé la \* provocation > et appelé à une contre-manifestation. Convoquée par la sirène, « tocsin civique et politique », elle se déroulait en général loin du lien de la rén-

Rien d'exceptionnel donc à Clichy, sinon que le maire socialiste Auffray, le député communiste Honel et les autres élus locaux appelaient la population à 19 heures devant mairie pour protester contre la venue à Clichy de - La Rocque, chef des fascistes ». Mais « il n'a jamais été question que dans l'imagination des protestataires de la présence du colonel de La Rocque », dira l'inspecteur général Imbert.

Entre la salle de cinéma et le cortège des protestataires, mille buit cents hommes des forces de l'ordre devaient s'interposer. Marx Dormoy, ministre de l'intérieur, avait en effet refusé d'interdire la réunion. Restait donc à la protéger.

## Une totale incohérence

L'enquête de l'inspecteur général Imbert traduit l'impression d'une totale improvisa-tion, d'une absence de contrôle et de dessein précis chez les organisateurs de la contre-manifestation. Les contremanifestants étaient cinq cents à 18 heures, trois mille deux beures plus tard, aux envi-rons de la place de la Mairie. Une heure après, vers 21 houres, après avoir défilé, ils s'y retrouvaient huit mille à neuf mille face aux barrages protecteurs du cinéma. Des heurts, appuyés de coups de feu, s'étaient déjà produits pendant le défilé, la police

avait été lapidée. Le ministère de l'intérient

Léon Blum, venu sur les lieux avec le

ministre de l'intérieur, était blessé de deux

balles, dans une fusillade qui éclatait sur le

terre-plein de la mairie, au moment où

quatre-vingts policiers de renfort descen-

daient des cars qui les amenaient. Elle fut

brève et les affrontements décrurent rapide-ment. L'affaire se conclut vers minuit par

le sac de deux magasins, « dont les pro-

Dans son témoignage romancé, la Hurle (éditions Pygmalion, 1983), le général

André Chérasse, qui commandait alors un escadron de la garde, a laissé des tableaux encore bouleversés de la vague de violence

qui emporta les manifestants, à l'assant des

barrages de gardes mobiles. Ceux-ci, la crosse de l'arme en avant, faissient front

sans tirer à des mouvements privés de toute stratégie apparente. Léon Blum, à la

Chambre, cherchera cependant une rationa-

lité à ces accès de fureur, une intention :

« On avait voulu avoir ce soir-là une

affaire, et une affaire sangiante », dira-t-il. Malgré sa promesse, aucune enquête ne

vint jamais « mettre quelque chose de

réponse qui ne cadrait pas avec son affir-

Qui tira? Léon Blum donners une

précis sous ce « on ».

priétaires étaient comus comme me de l'association dissoute des Croix de

M. André Blumel, chef de cabinet de

fut alors alerté.

mation précédente, sauf à soupçonner indi-rectement des policiers de desseins subver-sifs : « Ces agents débarquant des cars les uns après les autres en pleine bagarre, sans chefs, sans liaison entre eux et avec la direction du service d'ordre (...), out agi en vertu de réflexes individuels et comme si chacun d'eux se sentait en état de légitime défense. J'estime, quant à moi, que, pour une troupe formée et commandée, le droit de légitime défense ne doit pas exister.

Ce disant, il résumait le rapport de l'inspecteur général limbert, qui avait constaté qu'aucun ordre de tirer n'avait été donné, que les agents avaient sans donte « agi individuellement ». Demandé par le juge Béteille un an plus tard dans le cadre d'une instruction contre X... sur l'a attenuat criminel de Clichy », ce rapport de l'inspec-teur général Imbert n'entraînait aucune lusion. Il décrivait un climat d'affolement, une gigantesque « bavure », comme on dira plus tard, une carence manifeste des cadres de la polica.

Que la contre-manifestation eut dégéaéré ne prouvait pas que l'on est, du côté communiste, cherché l'épreuve de force. L'incohérence, la spontanéité désordounée des moutes des manifestants, contredissient l'accomments des manifestants, contredissient l'accomments des manifestants. saient l'accusation que lancera Jacques Doriot à la Chambre, en y dénouçant un « véritable exercice de guerre civile ».

Restaient les deux mille coups de feu. Qui les avait tirés et sans plan évident? Les « provocateurs »

réels, pour autant qu'ils cussent existés, ne furent recherchés da, sacc mue Etsuqo lenteur, parce que la réponse fut immédiatement donnée pour sau-ver l'unité du Front commun par une exploitation politique que Léon Blum qualifiera d'ailleurs de - contraire à l'intérêt

Dès le 17 mars. le Populaire, son propre quotidien, et l'Humanité les avaient désignés. C'étaient les ex-Croix de seu » qui avaient - fait couler le sang ouvrier ». La fusillade de Clichy allait dès lors prendre toutes ses dimensions rent aussitôt ce qui

L'exploitation politique fut comme l'explo-sion de Clichy: brutale, sans calcul de la part des masses de gauche, célébrant leurs morts dans l'esprit d'une très longue hostilité, confinant à la baine, envers La Roc-

que, « comte », « colonel », « chef fasciste ». Elle exclusit tout doute, toute mance: c'était évidenment lui qui, à Clichy, avait tendu le « véritable guet-apens » où « le peuple et la police étaient tombés ensemble », comme l'affirmait Claude Jamet dans le Front populaire de la Vienne. Un écho entre mille,

Le procès en responsabilités dressé par la « classe ouvrière » était la clé de voîte d'une opération plus vaste, que Michel Machefer a très finement analysée. La droite et la gauche allaient y conjuguer leurs forces contre La Rocque et le PSF:

« Clichy, c'est la prise de conscience de la réalité PSF, prête à s'inscrire dans le cadre d'une coalition des centres », dira Philippe Machefer au colloque de Nan-

Cette évolution partait de loin. Elle se discernait des 1933, lorsque La Rocque avait envisagé d'élargir son action en rassemblant les jeunes générations dans les Volontaires nationaux. Elle passa un non-veau stade quand, en décembre 1935, le député Jean Ybarnegaray, au nom des Croix de feu, accepta à la tribune de la Chambre le désarmement des ligues d'extrême droite en gage de la loyauté républicaine de son mouvement.

Restait la participation aux structures politiques dans les formes requises. Elle fut rendue possible par la dissolution des Croix

de feu, le 18 juin 1936. La Rocque ne fut pas pris de court. Dès le 12 juillet, le Parti social français tenait sa réunion constitutive, avec des statuts calqués sur coux de la SFIO. Loin d'en faire mystère, comme le lui reprochaient ses adversaires, il se réclama de la permanence de l'esprit Croix

5 g.1 Park to the

-

21 01 31

27.5 E. L. P.

70

Bearing to the

-16

Ale bage

 $\mathcal{D}_{i}(G(X_{i}))$ 

Strain.

اد ۱۹۰۰ نشو

5.72 " M.

Le mouvement Croix de seu avait environ quatre cent cinquante mille adhérents an moment de la dissolution. En mars 1937, le Parti social français en comptait un million. En somme, la stratégie de la «voie parlementaire», comme on ne dissit pas encore, était justifiée, sans que les adversaires de droite ou de gauche sient discerné aussitôt ce qui s'élaborait. Pour les premiers, La Rocque était, depuis le 6 février 1934, un condottiere passé à l'ememi, parce qu'il n'avait pas assailli le Palais-Bourbon; pour les seconds, un chef de bande dont les ruffians avaient essuimé sur la France.

Les cerveaux les plus politiques des deux camps comparient, à la fin de 1936 et dans l'hiver 1937, que l'enjeu de La Rocque (qui pe s'en cachait pas), c'était les sses moyennes ». Bhun le dit explicitement le 17 mars.

En fairent « imprudemment appel à [la] force des réactions populaires, on risque d'avoir inquiété, blessé et par là même détaché des masses populaires une partie de la bourgeoisie, une partie des masses rurales, en un mot une fraction de ces classes moyennes dont tout le monde recherche l'appul et l'appoint ».

Autrement dit : « Faites leur peur, mals pas trop, sinon elles passeront à l'adversaire, c'est-à-dire au PSF. Montrez-le redoutable, mais ne le soyez pas plus que

La tactique valuit pour la ganche comme pour la droite. La fusillade de Clichy per-mit à l'une de relancer le procès pour reconstitution de ligue dissonte et de denoncer constamment la permanence d'un « fas-cisme » mal masqué derrière l'acceptation de la voie parlementaire.

## La peur des droites

Quant à l'autre, le droite, elle s'inquiétait de la croissance du PSF a ses dépens. La campagne des gauches le présentant même qu'elle ne repossit sur rien, en faisait du même coup le garant d'un anticommu-nisme musclé, qui refusait obstinément toute aventure dans la rue. Les modérés en étaient ressurés, les extrémistes en étaient

Cette ligne, c'était Le Rocque qui la définissait. Le « réalité du PSF », c'était lui, mais avec un million de militants. L'affaire de Clichy rendait tout à fait urgente la solution à la question posée au lendemain du 6 février : comment emplcher La Rocque de pouranivre son emprise sur les Français moyens, électeurs du con-tre et du centre drait ? Comment, sinon en les coupent de lui ?

La stratégie des dirigeants de droite prit diverses formes. L'appel à l'unité au sein du Front de la liberté fut une opération de ction pour mettre les militants du Parti social français à la disposition de Doriot. Elle échous sur le refus de La Rocque de s'y intégrer.

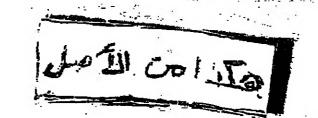
Puis on tenta l'invocation au patriotisme, au courage guerrier contre le péril rouge. Mais La Rocque rejeta les ouvertures visant à le faire participer aux projets clan-destins paramilitaires. Il était absolument républicain et n'agissait que dans le cadre du régime.

Enfin, avec l'achat du Petit Journal, il affronta ouvertement les organes à grand tirage que lisait la clientèle des partis de droite. Touchés dans leurs desseins autant que dans leurs intérêts financiers, ils passèrent à l'attaque. Les tentatives de scission interne du PSF furent orchestrées par la campagne sur les accusations de corruption portées par André Tardieu.

Qu'elles vinssent de la gauche ou de la droite, ces offensives contre la réalité PSF. n'avaient pour armes que la rumeur, et sou-vent la plus totalement contredite par les faits. Elles échouèrent, mais le souvenir de la lutte politique valorisa la rameur et en fit une certitude historique... La «fusiliade de Clichy» est un bel exemple de la force de l'imaginaire dans l'action politique.

JACQUES NOBECOURT.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18h15 en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Alain JACOB (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Bernard LEHUT IRT



# Etranger

## L'option zéro et les états-majors français

# Une Europe prise au piège des déséquilibres nucléaires

Les négociations américano-soviétiques sur le démantèlement des euromissiles. continuent d'avancer à Genève, mais, selon différentes indications en provenance de Washington, elles se heurteraient à la ques-tion des fusées nucléaires à courte portée. Du côté soviétique, on accepte d'évoquer cette catégorie d'armes (dans laquelle la supériorité de l'URSS est de l'ordre de six à na), mais non d'en inclure une éventuelle réduction dans un traité sur les forces

L'option zéro de 1987 n'est pas celle de 1979 en matière d'armes nucléaires. Pour séduisant qu'il soit, ce slogan de l'option zéro, entendu par l'opinion comme un retour au passé, reste un leurre. Le démantèlement simultané et contrôlé des missiles soviétiques SS-20, d'une part, et des missiles américains Pershing et GLCM, d'autre part, s'il devait être décidé à Genève en 1987, ne fera pas revenir l'Europe à sa situation de 1979, avant l'initiative prise par l'OTAN de contrebalancer la prépondérance soviétique dans le domaine des armes à portée

Au contraire, en huit ans, l'eau a coulé sous les ponts ; les déséqui-libres militaires en Europe se sent aggravés cutre l'Est et l'Ouest dans tous les secteurs, y compris celui des armes nucléaires à portée intermédiaire et à courte portée, qui est aujourd'huj en discussion.

 $T = \partial V(q)$ 

AND THE REST.

g - 1 20

Cette constatation est celle de états-majors en France. Elle explique sans doute aussi que les trois derniers ministres de la défense, MM. Charles Hernu, Paul Quilès et André Giraud, aient récemment émis sur l'option zéro, sans s'être concertés au préalable, des appréciations nuancées par rapport aux jugements avancés dans la classe politique française.

On peut y voir l'expression d'un lobby militaire. On peut y déceler également l'aven, toutes tendances confondues, d'une craime réelle de l'Ouest face à une inégalité croissante, mucléaire, chimique et clas-sique avec les forces du pacte de

En décembre 1979, lorsque l'OTAN choisit de réagir, les Sovié-tiques avaient déjà installé 90 SS-20 ndre l'Eur dentale et 45 en direction de l'Asie Il fallut beancoup de temps aux Occidentanz pour admettre que le SS-20 - un système d'armes pluri-charges (une à trois têtes), mobile et à tir rapide — était un armement de première frappe susceptible de les désarmer d'un coup.

Progressivement, les Soviétiques bâtirent en Europe une panoplie du surarmement, constituée, en 1987, de 270 SS-20 mensçant directement ia France et la Grande-Bretague, qui ont leur dissuasion propre, mais aussi les Etats qui dépendent de la protection nucléaire américaine pour leur survie. Au total, en Europe comme en Asie, cinquante-six pays sont anjourd'hui placés sous l'épée de Damoclès du SS-20, c'est-à-dire environ 60 % de la population mondiale. En quelques minutes, de l'ordre de quinze minutes pour parcourir 5000 kilomètres, le SS-20 atteint l'Europe, l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et l'Asse.

## Un « cadeau » aux Occidentaux

A ce danger, les Occidentaux sont convenus, le 12 décembre 1979, d'opposer un arsenal de 108 missiles Pershing-2 et 464 missiles de cro-sière GLCM. Le premier ne va pasau-delà de la ville de Moscon, du fait de ses performances limitées. La durée de voi du second (de l'ordre de quatre heures pour parcourir 2500 kilomètres) est une vulnérabilité supplémentaire. Mais, à l'époque, le commandement de l'OTAN préféra cette solution, estimant qu'il s'agissait là de moyens plus adéquats pour frapper des cibles sélectionnées que les seules armes en mesure de pénétrer alors en profondeur dans le dispositif adverse, à savoir les avions F-111 américains en Europe.

D'un point de vue de pure mathématique militaire, les Soviétiques penvent faire valoir qu'ils consentent un véritable «cadean» aux Occidentaux : ils proposent d'échanger jusqu'à 800 têtes explosives de SS-20, c'est-à-dire un système d'armes redoutable par son pouvoir de destruction en Europe, contre 572 Pershing et GLCM, aux capacités de riposte limitées. A première vue, le marché paraît honnète, dès lors qu'il est l'occasion pour les deux négociateurs de revenir en arrière, comme si la situation d'avant 1979 à l'Est et la réplique de l'Onest n'avaient pas existé. Ce serait le statu quo ante, le triomphe d'une option zéro mise en avant, originellement, par les Occi-dentaux devant l'irrésistible montée

insistent au contraire pour que la négocia-tion porte sussi sur les missiles à courte portée (entre 200 et 1 000 kilomètres), sentiellement les Pershing 1, à l'Onest, et les SS-12-22 et SS-23, à l'Est.

Les pomparlers de Genève pomraient également buter sur la question de la vérification de la mise en œuvre d'un futur accord. Les procédures souhaitées par les Etats-Unis comportent trois points coses-

F 5 000

2 200

**PACTE DE VARSOVIE** 

112 SS 4

(ouest de l'Oural)

leurs sites de déploiement, de stockage et de production; contrôler le démantèlement de ces engins; enfin, s'assurer que chaque camp ne dépasse pas le plafond des cent ogives qu'il aura le droit de conserver bors d'Europe. Washington a exprimé l'espoir que Moscon acceptera ces propositions de vérification, qui impliquent, selon les Etats-Unis, la présence d'observateurs permanests. - (AFP.)

> M. Gorbatchev a paru faire, récessment encore, des concessions sur ces armes à plus courte portée.

Mais la diversification et la dernisation des armes nucléaires de l'URSS propres au théâtre euro-péen ne se sont pas arrêtées là. Depuis 1979 également, les avions d'assaut de l'armée de l'air et de l'aéronavale non embarquée soviétique ont développé leur capacité de frappe nucléaire dans les pays occi-

## Des moyens ambivalents

On compte aujourd'hui près de 2 500 appareils de tous les modèles : les Tu-16 Badger, les Tu-22 Blinder, les Su-24 Fencer, les Mig-27 Flogger ou la série - la plus nombreuse -des Su-17 Fitter ou autres Mig-21 Fishbed, aptes à larguer une charge nucléaire à l'Ouest. Les états-majors français ont calculé, par exemple, qu'un Su-24 Fencer, avec une arme pesant 1 tonne, ou un Mig-27 Flogger, an départ de l'Allemagne de l'Est, sont en mesure d'opérer audessus du territoire national à concurrence de 900 kilomètres en profondeur pour le premier, et de 500 kilomètres pour le second.

Ce qui les place en situation de frapper le Massif Central ou la région Rhône-Alpes. Autant de raids difficiles à accomplir, en retour, pour les avious d'assaut occidentaux on en compte environ 700 pour toutes les nations alliées - en raison de la densité de la défense antiaérienne qui est une caractéristique des forces du pacte de Varsovie.

Ces missiles et ces avions sovié-tiques en Europe ont, de surcroft, la ment transporter une tête nucléaire ou une arme chimique, selon l'effet recherché par le haut commande-ment. Entre 10 et 30 % de ces moyens, sans oublier les pièces d'artillerie sur le champ de bataille, sont munis d'une charge chimique, alors que les Etats-Unis envisagent d'attendre la fin de cette année pour en faire autant, et que la France a d'ores et déjà annoncé son intention d'imiter les deux Super-Grands.

Voilà pourquoi les états-majors français critiquent tout accord qui se limiterait aux euromissiles sans se soucier des armes nucléaires de courte portée et de la panoplie chimique de l'Union soviétique, ou qui demeurerait local, voire régional, sans prendre en compte le lien naturel entre la sécurité de

l'Europe et l'équilibre mondial. On n'en est pas, au sein des armées françaises, à spéculer sur le point de savoir si un tel accord ouvrirait ou non la voie à un divorce, à terme, entre les intérêts des États-Unis et ceux de l'Europe occidentale. On se montre, en revanche, plus sensible à la nécessité de maintenir une garantie nucléaire propre à l'Europe, qui dissuade les Soviétiques d'user de leur formidable potentiel de forces classiques pour faire, le cas échéant, la différence entre l'Est et l'Ouest.

JACQUES ISNARD.

# 96 SS 12 at SS 22 20 Honest John

ment » desdits missiles et sur la façon de contrôler leur élimination éventuelle en Europe.

1 100 canona de 203 et 155 mm

OTAN

484 GLCM

lmais 233

Les satellites ne détectent pus tout, et des inspections programmées, sur place, ne suffisent pas. Et, même si cela était possible (tout bien pesé, le contrôle sert les intérêts de qui veut mettre à niveau ses connaissances en accédant à la technologie de son vis-à-vis), de quoi parle-t-on en vérité? De la destruction des lancours? De la destruction des têtes, sinon la matière explosive est récupérée pour d'autres engins ? De la disparition des aites de lancement et des dépôts logistiques, puisque des missiles mobiles requiè-rent des plates-formes de tir préalsblement aménagées avec discrétion et des ateliers d'entretien? De l'élimination des rechanges, à partir desquels un lanceur peut être

Pour être satisfaisante, la suppression des SS-20 devrait concerner la totalité du territoire soviétique : il serait facile pour les forces du pacte de Varsovie de rapatrier d'urgence, en Europe occidentale, les batteries déployées en Asie, tandis que les Etats-Unis mettraient du temps s'ils devaient redéployer en Europe les armes entreposées outre-Atlantique.

Si même les SS-20 disparaissaient, l'Burope occidentale

demeure sous la menace de quelque 1 500 lanceurs soviétiques suscep-tibles de répandre la mort nucléaire dans toute la profondeur du dispo-sitif de l'OTAN, entre 40 et 2 000 kilomètres de distance, alors que les Alliés ne peuvent compter que sur 180 missiles démodés et limités à 750 kilomètres.

1 150 canons de 240, 203 et 152 mm

## A heat contre an

Avec un rapport des forces de hait coutre un an détriment des pays occidentaux, la notion d'équilibre nucléaire sur le continent ouropéen entre l'Est et l'Ouest est éminemment discutable. Et si l'échange proposé à Genève est si peu égali-taire, c'est parce que, depuis la déci-sion de l'OTAN en 1979, les Soviétiques ne sont pas demeurés inactifs. Ils out déployé, notamment, des missiles SS-21, SS-22 et SS-23 de moindre portée (inférieure à 900. kilomètres) mais encore plus précis pour permettre des opérations chirurgicales de destruction à l'Ouest, depuis les forces au contact jusqu'à la zone arrière en passant par les renforts du denxième échelon. La menace persiste donc, en l'absence des SS-20, et elle s'est amplifiée en huit ans, même si

En marge du 750 anniversaire de la ville

## Grandes manœuvres diplomatiques autour de Berlin

M. Eberhard Diepgen, bourgmestre de Berlin-Ouest, entrera-t-il dans l'histoire au même titre que les plus llustres de ses prédéce Renter et Willy Brandt?

Dans le cadre de la préparation des cérémonies pour le sept cent cin-quantième anniversaire de l'ancienne capitale du Reich, M. Diepsen déploie, en effet, une activité destinée à faire de cet évéement un tournant majeur dans les relations internationales. Son initiative la plus spectaculaire est l'invita-tion lancée à M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du parti de RDA, à participer, le 30 avril prochain, à l'ouverture solemelle des festivités.

La présence du numéro un estnd à une cérémonie officielle de ce côté-ci du mur – et, à en juger par les premières réactions à Berlin-Est, certe hypothèse n'est pas tout à fait famaisiste – devrait être le point de départ d'un nouveau chapitre des relations interallemandes, et plus largement des rapports Est-Ouest.

Nul n'imagine, en effet, que M. Diepgen ait pris l'initiative de cette invitation sans consultation préalable du chancelier Kohl, dont il est un proche, et sans avoir sondé les

Depuis son accession au poste de bourgmestre, M. Diepgen, qui appartient à la génération née après » la destruction et la division de la ville, n'a pas caché qu'il était favorable à une « évolution dynami-que » du statut de l'ancienne capi-tale. Son objectif à long terme serait une intégration complète de Berlin-Ouest à la République fédérale d'Allemagne, qui contrebalancerait l'absorption de Berlin-Est par la RDA, dont les dirigeants ne man-quent jamais de faire suivre le nom de sa qualité de capitale de « l'Etat

## Des va-et-viest quotidiens

Les puissances alliées garantes du statut se sont montrées pendant plus de quarante ans très sourcilleuses quant à leurs prérogatives, mais on Américains, une volonté de faire

C'est sur l'insistance de M. Richard Burt, ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, que les Alliés occidentanx ont décidé d'autoriser leurs ambassadeurs en RDA à assister au concert du Nouvel An à Berlin-Est, en dépit du caractère ambigu de cette manifestation. Ne marquait-il pes, à lire le programme, l'ouverture de l'année du sept cent inquantième anniversaire de « Berlin, capitale de la RDA » ?

C'est un fait, le statut, hérité de la défaite et réaffirmé par l'accord quadripartite de 1971, pèse à tout le monde. Aux Berlinois, tout d'abord, qui voient dans cette prolongation de la mise en tutelle de leur ville un obstacle à une entente directe entre les deux parties pouvant apporter une amélioration de leurs conditions de vie. Les contacts sont désormais quasi quotidiens entre les deux hôtels de ville pour régler les questions relatives à la vie matérielle de Berlin-Ouest : fournitures d'électri-cité, traitement des ordures ména-

Le contentieux relatif aux transports publics a été apuré par le rachat par Berlin-Ouest du métro aérien (S-Bahn) aux chemins de fer de la RDA. Chaque jour, des fonc-tionnaires est-allemands franchis-

e Rencontre israélo-bulgare à Genève. - Des diplomates israé-liens et bulgares de haut rang se sont rencontrés, cette semaine à Genève, pour des discussions exceptionnelles entre les représentants des deux Etats, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis près de vingt ans, ont annoncé, le vendredi 13 mars, des responsables israéfiens. Ils ont cependant démenti les propos de Radio-Israël, qui affirmait que la Bulgarie avait proposé de réta-blir des liens consulaires.

• M. Charles Pasque en Arabie secudite. - Le ministre de l'intérieur est arrivé, le vendradi 13 mars, à Ryad, pour une visite officielle de trois jours en Arabie sacudite. Au cours de son séjour, M. Pasqua évoquera avec les hauts responsables saoudiens la coopéra-tion bilatérale dans le domaine de la sécurité et examinera avec eux les moyens de lutte antitempriste. -

 M. Doufflagues en Corée du Sud. - Le ministre des transports, M. Jacques Doufflagues, est arrivé le vendredi 13 mars à Séoul, pour une visite officielle de cinq jours en Corée du Sud. Il est accompagné de M. Pierre Sudreau, président de l'Association française des industries ferrovieires. - (AFP.)

sent le mur pour aller, à Berlin-Ouest, délivrer des laisser-passer pour l'autre côté...,

Mais, jusqu'à ce jour, aucune manifestation solennelle impliquant la présence simultanée des plus hautes autorités des deux Etats allemands et des puissances alliées n'avait eu lieu.

Cette impetience de voir le statut de l'ancienne capitale du Reich évoluer n'est pas partagée également par tous les Alliés. Si les Américains et les Britanniques semblent les plus disposés à jeter par-dessus bord le formalisme désuet imposé par les accords de Potsdam de 1947, et à faire coîncider les principes avec la pratique qui s'est imposée au fil du temps, Français et Soviétiques, pour des raisons divergentes, font montre d'un plus grand conservatisme.

Les experts de la question de Berlin au Quai d'Orsay agissent tou-jours comme les gardiens du dogme, et les hommes politiques ont bien du mal à mettre en œuvre une dynamique différente. Cela s'était traduit, lors de la visite à Paris de M. Diepgen à l'automne dernier, par une mise en garde : la France verrait d'un mauvais œil la présence du bourgmestre de Berlin-Ouest aux cérémonies de Berlin-Est le 23 octobre prochein.

La position soviétique sur la question allemande - est bien connue; pour Moscou, il existe trois entités distinctes sur le territoire allemand: la RFA, la RDA et Berlin-Opest. Mais, dans la redistribution générale des cartes impulsée de Moscou par M. Gorbatchev, Berlin pourrait avoir son rôle à jouer. On se souvient que la signature du traité d'Etat autrichien avait mar-qué la fin de la guerre froide et le début de la période de détente

La « politique à l'Est » menée de manière presque fébrile par M. Diepgen aboutira-t-elle ? Fort du soutien de la quasi-totalité de ses concitoyens, le bourgmestre régnant aimerait bien être le metteur en scène d'un spectacle inconnu jusqu'à anjourd'hui. Celui d'un Erich Honecker écontant le Deutschlands-Deutschland über alles) aux côtés du président sédéral Richard von Weiszäcker en présence des commandants alliés de la place de

Tout pourra ensuite aller très vite MM. François Mitterrand, Ronald Reagan, et Mª Margaret Thatcher sont annoncés dans l'ancienne capitale du Reich dans les prochaim mois. Pourraient-ils alors se permet-tre de décevoir les Berlinois, qui faute de voir tomber le mur, font tous leurs efforts pour le rendre plus

LUC ROSENZWEIG.

## KENYA

## Une lecon de la presse américaine au président Arap Moi

Le président du Kenya, M. Daniel Arap Moi, devait quit-ter Washington le samedi 14 mars, au terme d'une visite fficielle qui ne s'est pas déroulée exactement comme il le sou-haitait. Il avait eu, jeudi, avec le président Reagan, un entretien su cours duquel il avait demandé davantage d'investissements américains dans son pays et un angagement plus net des Etats-Unis dans la politique de sanctions contre l'Afrique du Sud pour mettre fin à l'aparthaid et restaurer la dignité des Noirs.

Mais, en fait de droits de l'homme, le Washington Post l'a invité indirectement à regarder chez lui en publiant vendredi un article révélant que se police utilisa la torture contre les opposants. Interrogé sur cet article, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a déclaré qu'il soulevait de c aravas questions » et a exprimé l'espoir que l'hôte des Etata-Unis ordonnerait une enquête pour

Le rapport sur les droits de l'homme publié par le département d'État américain pour l'année 1986 évoqueit des cas e isolés » d'usage de la tortura au Kenya, mais estimait que c'était le fait de policiers « agis-sant sans approbation officielle ». Ayant pris ombrage de l'affaire, M. Moi a écourté son séjour aux États-Unis en renonçant, ce samedi, à une visite pri-vée à New-York.

## Dans un discours devant l'IHEDN

## M. Raimond estime « incontestables, mais limitées » les réformes faites par M. Gorbatchev

l'Institut des hautes études de défense nationale. Analysant l'évolution des relations Est-Ouest, le ministre des affaires étrangères qui, avant de prendre la tête du Quai d'Orsay, était ambassadeur à Moscou – s'est notamment inter-rogé sur la nature, le sens et les conséquences possibles du nouveau style de gouvernement adopté par

M. Raimond a notamment déclaré : « Bien entendu, un change-ment de génération peut représenter une possibilité de changement d'orientations, mais il n'en est pas le garant. Toutefois, lorsqu'on constate que près de la moitié des responsa-bles qui siègent au bureau politique, 70 % du personnel du secrétariat, 40 % des cadres régionaux et près de 60 % des ministres ont changé ca

M. Jean-Bernard Raimond devait du pouvoir. De plus, ces hommes se prononcer, le samedi 14 mars, une conférence devant les auditeurs de du monde moderne, plus ouverts sur nécessité de faire des réformes radiles réalités extérieures, conscients du retard pris lors des années déclinantes du brejnévisme et, par consé-quent, animés d'une évidente volonté de maintenir ou de rétablir l'URSS au rang auquel ils estiment qu'elle doit prétendre.

» L'ane des contributions marquantes du brejnévisme fut l'acquisition, au début des années 70, de la parité stratégique. Les Soviétiques recherchent aujourd'hui la parité «réelle» dans d'autres secteurs, et veulent se doter ainsi des attributs non militaires de la paissance qui leur font encore défaut. »

Le ministre des affaires étrangères a ajouté : « Certains paraissent craindre, en se référant à des épisodes passés, que l'expérience na trouve ses limites dans les intérêts en paissance des 33-20.

Encore faudrait-il qu'on se soit entendu, de part et d'autre, sur le sens exact du mot « démantèle de deux aux du fonctionnement du fonctionnement du fonctionnement du fonctionnement de ser sur ce dernier point, ma conviction de la conv

cales, mais ce n'est pas avant deux on trois ans qu'ils en auront une vision claire ; syant affiné leur disgnostic des maux dont souffre la société soviétique et éprouvé les limites des réformes qui peuvent être engagées, ils s'apercevront sans doute alors qu'il y a lieu d'aller plus loin, en modifiant des éléments constitutifs du système. Seront-ils, par exemple, amenés à accepter l'autonomie des entreprises, l'établissement de la vérité des prix, en particulier la suppression des lourdes subventions aux denrées de base? Peuvent-ils admettre que s'instaure un débat généralisé dans les instances du parti, et donc en définitive prendre le risque de remettre en cause le rôle de ce dernier et sa place dans la nation ? Probablement ne le savent-ils pas euxmêmes à ce stade. Jusqu'ici les évolutions enregistrées en URSS sont incontestables, mais limitées. >

Quatre millions d'électeurs devalent renouveler, le dimanche 15 et le lundi 16 mars, le Parlement finlandais - l'Edusunta – au terme d'une campagne sans passion. Les programmes des différents partis ne différent pas très se ment. L'un des enjeux essentiels du vote, et des négociations qui le suivront. est l'éventuelle participation du tion gouvernementale, après vingt at un ans dans l'opposi-

HELSINKI de notre envoyé spécial

Les deux cents députés du Perlement d'Helsinki sont élus à la proportionnelle, mais les Finlanis, contrairement à leurs voisins suédois et norvégiens, votent d'abord pour un candidat et non pour des fistes. La campagne électorale est donc ici plus personna ée, et cartaines vedettes des stades ou du music-half tentent régulièrement leur chance. Les partis politiques en présence - ils sont douze cette année - essa

naturallement d'en recruter. Dans un pays où l'athlétisme est presque une ratigion, les champions candidats ne menquent pes. monde du lancer du javelot, brigue un siège pour les ruraux, qui abor-dent la consultation avec inquiétude. Point de ralliement de tous les mécontents de Finlande en 1983, le Parti rural, devenu membre de la coalition gouvernementale, s'est assagi et ses électeurs ne comprennent plus i Martti Vainio, le célèbre coureur de demifond, espère, pour sa part, oublie au sein du groupe conservateur de la future Assemblée ses mésaventures des Jeux olympiques de Los Angeles. Médaille d'argent du 10 000 mètres, il fut déclassé pour dopage quelques jours avant la départ du 5 000 mètres.

Les mérites sportifs et les qualités politiques peuvent mener loin : le sauteur à la perche Antti Kalliomāki, deuxième des Jeux de Montréel en 1976, est aujourd'hui l'un des secrétaires du premier ministre social-démocrate. M. Kalevi Sorsa.

Une ancienne Miss Monde, Satu Ostring-Procopé, est candidate à Helsinki pour le Parti suédoie, qui siège au gouvernement et qu quelque 6 % de Finlandais d'expression suédoise. Chez les communistes roses de la Ligue démocrate populaire, qui, selon toute vraisemblance, devalent perl'une des têtes d'affiche est une chanteuse de rock, Tuula Amberia. Quant aux minoritaires corthodoxes » de l'Alternative démocratique, ils sont chassé le conformisme en choisissant pour présidente l'actrice Kristiina Halkola, ancienne vedette de films érotiques bon genre des

> Recettes de saumon

« Pour être élu député en Finlande, il faut sujourd'hui disposer de 60000 è 100000 marks » (1), dit Kenneth Askerbiom, qui dirige un bureau de relations publiques à Helsinki. Les frais de campagne électorale des quelque mille neul cents candidats sont couverts en grande partie par les formations politiques ou ils représentent, mais nombreux sont ceux qui financent leurs activités politiques par des emprunts personnels à la banque isant des tombolas. et en organi publiques. Il s'agit de payer les annonces dans les journaux locaux et d'imprimer à des milliers d'exemplaires les brochures de propagande, en espérant que les électeurs ne jettent pas ces tracts au panier. Dans le nord du pays, M. Lax (M. « Saumon »), candidat

du Parti suédois, a ainsi fait distribuer dans les vingt-huit mille boîtes aux lettres de son district un sur son programme ainsi que différentes recettes... de saumon.

Les partis utilisent aussi de plus en plus la radio pour diffuser leurs sages. Les dix-huit stations locales privées font des affaires d'or. Elles comptent 2,7 millions d'auditeurs potentiels (sur une population de moins de 5 millions d'habitants), et vingt spots politiques de 20 secondes coûtent, sur certaines antennes, à peu près 25000 marks! Cette commercialisation des campagnes électorales ne plaît pas à tous les Finlandais Les petits partis notamment (libé-ral, Union chrétienne, constitutionnei de droite, Parti des retraités, écologiste), qui manquent de moyens, s'estiment désavantagés. Mais M. Aakerblom n'est pas de cet avis. « En Finlande, dit-il, les chances d'être élus que les candidats peut-être moins qualifiés mais assez riches, car s'ils sont vraiment bons les partis financent la totalité de leurs campagnes, » On n'est quand même pas en Amérique!

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 mark = 1,30 F.

GRANDE-BRETAGNE : les révélations d'un ancien membre des services secrets

## Le gouvernement britannique débouté par un tribunal australien

Un juge de Sydney a débouté. le vendredi 13 mars, le gouvernement britannique en autorisant la publication en Australie de Chasseur de taupes, ouvrage contenant un certain nombre de révélations sur les services secrets britannies écrit par un ancien membre du MI-5, Peter Wright, retiré en Australie.

Le gouvernement britamique, mi demandait l'interdiction de l'ouvrage en avançant que sa publication porterait préjudice au fonctionnement des services secrets britamiques, a désormais vingt-huit jours pour faire appel de cette décision, ce qu'il ne manquera pas de faire, indiquait-on vendredi à Londres de source offi-

Cependant, aussitôt après l'énoncé du verdict, l'avocat de M. Wright avait offert de discuter avec le gouvernement britannique de la suppression de certains passages du livre.

Peter Wright affirme notamment dans son ouvrage que l'un des anciens directeurs généraux des anciens directeurs g du MI-5, Sir Roger Hollis, anjourd'hui décéde, surait été une « tampe » à la solde de l'URSS,

ajoutant ainsi son nom à ceux des quatre célèbres anciens de Cambridge qui travaillaient en fait au service de Moscou : Mc Lean Burgess, Philby et Blunt.

Selon un autre livre qui vient de paraître à Londres, la véritable « cinquième taupe » aurait en fait été l'adjoint de Sir Hollis, Graham Mitchell.

a Victoire de l'Alliance. - A Turo (sud-ouest de l'Angleterre), l'Alliance centriste a remporté, le vendredi 13 mers, pour la seconde fois en cuinza jours, une large victoire lors d'élections partielles. Le candidat, M. Matthew Taylor, a obtenu 60,4 %, permettant à l'Alliance de conserver le siège vacant après le mort accidentelle du précédent itannique, composée du Parti libéral et du Parti social-démocrate (SDP), avait gagné une élection par-tielle à Greenwich (banisus de Lonège détenu depuis près d'un demisiècle par le Parti travaillista. M. Tavlor devient, à vingt-quatre ans, le plus jeune élu de la Chambre des communes. Il a augmenté le score de son prédécesseur de 3,1 %. — (AFP. Reuter.)

# **Amériques**

# Le stoïcisme mexicain à l'épreuve de la crise

(Suite de la première page.) Il n'est pas rare, en effet, que deux ou trois personnes fassent vivre une famille – au sens large du terme - d'une quinzaine de membres, l'absence presque complète de retraites imposant la taux de natalité important multi-pliant les bouches à nourrir. Aujourd'hui le partage des salaires devient de plus en plus celui de la pauvreté. Et l'« élasticité » que permettait ce système, pour, en quelque sorte, amortir les crises, a pratiquement disparu. Un phénomène encore aggravé per un niveau de sous-emploi dra-

## Une protection sociale limitée

En l'absence de statistiques fiables sur ce sujet, les observateurs estiment à environ un million cinq cent mille le nombre de chômeurs, soit un taux de 18 %. Aucune indemnité de chômage n'existe au Mexique, seule une protection sociale est assurée pendant les six mois qui suivent le licenciement. Et le salaire minimum légal (90 000 pesos, soit environ 600 francs) souffre aussi de la dépréciation monétaire. Les vendeurs à la sauvette se multiplient donc le long des rues et des avenues de la capitale et propodant que les laveurs de voitures se bousculent aux feux rouges.

Le mécontentement social a pris, ces dernières semaines, des proportions inhabituelles. A la suite de la grève des étudiants, qui a ouvert les portes de la contestation en prouvant qu'un mouvement non violent pouvait faire aboutir des revendications,

cessé le travail pendant cinq jours an début du mois. Les employés du téléphone, ceux de la compagnie aérienne Aeromexico et le personnel des universités ont amoncé leur décision de se jointion sur les salaires prévue aux alentours du 18 mars n'aboutissait pas. Le gouvernement a eu beau déclarer la grève des électriciens «inexistante», les revendications ne sont pas éteintes pour autant.

C'est peut-être le phénomène le plus étonnant de l'agitation sociale qui règne actuellement. Les sacrifices demandés à la population par le gouvernement deviennent intolérables. Pour le directeur de l'Institut de la sécurité sociale, M. Ricardo Garcia Sainz, un ancien ministre qui a aussi été dirigeant de plusieurs entreprises privées, « cela fait des années que nous connaissons un taux de chômage important et que la croissance baisse, mais il n'y avait pas jusqu'ici eu de grève -. Le stoïcisme cher au poète mexicain Octavio Paz et la résignation » qu'il définissait comme « l'une de nos vertus les plus populaires - semblent atteindre leurs limites.

## intolérable »

L'Eglise mexicaine elle-même, pourtant avare de déclarations politiques, vient d'estimer, dans un texte rédigé par la conférence épiscopale, que « la crise est deve-nue intolérable ». Cette combativité très nouvelle trouve pour beaucoup de Mexicains son origine dans le dramatique tremblement de terre du mois de septem-

les employés de l'électricité ont bre 1985. La formidable mobilisation populaire devant le désastre a alors provoqué une prise de conscience des capacités d'organisation et de défense que possédaient les habitants de la capitale. Les étudients ont pour 1968 - - où, lors d'émeutes sanglantes, plusieurs centaines de jeunes avaient trouvé la mort par leurs récentes et pacifiques manifestations.

La presse mexicaine joue aussi dans ce domaine un rôle nouveau. L'autocensure dont faisaient preuve les journalistes, comme le dit le directeur du journal la Jornada, M. Carlo Payan, s'efface peu à peu. Le tournant pris par ce quotidien, qui a regardé avec scepticisme au départ la révolte étudiante pour finalement en rendre compte le plus largement pos-sible, est significatif. Résultat de cette liberté nouvelle : l'audience de la presse s'accroît.

Le gouvernement semble de plus en plus désemparé. Si, avec les étudiants, le dialogue et la négociation ont prévalu, il peut difficilement en être de même pour les mouvements socianx actuels. L'effort de rigueur et la politique économique menée par le président de la Madrid ne laissent guère de marge de manœuvre dans un pays où la dette exté-rieure atteint près de 100 milliards de dollars et où les revenus provenant du pétrole sont en baisse. L'augmentation décidée pour les employés des entreprises parapubliques est à cet égard révélatrice : le personnel de ces sociétés bénéficiera d'une réévaluation de salaire uniforme de... 7 500 pesos (soit 40 F). Une proposition dont le secrétaire général de la puissante Confédération des

travailleurs du Mexique (CTM), M. Fidel Velasquez, pourtant proche du pouvoir, s'est dit « indi-

plus inquiétants pour les autorités qu'ils ne sont pas simplement corsont battus au sein de la Coordination étudiante des universités (CEU) parlent ouvertement des réformes politiques nécessaires et de la démocratisation qui doit intervenir, selon eux, dans l'appareil de l'Etat et au sein du parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire nstitutionnel (PRI).

Les étudiants ont aussi apporté eur soutien aux grévistes de l'électricité et out clairement indiqué qu'ils feraient de même à l'avenir pour de « justes revendications ». Les syndicats autonomes, qui ne dépendent ni directement ni indirectement du pouvoir, se sont aussi multipliés. comme, par exemple, celui des conturières qui vient de remporter une victoire juridique contre une entreprise de confection qui demandait son interdiction.

Pour l'heure, des régiments ont pris piace dans les agglomérations tourant Mexico, à moins de 30 kilomètres de la capitale. Les militaires maintenant sont aussi équipés de moyens policiers (gaz, matraques...) pour d'éventuelles tâches de maintien de l'ordre. Et cela même si la politique mené par l'actuel gouvernement a été d'éviter les affrontements violents. Mais, comme le dit le directeur de la Jordana, dans cette situation extrêmement mouvante qui touche tous les secteurs, personne ne sait ce qui peut se

DENIS HAUTIN-GURAUT.

# Asie

## INDE: une cohabitation difficile

## Quand le président Singh rappelle à l'ordre son premier ministre...

NEW-DELHI de notre correspondant

e Mon cher Rajiv... 3, yous avez, à propos de nos relations, menti su parlement. Voità, exprimée en termes non diplomatiques, la substance d'une missive envoyée, la semaine dernière, par M. Zail Singh, le président de la République indienne, à « son » premier ministre et dont le contenu s'étalait in extenso. le vendredi 13 mars, à la une d'un grand quotidien de New-Delhi.

Le chef de l'Etst, dont l'entourage est sans doute à l'origine de a « fuits », contredit mot pour mot les assurances données le 2 mars à l'Assemblée nationale par M. Raiiv Gandhi. « Le président est régulièrement tenu informé des affaires importentes de l'Etat », avait répliqué le premier ministre à un député d'opposition qui l'accusait non ement de « violer la Constitution > (1), mais aussi d'avoir, par eon « attitude cavalière, dégradé l'institution présidentielle et insulté son titulaire ».

## « Le bouffon archaïque et simplet >

Grosso modo, la lettre de l'offensé confirme le tout et dresse la liste de tous les sujets de politique intérieure et extérieure dont il n'a rjamais été tenu informé ». Il rappelle aussi que, violant la tradition, le jeune premier ministre (querante-trois ans) n'a jamais jugé utile de le l'étranger, que les ministres de M. Gandhi ne prenzient même plus la peine de répondre à ses invitations ni même à ses convocations, que les rapports de ons gouvernementales ne lui étaient plus soumis et que, d'une manière générale, la « haute fonction » qu'il occupe set traitée avec dédain, voire

Bref, d'abord feutrée et discrète, la très singulière crise de cohabitation > - les deux hommes sont du même parti ui faisait depuis des mois les délices du « microcosme » indien, est finalement - et de quelle façon ! - tombée dans le domaine public. Sans menacer directement la perennité du gouvernement en place - le président n'a pas le pouvoir de dissolution, - l'affaire, à dix jours de trois consultations régionales importantes et à quatre mois de l'élection présidentielle, est pour M. Gandhi d'un considérable embarras. Déjà régulièrement fustigé, y compris dans son propre parti, pour la manière cava-Sère dont il traite la haute admi-23 janvier), le premier ministre agra, en effet, besucoup de mai à expliquer aux électeurs et au Parou ainsi humilier l'homme que eco illustre mère, indire Gandhi. avait choisi en 1982 pour occuper la magistrature suprême.

Same to the

1 -- -- 25

Section 1

 $\otimes \tau_{n,n} \to \tau_{n,n}$ 

W. .

# PRODUCTION

E. ...

3

苦りませる。

The same of the

Territory.

-

Service at

-----

2:45

Page 1

A. Gilb

de l

W. Com

Carine Sal

Ser to per

True wi

STATE !

Berg. 5

S interior

Davi .

-

The se

Carlotte and the same

Edward Co

Elu pour cinq ans (per le Parlement fédéral et toutes les essemblées fédérées), M. Zail Singh, zélateur patenté de la dynastie des Nehru-Gandhi, l'homme qui se disait prêt, à la veille de son accession à la présidence, « è belayer le sol, si la grande indira » le lui demandait, en a eu assez, «Le président-potiche, le béni-oui-oui», dont les jeunes loups de l'emourage du prince se gaussent en privé, le « bouffon archaique et simplet » ainsi caricaturé par une presse proche d'eux, a considéré qu'il eveit avalé suffisamment de couleuvres. Et, se souvenant qu'avant d'être ligoté et bêli-lonné sur son trône présidentiel (2), il était un politicien assez habile et plutôt retors, le vieux sikh - il est âgé de sociante et onze ans - s'est rebiffé.

D'abord, en recevant à son pelais - situé à 200 mètres des bureaux du premier ministre tous les dirigeants de l'opposi-tion, bientôt suivis - provocation suprême - par les dissidents anti-Raiiv du Congrès des Nehru; enfin, en refusant d'apposer sa signature au bas d'un projet de loi instituent la censure postale, que le gouvernement a voté il y a plus de deux mois. Le président s'est souvenu que, s'il est bien, comme le vou-laient les pères de la Constitution, «une sorte de monarque constitutionnel », il n'en est pas moins le chef de l'Etat, le commandant suprême des armées et le gardien de la Constitution. A défaut de disposer d'un

« domaine réservé », il a les moyens de se faire respecter. M. Rajiv Gandhi est en train de le découvrir, et son entourage, qui avait pris M. Zail Singh pour ce qu'il pareît être, à savoir un vieux. sikh sans importance, un paysan inculte, bombardé président pour récompenser trente années de servilité, s'en mord déjà les doigts.

## PATRICE CLAUDE.

(1) La Constitution fait obligation au promier ministre d'informer le président sur les affaires de

(2) La contume interdit au président de se livrer publiquement à la controverse politique.

## A TRAVERS LE MONDE

## **Etats-Unis** Acquittement d'un puissant chef de la Mafia

New-York. - John Gotti, considéré comme le chef de la plus puis-sente famille de la Mafia aux Etata-Unis, a été acquitté, le vendredi 13 mars, par le jury d'un tribunal de New-York. Il était accusé, ainsi que six autres membres présumés de la « famille Gambino », de meurtres, racket, paris illégaux et prêts à des taux usuraires. Le procès avait commencé en août 1986, et le jury anonyme délibérait depuis la semaine dernière, « Honte sur eux », s'est exclamé M. Gotti après son acquittement en montrant du doigt les procureurs, « Je voudrais qu'il y ait un verdict contre eux », a-t-il ajouté.

## Tunisie

## Le chef des islamistes interpellé

Tunis. - Interpellé cinq jours uperavent, M. Rached Ghanouchi, secrétaire général du Mouvement de la tendance islamique (MTI), non reconnu officiellement, se trouvait touiours retenu, le vendredi 13 mars. dans les locaux de la police. Il semble qu'il n'ait pas tenu compte de mises en garde pour qu'il ne prenne plus la perole dans les mosquées. Son domicile était placé sous surveillance depuis le 15 octobre et, s'il avait la possibilité de se déplacer, il était toujours « accompagné » per un ou deux policiers. Six autres responsables du MTI à Tunis, Sousse, Nabeul, Kairouan et Gabès auraient été également interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi, selon des sources proches de ce mouvement. - (Corresp.)

## **EN BREF**

 JAPON : expulsion de deux Polonais. - Deux techniciens polonais accusés d'espionnage informati-que et arrêtés le 8 mars ont été expulsés du Japon, le vendredi 13 mars, a annoncé la police japonaise. MM. Janusz Pribulka, trer trois ans, et Karol Myszkowski. vingt-sept ans, chercheurs universitaires à Szczecin (nord-ouest de la Pologne), ont démenti ces accuse tions d'espionnage à leur départ pour

. COREE DU SUD : condamnation. - Un tribunal de Sécul a condamné, le vendredi 13 mars, un ancien étudiant à six ans de prison pour avoir tenté de former un Parti communiste visant à renverser le gouvernament de Corée du Sud. Il s'agit de Lim Son-tae, ancien étudiant de l'université nationale de Sécul. arrêté en octobre avec vingtsix membres de son groupe, dont treize demeurent inculpés. - (Reu-

· IRAN : exécutions de Rebeit - Deux Bahais ont été exécutés ces derniers jours à Téhéran en raison de leurs croyances religieuses, a annoncé, le vendredi 13 mars, la communauté bahai internationale, dens un communiqué remis à la commission des droits de l'homme des Nations unies. Suruch Jabbari et Abdoul Casim Chaylo, tous deux emprisonnés depuis 1974, ont été enterrés sens que leurs familles ou leurs proches aient été prévenus,

. BANGLADESH : affrontements entre policiers et musulmans. - Une charge de police contre quelque 5 000 musulma fait, le vendredi 13 mars, à Dacca, une centaine de blessés parmi les manifestants. Les policiers, armés de matraques et utilisant des gaz lacrymogènes, ont chargé les manifes-tants, qui demandaient l'établissement d'une Constitution islamique au. Bangladesh.

निर्मा एवं गिक

# **Politique**

## Le bilan d'un an de gouvernement Chirac

## L'économie est « en situation de créer des emplois » | estime le porte-parole du premier ministre

L'hôtel Matignon a diffusé, le vendredi 13 mars, une synthèse du « bilan » d'un an de gouvernement Chirac, édité par le SID (Service d'information et de diffusion) et dont la version complète, en trois cents pages, sera disponible dans une quinzaine de jours. Intitulé « Pour tous les Français (avril 1986avril 1987) », ce document affirme que « la première aunée du gouver-nement de Jacques Chirac s'achève nement de Jacques Chirac s'achève sur un triple constat : une économie en situation de créer des emplois, une société responsable et solidaire, pour plus de justice sociale, une France respectée », et que « l'action gouvernement ale entre, aujourd'hui, dans une deuxième phase, celle où elle doit parachever l'anvre de libération et de solidarité nationale, afin que le France retrouve sa place parmi les grandes puissances économiques du monde et que les Français puissent vivre dans la dignité, la sécurité intérieure et la paix ».

Le SID, service qui dépend du

1000

And the second s

And the second of

- π<sub>/H</sub> , μ<sub>2</sub>π ,

1 1 1

4 4 14 A 20 July 10 100 2000

4 1 12 2

The state of

193 (194 ) 15 (1

. -- 10.7

1. 1. 1. 1. 1.

The second of the

 $|x-y| = 2\pi^{-\frac{1}{2}(2\delta + \frac{1}{2})\delta}$ 

4-1-1-1-1

1000

 $g = g = 2^{n-k+1}$ 

 $\gamma_{max} \sim 2 q_{max} = 1 + 2$ 

1. A. A. A. A. A. A. C. T. S. C. T. S.

Le SID, service qui dépend du premier ministre, scaligne que « la politique que le gouvernement mène : entre dans « une descrième année qui doit permettre de pour-suivre l'assore d'assainissement et de libération entreprise depuis douze mois, afin d'amplifier le mouvement de création d'emplois réapparu en 1986 ». Il ajoute : « Tout faire pour instaurer un cli-mat propice à la reprise de l'emploi, tel était l'objectif de Jacques Chirac en arrivant au pouvoir. Telle est sa priorité numéro un pour les mois à

Matignon présente un tableau négatif de la situation léguée par les accislistes. Quand le gouvernement de Jacques Chirac s'installe aux commandes, est-il écrit, la France accumule les resurds et les dysfonctionnements sur tous les fronts: croissance, investissement, inflation, budget et fiscalité « Selon le SID, « quatre dévaluations (en tenant compte de celle d'avril 1986, due entièrement à l'ancienne ges-tion] out sanctionné [les] erreure commises de 1981 à 1983, essentiel-

Le gouvernement de M. Chirac a entrepris l'a assainissement de l'économie », d'abord par le « réaménagement monétaire » du 6 avril 1986, avec son plan d'accompagnement (loi de finances rectificative), pois par le budget de 1987. Le deuxième objectif de gouvernement, continue Matignon, a êté la « libération des initiatives », par la « levée des initiatives », par la « levée des contraintes administratives », la privatisation et la « mise en concurrence ». « L'assainissement des structures de l'économie française et des conditions de son fonctionnement, la mise en liberté des agents économiques par l'allégement des contraintes administratives et financières, la définition d'un nouveau droit de la concurrence, cette œuvre de rénovation, correspondant à la volonté de désengager l'Etat de l'économie, ne devait pas dispenser ceiul-ci de jouer le rôle qui est le sien et qui le restera, notamment en matière d'investissement, précise le SID. Dans cette optique, le gouvernement a mis en place deux séries de mesures. La première vise à améliorer les conditions de l'investissement par une fiscalité de rénovation, correspondant à la l'investissement par une fiscalité allégée, une épargne plus abondante et des crédits moins chers. La seconde opère un redéploiement du système des aides et des incita-

## Politique étrangère « en liaison constante » avec le chef de l'Etut

Seloa le document de l'hôtel Matignon, « la politique industrielle qui a été conduite jusqu'en qui a été conduite jusqu'en mars 1986 n'a jamais permis de résoudre les problèmes de reconversion industrielle, de redéploiement et de développement ». Il explique :
«La politique industrielle classique et orthodoxe ayant échoué, à un prix généralement exorbitant pour le contribuable, il convenait pour le contribuable, il convenait pour le convenant d'adoitée. gouvernement d'adopter une tout gutre attitude et de se donner les moyens et des instruments adaptés. L'idée simple qui domine l'architec-ture de la nouvelle politique industrielle revient à tout faire pour améliorer la compétitivité des entreprises. » En même temps, « le gouvernement a mobilisé un arsenal de moyens capables d'améliorer l'environnement social, culturel et,

mème, politique ». même, politique ».

Le SID souligne, au sujet de la Sécurité sociale, que « le gouvernement n'a pas joué d'expédients » et qu'« il a ouvert le dossier, qui ne peut être traité qu'avec l'accord de l'opinion publique tout entière ». A propos de l'enseignement, il indique : « La réforme des lycées et des universités, qui vise à donner aux établissements plus d'autonomie, pour plus d'efficacité, fera l'objet d'une large concertation avec toutes d'une large concertation avec toutes les parties intéressées. » Soulignant l'importance de la lutte contre la drogue, le SID observe que celle-ci « s'est concentrée principalement sur l'application stricte de la loi votée en 1970 qui a fait de l'usage de la drogue un délit » et que « le gouvernement a fait en sorie que la répression de l'usage de la drogue soit durcie, partant du principe que, en condamnant l'usage et les usagers, il avait une chance de toucher aux trafiquants. > An chapitre de la politique étran-

gère et de la défense, l'hôtel Matigere et de la désense, l'hôtel Mati-gaun souligne que « le gouverne-ment a démontré sur volonté d'exercer toutes les responsabilités qui sont les siennes dans le domaine de la défense et de la politique étrangère, dans le respect des préro-gatives du chef de l'État et en liai-son constants onte ce dession. son constante avec ce dernier ». Il rappelle que « le premier ministre se rend prochainement en visite offise rena prochamement en visite offi-cielle à Washington [fin maxs] et à Moscou [fin mai] et y fere entendre la voix de notre pays au moment où les négociations entre les deux superpulssances progressent rapidement, notamment en ce qui concerne l'élimination des missiles de portée intermédiaire en Europe ».

«Le Monde » publiera, dans son supplément Economie du lundi 16 mars daté mardi 17 mers, un bilan économique d'un en de gouvernement Chirac.

## Comment faire d'un premier ministre un candidat?

(Suite de la première page.) Mais un candidat à la prési-dence de la République doit avoir une «image», et il n'est pas sûr que M. Chirac s'en soit déjà forgè une.

Il n'est pas le premier à connaître cette déconvenne. Que restait-il de M. Raymond Barre, « meilleur économiste de France », au début de 1981? Qu'était devenu l'homme du «changement», M. Pierre Mau-roy, en 1983? M. Fabius était mieux parvenu, à travers de graves déboires, à préserver son personnage, mais au prix d'un sérieux soupçon : celui d'en être, précisément, trop précicupé.

M. Chirac a pour lui de ne pouvoir encourir ce reproche. Il gouverne sans barguigner, sans accorder trop d'attention — certains de ses conseillers s'en inquiétaient encore après l'épi-sode de Madrid – à l'impression qu'il donne.

La cohabitation pouvait per-mettre à M. Chirac d'acquérir la stature d'homme d'Etat qui lui faisait défaut, mais pour laquelle il paraissait mûr. Il allait être l'homme des circonstances exceptionnelles en même temps que celui des compromis réussis. Son erreur a sans doute été de croire, dans un premier temps, qu'il devait tenter d'y parvenir au détriment de M. Mitterrand.

A peine arrivé à l'hôtel Matignon, le premier ministre faisait savoir qu'il irait au sommet des pays industrialisés, à Tokyo, au début du mois de mai. Puis il négligeait les avertissements du président de la République sur les procédures parlementaires et sur le contenu des ordonnances qui seraient soumises à sa signature. M. Chirac agissait comme si les prérogatives constitution-nelles du chef de l'Etat avaient été de simples formalités, qu'il fallait respecter d'autant plus scrupuleusement qu'elles étaient

le balancier politique considérable-ment limité dans l'amplitude de ses

mouvements par crainte du Conseil

S'il en est ainsi, s'est demandé tout haut M. Tonbon, aurons-nous autre chose à l'avenir que des «débats de gestion», et la « possibl-

lité de proposer au peuple des chan-gements fondamentaux » no so trouvers-t-elle pas «considérable-

M. Richard n'avait cité aucun des

exemples attendas qu'il aurait pu fournir à l'appui de ses vœux. M. Toubon, lui, n'a pes hésité à en fournir un — inattendu — à l'appui de ses propres interrogations. Dans

la lutte contre le SIDA, fléau infiniment plus grave que ne le perçoivent nombre de dirigeants français, a expliqué le secrétaire général du RPR, il faudra bien dépasser les

aculs aspects médicaux et sanitaires et poser « très clairement la ques-tion de la quarantaine ». Ou celle de l'usage (individualisé et non plus collectivisé dans le souci d'éviter la

transmission du fléau) du sang donné pais transfusé.

constitutionnel

en était en refusant de signer l'ordonnance sur les privatisa-tions. L'Hôtel Matignon a tou-jours contesté cette interprétation de l'article 13 de la Constitution, la signature d'une ordonnance devant être, selon lui, automatique comme celle d'un décret délibéré en conseil des ministres, dès lors que le Parlement s'est pronoucé en votant une loi d'habilitation. Aussi la réponse de M. Chirac a-t-elle consisté à transformer l'ordonnance en un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale avec engagement de la responsa-bilité du gouvernement, c'est-à-dire sans vote. Le premier ministre devait agir de même après le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur le découpage électoral.

## Un gouvernement balkanisé

L'affaire de l'ordonnance sur les privatisations n'en a pas moins ouvert une période de tension entre le premier ministre et le chef de l'Etat. Les attentats terroristes du mois de septembre ont donné l'occasion à M. Chirac de prendre l'avantage, en suscitant la solidarité autour du gouvernement, mais le conflit qui a suivi, au sujet du projet de loi de programmation militaire, puis l'expérience du sommet franco-africain de Lomé ont convaincu le premier minis-tre qu'il n'avait rien à gagner à multiplier les tentatives d'empiètement sur le domaine que la Constitution et l'usage « réser-vent » au président de la Répu-

Il y a loin entre le chef du gouvernement qui contestait les orientations de M. Mitterrand en matière de défense, il y a six mois, et celui qui, il y a une semaine, rappelait – sans grand résultat – les barristes au ressans conséquence pratique.

Cette première phase s'est achevée le 14 juillet, lorsque
M. Mitterrand a montré ce qu'il que, s'agissant de la souveraineté

de responsabilité qui est la sienne avec le président de la République, et non pas contre lui. Cela ne l'a pas empêché de contester, à Madrid, le rôle que s'attribuait M. Mitterrand dans l'amélioration des relations franco-espagnoles.

Le premier ministre aurait peut-être aimé que le chef de Etat reconnaisse au gouvernement, pour une fois, un succès diplomatique, mais il estime que l'écho donné à ses propos a été démesuré, et il affirme ne pas

Le changement de ligne de conduite de M. Chirac accompagnait, en novembre, un retour sur la scène intérieure qui s'est fait dans les pires conditions, face au mouvement des étudiants et des lycéens contre le projet de loi Devaquet, puis face aux grèves de la SNCF et de la

Cependant, cette adversité a permis à M. Chirac de rentrer dans le rôle d'un premier minis tre traditionnel, qui tient bon face à des revendications qu'il ne peut satisfaire, mais qui recherche, ensuite, le dialogue avec les interlocuteurs syndicaux. En remettant en ordre les projets du gouvernement, M. Chirac est parvenu à domer de sa politique une présentation plus cohérente, moins agressive et plus souple.

Il n'a pu le faire, toutefois sans mettre à mal la synthèse sur laquelle étaient fondés la majorité du 16 mars et le gouvernement du 20 mars. Le pacte conclu avec M. François Léotard est devenu caduc, tandis que les centristes de M. Pierre Méhaignerie, fidèles dans les difficultés de décembre, entendent, i présent, tirer davantage dans leur sens les orientations du gou-vernement. Dans le même temps, la cote de M. Raymond Barre n'a cessé de monter. La situation de M. Chirac est

celle d'un premier ministre s'appuyant sur une majorité qui n'a plus de chef. Sans doute une nonvelle réunion i du gouvernement à Matignon, le mardi 17 mars, et, surtout, l'engagement de responsabilité, début avril, devant l'Assemblée nationale, sur une déclaration de politique générale, peuvent per-mettre de contrôler cet état de fait. Cela ne suffira pas à le

modifier, Partenaire d'un chef de l'État socialiste, chef d'un gouverne-ment de droite balkanisé, général contesté dans son propre camp, telle est l'équation de laquelle M. Chirac doit faire

sortir... un candidat. PATRICK JARREAU.

# M. Toubon, le Conseil constitutionnel et le SIDA

« Quand on s'évade des facilités de la polémique», il n'est pes tou-jours facile de poser les limites dans lesquelles doit être borné le contrôle comme M. Toubon, à faire savoir de constitutionnalité des lois par le Conseil constitutionnel. C'est M. Jacques Toubon, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et secrétaire général du RPR, qui Pa dit, le vendredi 13 mars, an cours de la journée d'étades de l'Association française des constitutionnalistes dont il était l'hôte, ainsi que des parlementaires de chacun des groupes représentés à

Dans la bouche de ce bretteur verbel infatigable, spécialiste bors pair de la polémique, le propos n'es prensit que plus de relief.

prenait que plus de reises.

Mais comment faire pour échapper à l'atmosphère largement
consensuelle de ce rapide tour de
table politique consacré-au Conseil
constitutionnel? Car, à Penception
dn PCF, qui continue — M. Guy
Ducoloné l'a rappelé — d'en récismer la suppression avec une constance inaltérable mais sans agressivité, chacun, que ce soit M. Jean-Claude Martinez pour le

comme M. Jounes, a laire savoir avant tout que, de bon cour ou à la suite d'évolutions plus ou moins complexes, sa formation ne remettait pas ou plus en cause l'existence et, globalement, le fonctionnement du Conseil constitutionnel.

Globalement, sans plus. Ni M. Clément ni M. Toubon n'appré-cient ce que le premier appelle « un contrôle ciblé sur le Parlement » qui contrôle cible sur le Pariement » qui laisserait, à tort, en debors de son champ d'intervention certains actes du président de la République. Or, a soutenu M. Toubon, ce « fort soutenu M. Toubon, ce « for-contrôle du Parlement » est du même coup celui du gouvernement. En sorte qu'« on a l'impression que le président de la République incarne une souvernimeté libre alors que le gouvernement et le Parle-ment n'incarnent qu'une souverai-meté limitée ».

meté limitée ». Ni l'actuel chef de l'Etat- ni les péripéties de la cohabitation ne sont étrangers à la vision de M. Toubon. Au contraire, à la place qu'il occupe

## aujourd'hui - l'opposition - après avoir détenu, de 1981 à 1986, tout le pouvoir, le PS incline plutôt à souli-gner surtout, selon la formule de M. Alain Richard, qu'il a « ratifié le che toutefois sur une vue un peu différente. Pas d'angoisse chez le bouil-lant responsable RPR de voir négligés ces droits économiques et sociaux. Mais plutôt la peur de voir

Sans doute n'en a-t-il pas toujours été ainsi au PS, mais le passé est le passé. Les discussions au groupe socialiste portent, surtout, sur les facons d'user à bon escient du droit parlementaire de saisine du Conseil. Ce qui implique de renoncer à le faire à tort et à travers ou systématiquement, comme ce fut parfois le

principe de contrôle de constitution-

M. Toubon, de son côté, jure qu'il partageait cette conviction avant le 16 mars 1986, et M. Clément a même rêvé tout haut, dans un style au peu Bibliothèque rose », selon le mot de M. François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel, que tous les groupes par-viennent à refouler les tentations politiques pour ne plus saisir désormais que sur des bases juridiques.

## Arrondir les angles

C'est pent-être trop demander quand même. Le PS souhaiterait voir le Conseil constitutionnel hisser voir le Conseil constitutionnel hisser ses exigences en matière de droits économiques et sociaux à la hauteur de sa défense des libertés publiques, à en croire M. Richard. Là encore, est-ce trop vouloir ? Tous ceux qui vont et viennent du pouvoir à l'opposition doivent reconnaître dans le même mouvement, comme l'a fait le député socialiste, que « le rôle exsentiel du Conseil constitutionnel cet un pale d'emortivement de est un rôle d'amortissement de l'alternance », ce qui « n'a pas que de bons côtés quand on est le bénéfi-ciaire de cette alternance ». Le même constat de la part de

Pour tout cela « des lois seront votées, le Conseil constitutionnel sera salsi; il faudra trancher ». « L'intervention du Conseil constitutionnel comme juge suprème dans un tel domaine me parolt poser une vrale question», a résumé M. Tou-bon. Parce que les juges constitu-tionnels seraient alors incapables ou trop lents à s'affranchir d'un respect trop strict des droits individuels de l'homme face à un péril social d'un geme nouveau et impréva? M. Tou-bon ne l'a pas aussi clairement dit. Mais c'est ce que l'on a cru com-

MICHEL KAJMAN.

## M. Gilbert Mitterrand part à la conquête de la fédération PS de la Gironde

M. Gilbert Mitterrand brigae officiellement, depuis le 11 mars, le poste de premier secrétaire de la fédération socialiste de la Gironde, département dont il est député. La candidature du fils du président de la République ouvre une nouvelle crise dans le PS girondia, dont l'appareil voit se succèder depuis phisieurs années empoignades et phisieurs années empo règlements de comptes.

BORDEAUX de notre correspondante

Ces affrontements successifs, loin des débats idéologiques, se sont d'abord limités à une lutte sans merci entre barons locaux pour le contrôle de la fédération.

la fédération.

Ils metizient aux prises, d'un côté, le député Michel Sainte-Marie, président de la Communauté urbaine bordelaise, leader du courant B (manroyiste), dépossédé par la congrès de Metz de 1971 du titre de premier fédéral et de Pautre le afrateur mitfédéral, et, de l'autre, le sénateur mit-terrandiste Philippe Madrelle. Ce der-nier avait commencé à perdire son influence sur l'appareil avant même de infinence sur l'appareit avant meme de pouvoir céder à la droite, en 1983, la présidence du conseil général de la Gironde et du conseil régional d'Aquitaine. Les deux hommes s'unissent cependant anjourd'hui dans le soutien à la candidature de M. Gilbert Miner-

rund, qui devrait, selon eux, être « un signal qui intéreuse bien au-delà du PS ».

Dans l'immédiat, cette candidature emble surtout destinée à faire pièce à la direction fédérale sortante à la tête m direction reotrate sortante à la tête de laquelle on trouve, depuis mai 1986, M. Claude Barande, un proche de M.— Catherine Lalumière. L'exministre de la consummation puis des affaires européennes, conseillère numicipale de Bordeaux depuis 1983, a fait partie européenne de la color politique de la consummation puis des son entrée sur la acène politique giron-dine aux législatives de 1981. Elle a mené la liste socialiste pour les législatives de mars 1986.

Le PS girondin a perdu, depuis 1983, tous ses bastions. Toute la crise actuelle éclate sar cet arrière plan politique, à la veille d'échéances élec-torales et à deux semaines du congrès fédéral fixé au 28 mars. Elle se traduit par la présentation, à l'intérieur du courant A (mitterrandiste), de deux listes distinctes de candidats à la commission enécutive fédérale.

La première, soutenue par Me Lahamère, s'appuie sur la direc-tion sortante; la seconde l'évince su tion sortante; la seconde l'evince au profit du camp Mitterrand. M. Lionel Jospin a confié à M. Marcel Debarge, secrétaire national chargé des fédérations, un rôle d'arbitre. Les protagonisses girondins sont convoqués pour le jeudi 19 mars.

M. Doubin (MRG) fait une offre à M. Rossinot bre de l'Assemblée des Communantés européennes, a fait part, le vendredi 13 mars, de la « satisfaction » svec laquelle le Parti radical, dont il est le porto-parole, a accueilli « la perspective à un dialogue [avec les radicaux de gauche] permettant de dégager des éléments de consensus entre les différentes composantes de la famille radicale »

M. Tonbon ( - Ça arrondit les angles

de l'alternance électorale » | débou-

L'mitiative de l'ouverture d'un dia-logue entre radicaux revient à M. François Doubin qui, dans une let-tre adressée à M. André Rossinot, prégident du Parti radical, explique que des mus période où l'électoralisme

M. Jenn-Thomas Nordmann, mem-bre de l'Assemblée des Communantés tuer à l'action politique, il para tuer à l'action politique, il parult urgent de proponer des idées et des projets (...) ».

M. Doubin a l'intention d'effectuer une démarche similaire auprès des républicains de progrès - que sont, à ses yeux, le CDS et le Parti républicain, mais dont il enclut le RPR.

Rappelant « l'origine commune » du MRG et du Parti radical et « l'engagament permanent de la famille radicale en faveur de l'unité européenne»,
M. Doubin assure que « le moment et
le thème » sont « choisis pour que soit
éventuellement mise en lumière une

• M. Juppé: haite au « petit jeu ». — Dans une interview publiée le samedi 14 mars par les Dernières nouvelles d'Alsacs, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, demande qu'il soit mis fin au « petit jeu » consistent à dire : « Je soutiens le gouvernement mais tout ce que fait le gouvernement est maymis » gouvernement mais tout ce que les le gouvernement est mauvais, » M. Juppé, qui en fait une condition essentielle pour que les différentes composantes de la majorité apportent un soutien sans faille, lors du second tour de l'élection présiden-tielle, au candidat de ladite majorité arrivé en tête au premier tour, souli-gne que la désunion serait « la voie royale de l'échec ». (Publicité)

# LE VENDREDI 20 MARS A TOULOUSE

Le vendredi 20 mars, sous l'égide du R.E.E.L. que préside Charles MILLON, se tiendra à Toulouse un colloque sur le thème des Droits de l'Homme, en présence de Messieurs Claude MALHURET, Dominique BAUDIS et Raymond BARRE.

Seront abordés les thèmes suivants :

1) « Quelle solidarité engager envers les victimes des systèmes totalitaires, autoritaires ou racistes?»

2) « Dictature et Démocratie : où est la frontière ? »

Vladimir BOUKOVSKI, Vladimir MAXIMOV. Armando VALLADARES notamment, ainsi que de nombreuses personnalités ont confirmé leur participation aux forums animés par Jean-Marie DOMENACH, Maître Jacques MIQUEL et Jean-François DENIAU, ancien

Pour tout renseignement et inscription appeler:

R.E.E.L. - Jennes

Paris : (1) 45.49.10.95 Toulouse : 61.62.11.64

# Société

## Bien qu'il n'ait pu interroger M. Arnaldo Campana

## M. Jean-Pierre Michau n'est pas rentré bredouille de Rio-de-Janeiro

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le juge Michau a quitté le Brésil sans avoir pu interroger M. Arnaldo Campana, l'ancien chef de la police civile de Rio-de-Janeiro, associé et complice d'Yves Challer pendant sa cavale » brésilienne. Mais, malgré l'absence de ce témoignage capital, il ne revient pas bredouille à Paris : les renseignements donnés par les polices de Rio et de Brasilia lui ont ermis de recouper et de confirmer dusieurs éléments de son dossier.

M. Campana a coatinué, vendredi 13 mars, de jouer au plus fin avec ses collègues de la police civile qui l'attendaient pour procéder à l'andi-rattendaient pour procéder à l'andition avec le magistrat français. Sollicité, puis sommé de se présenter au z-vous fixé (le troisième en vingt-quatre heures), il est resté introuvable toute la matinée. «Ce qu'on sait, c'est qu'il n'a pas dormi chez lui», disait M. Elson Campelo, le commissaire chargé d'enquêter sur ses agissements, qui devait servir d'intermédisire pendant l'interroga-

A midi, M. Nilo Batista, le successeur de M. Campana à la tête de la police civile, répétait les menaces déjà proférées la veille. « Campana est sous mes ordres. Je vais lui enjoindre de se présenter. S'il se dérobe, je le ferai arrêter. »

Trois houres plus tard, M. Campans arrivait en siège de la police en compagnie de son avocat, mais c'était pour annoncer qu'il ne répondrait pas aux questions préparées par le juge français. M. Michau

s'attendait visiblement à cette nouvelle dérobade. Après avoir patienté une grande partie de la journée de jeudi dans les locaux de la police, il avait résolu, vendredi, de faire du tourisme et, de ses lieux de prome-nade, il téléphonait de temps en temps au consulat de France pour avoir des nouvelles. M. Michau juges inutile d'enregistrer personnel-lement le refus de M. Campans de se laisser interroger.

Les trois jours passés à Rio par le juge en compagnie de M. Jean-Pierre Steiner, inspecteur principal à la sous-direction des affaires financières de la police judiciaire, n'ont pas été perdus pour autant, les res-ponsables de la police fédérale brésiane ayant procédé aux vérifications qui intéressaient M. Michau, notamment sur les déplacements des principaux personnages et le résultat est intéressant.

## **Protecteurs** parisieus

Première constatation: M. Yves Challer n'est pas arrivé à Rio le 4 mai comme il le prétend, mais le 8 juillet, vingt-quatre heures avant qu'un mandat d'arrêt soit lancé contre lui à Paris. Ce qui signifie qu'il a été prévenu à temps par ses protecteurs parisiens pour qu'il puisse prendre la fuite. Il est arrivé, ous son vrai nom, à Rio-de-Janeiro où il a été hébergé par M. Jules Filippedu, l'un des chefs de la maf-

Denzième constatation : à la fin du mois de juillet, la police fédérale

ser à M. Chalier. C'est à ce moment-là que celui-ci a changé de nom pour preadre celui d'Yves Navaro. L'époque où il dit avoir reçu de M. Campana le passeport portant cette fausse identité correspond à un déplacement de ce dernier à Paris. M. Campana, qui était encore secré-taire de la police civile de Rio, a pris, le 17 juillet, un avion pour la France en compagnie de M. Filippedu. Il est revenu an Brésil le 30 juillet.

## Obstraction

Or le premier cachet porte sur le passeport d'Yves Navaro indique comme date d'entrée au Brésil le 3 août : il s'agit donc d'un cachet de complaisance. Navaro ne figure pas complaisance. Navaro ne de l'avion de la Varig qu'il était censé avoir pris ce jour-là pour venir au Brésil. Grâce à des complicités dans la police des frontières, M. Campana a donc «authentiffé» l'arrivée à Ris de la complexité de la complexit du prétendu Navaro en faisant oblitérer son pesseport à la date du

Troisième constatation : dans la remière quinzaine d'octobre, Yves Chalier-Navaro a appris par un policier brésilien qu'un mandat d'arrêt international avait été lancé contre mierrational avait des la cutté le lui et, le 13 octobre, il a quitté le Brésil sous sa fausse identité à bord d'un avion de la Swissair qui l'a amené à Genève, d'où il a gagné Paris en TGV.

M. Chalier s'était associé en septembre dernier avec M. Campa pour monter à Rio une société

d'import-export, Terrarum, sans doute afin de «blanchir» l'argent du vidéopoker. Il semble que MM. Campana et Filippedu aiest créé, dans la même intention, deux autres entreprises, l'une appelée Pradel, l'autre Pumali, cette dernière à Sac-Paulo. Le magistrat français et l'inspecteur de la police judiciaire ont cherché à savoir ai ces firmes avaient pu être financées par des sommes détournées de l'association Carrefour du développement. Leur conclusion est négative. Reste à la police brésilienne à établir l'oxi-

gine des capitaux utilisés.

Les questions qui devaient être posées à M. Campans par M. Michan le seront peut-être par an magistrat brésilien dâment habilité par le ministère de la justice à cette fin Spaint de M. Malande cette fin. S'agira-t-il de M. Nelson Da Silva Guimaraea, le « petit juge » qui voulait réunir M. Campana et M. Michau dans son cabinet? On peut en douter. M. Campana est accusé d'avoir fait obstruction à la mission du juge français. Il ne jouit pas d'une grande réputation à la direction de la police fédérale, qui était prête, semble-t-il, à le faire arrêter pour faciliter le travail de M. Michau. Le juge de la vingt et unième chambre criminelle de Rio n'était pas habilité à entendre un magistrat étranger, dit-on anjourd'hui, et, si M. Michau avait epté de se rendre à son cabinet tout le travail effectué pendant trois jours an Brésil annait pu être enta-

CHARLES VANHECKE.

## Au tribunal de Paris

## Une peccadille de Frédéric Oriach d'hébergement portant une Le 24 septembre 1986, la

police appréhendait dans les jar-dins du Luxembourg, où il avait réuni une conférence de presse, M. Frédéric Oriach. Cet ancien militant des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP) avait retrouvé la liberté après des condemnations pour transport at détention d'armes d'abord et, ensuite, pour association de maifaiteurs. On ne devait cependant retenir contre lui qu'un délit de fourniture de faux documents en vue de l'établissement d'un document administratif. Les policiers avaient en effet découvert que le passeport dont il était por-teur, délivré le 20 mai 1986, lui avait été remis indûment, le cer-tificat de domicile qu'il avait fourni faisant état d'une adresse où il n'habitait pas en réalité.

Cependant, en dépit de réquisitions du parquet pour que M. Orisch soit placé, de ce fait, sous mandat de dépôt, le magis-trat instructeur l'avait laissé en liberté et la chambre d'accusation de Paris s'était contentée de le placer sous contrôle judiciaire.

A l'audience de la trentième chambre correctionnelle de Paris, jeudi 12 mars, c'était donc un prévenu libre qui se présentait devant ses juges pour un débet qui devait durer un petit quart d'heure : très sagement, M. Oriech n'est pas sorti des limites du sujet. Il s'est contenté d'exposer que, sorti de prison le 11 avril 1986 et se trouvant sans papiers d'identité, son premier souci fut évidemment d'en obtenir. Comme, à cette époque, il n'evait pas encore de domicile un jour ailleurs per des amis, il produisit donc un certificat

adresse, 53, rue Lacépède à Paris (5°), où il lui arrivait effectivement de coucher et où lui était adressé son courrier. C'est cette attestation de domicile qui se trouvait donc considérés comme

Du côté du ministère public, M. Bertrand Faure fut to premier à ramoner ce dossier « à se juste dimension ». « La justice, devaitil dire, est ainsi conçue en France qu'elle s'attache d'abord aux faits et non à des considérations de parsonne. Cala pour dire que vous êtes en présence d'un dossier modeste s'il en est, que vous davez apprécier objectivement, sans bienveillance, mais non plus sans esprit de sévérité particulière et en appliquat une peine

Mr Jeen-Louis Chalanset et isabelle Content-Peyre, qui eux aussi, s'en tenir rigoureusement au dossier faiseint valoir que l'attestation de domicile incriminée ne pouveit être considérée comme un faux pussque M. Oriach habita bien, fût-ce épisodiquement, à l'adresse indiquée et qu'il s'y avait, de sa part, aucune intention de tromperie, pas plus qu'il n'y eut, envers quiconque, le maindre

Le tribunal, que présidait M. Jean-Louis Mazières, n'a cependant pas retenu cette thèse, mais s'est contenté de condamner M. Frédéric Oriach à 1 000 F d'amende, ce qui mettait fin obligatoirement au

J-M. Th.

1.5

Transfer in the second

 $m_{\rm sp} \cdot \gamma_{\rm spatch} \ ,$ 

 $900 \pm 10$ 

P25 - 1 - 121

And the same

79.50

The second

 $= \epsilon_{pm} / \frac{1}{r + \beta (1)}$ 

The second second

التهير

79 (m) 4 (m) 1 (m) 4 (m)

The Bridge

Carried Co.

1

The state of

Harana A

The Same

- Marie 1999

B. B.

e. Le im

A Carried

The Branch of

## Peines réduites en appel dans l'« affaire » du Coral

## Un arrêt apaisant

l'« affaire » du Coral, un « lieu de en fuite était condamné à trois vie » situé à Aymargues (Gard), qui accueille des enfants inedaptés ou mentalement handicapés (nos demières éditions). Un ancien pensionnaire dénonçait des actes de pédophilie commis sur des mineurs de moins de quinze ans. Si cas affaires sont souvent regardées avec une discrétion gênée, celle du Coral explosa avec une série de réactions en chaîne. La passion s'empara de tous ceux qui touchèrent de près ou de loin ce dossier britiant. Des clans se formèrent ; les un se pressaient derrière M. Claude Sigala, l'animateur de ce lieu de vie, pour l'aider à défendre avec achamement une solution autre que l'enfermement ou la chimiothérapie inter-

Pour sux, aucune contrainte, aucune limite légale ne devait faire obstacle à une expérience, dont les premiers résultats étaient encourageants. Les autres brandissaient l'étendard de la morale, outrés par le comportement des éducateurs, impliqués dans l'affaire. Des écrivains, des personnalités se prononçaient en faveur de l'un ou l'autre cemp, pendant que la bouillant Claude Sigala affrontait le juge, M. Michel Salzmann, dans une instruction judiciaire tumultueuse. Jusqu'au procès, l'affaire s'enfla, empoisonnée par la rumeur. Après des débats houleux, la dixième chambre correctionnelle de Paris rendait son jugement, en condamnant sept personnes pour attentat à la pudeur sur mineurs de moins de

M. Sigala était condamné à trois ans de prison, dont un avec sursis et la même peine était infligée à un éducateur, M. Jean-Noël Bardy; un autre éducateur, M. Roger Cortès, était condamné à dix-huit mois d'emprisonnement; M. Jean-Patrice Lanez, ancien pensionnaire de l'établisment, était condamné à trois ens de prison, dont un avec

Il y a cinq ans éclatait sursia ; M. Dominique Labeume,

Pour des faits identiques, mais sans rapport avec le Coral, commis à Paris et en Corse, M. Gérard Durand était condamné à trois ans de prison, dont un avec sursia, et M. Raymond Huryta à trois ans de prison. Enfin, M- Marie Sigala, l'épouse de l'animateur, le docteur Alain Chiapello, médecin psychiatre, et M. Yves Renard.

## Le silence retombé

Avec ce jugement, le silence retomba sur cette affaire et, vendredi 13 mars, personne ne distribuait de tracts devant la vingtquatrième chambre de la cour, qui sa prononçait sur le cas de cinq des condamnés ayant interjeté appel. Aucun d'entre eux ne retoumera en prison, car l'arrêt, qui se veut apaisant, condamne M. Durand à un an de prison, confondu avec une précédente peine déjà accomplie ; M. Berdy à deux ans de prison avec sursis ; M. Lanez, à trois de prison avec sursis; M. Cortes à deux ans de prison avec sursis. Quant à M. Sigala, la cour le condamne à trois ans d'emprisonnement, dont trente mois avec surais, les six mois restant étant couverts par les détentions provisoires ordonnées lors de

Les magistrats notent à ce sujet : « Quelque surprenant qu'ait été le comportement de jigala, qui apparaît impliqué plus qu'aucun, autant par sa qualité de responsable que par les pressions qu'il a exercées et la circonstance juridique qu'il avait autorité, il convient toutefois de tenir compte de ce qu'il paraît avoir été attaché à faire progresser des enfants spéciales

MARC PORTEY.

## A la cour d'appel de Rennes

## Non-lieu pour le commissaire Marchand inculpé en 1985 de faux en écritures

De notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a infirmé, le jeudi 12 mars, une ordonnance prisc le 9 janvier 1987 par M. Gilles Dubigeon, doyen des juges d'instruc-tion de Nantes, qui avait alors décidé du renvoi devant un tribunal correctionnel, pour faux en écritures, du commissaire divisionnaire Yves Marchand, quarante-huit ans, directeur de l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyran-Mont-d'Or (Rhône) depuis le mois de septembre 1986 (le Monde

daté 18-19 janvier). A l'origine de cette affaire, une plainte déposée par M. Patrick Bescond, inspecteur de police à Vannes: en 1984, celui-ci constatait que la note figurant sur son dossier personnel pour l'année 1982 ne correspondait pas à celle qu'il avait signée devant le commissaire Mar-

chand, alors directeur des polices demande, en 1985, afin de pouvoir prendre comaissance du dossier, M. Marchand était renvoyé devant le tribunal correctionnel de Names par l'ordonnance de M. Dubigeon, ordonnance immédiatement frappée d'appel tant par le parquet de Nantes que par le parquet général de la cour d'appel de Rennes.

La chambre d'accusation a considéré que les éléments constitutifs du délit reproché an commissaire Marchand n'étaient pas établis et a pro-noncé un non-lieu. De plus, elle a confirmé le non-lieu prononcé dans le même dossier par le doyen des juges d'instruction de Nantes au bénéfice d'un inspecteur de police et d'une secrétaire du commissariat de police de Vannes, dans la mesure où ils n'avaient fait qu'exécuter les ordres de M. Marchs

CHRISTIAN TUAL.

## M. Jacques Chirac a inauguré le palais de justice de Bobigny

## Un effort prioritaire en faveur de l'institution judiciaire

M. Jacques Chirac qui inaugu-rait, vendredi 13 mars, le nouveau palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a reconm que l'institution judiciaire se heurtait à a de graves difficultés matérielles qui la génent dans l'accomplissement de sa mission. Le premier ministre, qui était accompagné, notamment, du garde des sceaux et de M. Robert Pandrand, ministre de la afenitif et élu du chargé de la sécurité et élu du département, a regretté que ces difficultés accréditent l'idée « d'un laxisme, voire d'une impulssance de la justice pénale». Il a rappelé les efforts de M. Albin Chalandon pour rationaliser le fonctionnement des institutions judiciaires et a souhaité que l'effort budgétaire de 1987 en faveur de la justice soit encressent

"poursulvi".
Comme l'ont fait remarquer
MM. Philippe Léger, président, et
Régis Mourier, procureur général,
le département de Seine-SaintDenis est peuplé de 1,3 million

d'habitants dont près d'un tiers de moins de vinet aus et de beaucoup d'immigrés. Le tribunal de Bobigny est aussi celui qui traite les affaires de trafic de stupéfiants déconvertes à l'aéroport de Roissy. Le parquet a reçu, en 1986, 140 000 procès-verbaux et les chambres correctionnelles ont rendu 22 000 jugements.

Clair, fonctionnel, architecturalement réussi (intérieurement et extérieurement) le palais de justice de Bobigny et ses dépendances regroupent sur 25 000 mètres carrés le tribunal lui-même et le tribunal de commerce. Cinq cents personnes, dont cent dix-sept magistrats, travaillent quotidienne-ment au tribunal de grande ins-

En quittant le palais de justice par hélicoptère, M. Chirac a été sifflé par une centaine d'institu-

BERTRAND LE GENDRE.

## **FAITS DIVERS**

## Dans les Landes

## Un réseau international de proxénétisme démantelé: 37 personnes en garde à vue

(Landes) a abouti au démantèle-ment d'un réseau international de proxenétisme, réussi par l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCR-TEH). Au terme de l'enquête menée dans plusieurs villes de France, trente-sept personnes étaient gardées à vue, samedi 14 mars, en attendant d'être déférées au parquet. Le dossier a été confié à M. Vennetier, juge d'instruction à Mont-de-Marsan.

L'OCRTEH avait identifié dans toute la France près de 200 prosti-tuées travaillant pour des proxénètes qui entretenaient un réseau en France – mais anssi en Afrique et en Amérique du Sud, – dont la base était localisée à la limite de la Gironde et des Landea.

Jeudi soir, cent cinquante poli-ciers - cinquante CRS et cent offi-

Une vaste rafle qui a su lieu dans la soirée du jeudi 12 mars au Poteau (Landes) a abouti au démantèle en bordure d'une ancienne base américaine et interpellaient une centaine de personnes. Au cours de la perquisition, les policiers devaient constater plusieurs flagrants délits de proxénétisme hôtelier, saisir la comptabilité de tenanciers et découvrir plusieurs centaines de milliers de francs, dont 200 000 francs dissimulés sous un matelas.

> e RECTIFICATIF. - Le président de la Compagnie générale du tourisme hôtelier (CGTH) est M. Ber-nard Anne et non pas M. Michel Anne (son frère) comme nous l'avons écrit par erreur dans un article intitulé « Un hôtal corsa va fermer ses portes pendant la prochaine salson esti-vale», article paru dans le Monde du

## Dans la région Nord-Pas-de-Calais

## Seize interpellations pour trafic d'héroïne Deux réseaux d'héroine viennent

d'être démantelés, l'un à Lille, Rou-baix, Tourcoing (Nord) et l'autre dans les environs de Lens (Pas-de-Calais) : seize personnes au total ont été inculpées, jeudi 12 mars. Dans l'agglomération lilloise,

Dans l'agglomération lilloise, trente-cinq gendames, assistés de dix-neur douaniers, out interpellé mercredi huit personnes, dont plusieurs ressortissants étrangers, déjà interdits de séjour. Les forces de l'ordre out saist 140 000 francs, du haschich et de l'hérome en petite quantité, ainsi que quelques cartouches. Trois personnes, dont l'une a été écrouée, ont été inculpées d'infraction à la législation sur les supéfiants.

Au même moment, dans plusieurs localités du Pas-de-Calais, les gen-darmes ont arrêté dix-huit autres personnes, des jeunes pour la pin-part, dont plusieurs étrangers. Treize d'entre eux ont été inculpés (onze écroués).

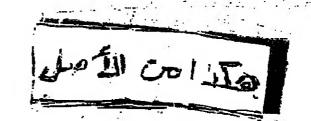
## A Bastia

## Un procès d'assises renvoyé après une tentative d'attentat contre le palais de justice

Pendant une audience de la cour d'assises de la Haute-Corse, une charge de 300 grammes de dynamite – qui n'a pas explosé – a été lancée, vendredi 13 mars, vers 16 heures, dans la cour du palais de justice de Bastia, par un homme qui a pris la fuite saus être inquiété. L'engin, qui avait été jeté par-dessus le mar d'enceinte du bâtiment, est tombé à quelques mètres des fenê-tres de la salle de la cour d'assises.

La cour jugeait depuis jeudi Jean-Paul Pasqualini, vingt-quatre ans, Michel Arrighi, vingt-trois ana, et Dominique Pasqualetti, vingt-tienz ans, accusés d'avoir commis un holdup le 22 juin 1984 contre une agence de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale, au cours duquel un policier avait été blessé. Déjà, jeudi, lors de la première audience, les débats de la cour avaient été interrompus par une alerte à la bombe. Le procès a été renvoyé à une session ultérieure.

Les résultats 86 lycée par lycée, section par section. 152 pages de tableaux, d'analyses et de commentaires.



A Company of the

4.2" 31.40 -2.12

المتواز فلاعدال

Steel Same

A HATTER THEF.

and the second of

A 2 1112 212 24

\$. 12. Jrg 1574

19000 3 1 7 24

St. Comments

10 THE TAX

tings of the Pi

The state of the last

THE SALE SHOPPING

e the run of

and the state of

2 Miles

1 7112 miles

i we parame

and the tile and

See the see are

P. C. State

2 mm / 178 Ex

A 10 7728 754

e e 😕 🛶

A commence of the second

A Committee of the

7-1845 )

 $(A(x) - A(x)) = (x^{\alpha})$ 

mand of the first

. 50 1

2000

10 10 **10** 

27 8

100

BORES OF THE

. . . \_\_\_\_

NEW YORK STREET

month of 125

may the first of

on the steepe

111-4 × - FG

The state of the second

## Un spectateur tué au rallye du Portugal

Christophe Profit « enchaîne »

les Grandes-Jorasses, l'Eiger et le Cervin

Un exploit à trois faces

La railye du Portugal est à nou-veau en deuil. Vendredi 13 mars, la Toyota Corolla du pilote portugais Joaquim Ramalho Guedes est entrée dans la foale, tuant un specta-teur de diz-huit ans et en blessant une dizaine d'autres, dont un enfant de... cinq ans. Un accident sembla-ble à celui de l'an dernier, où la sor-tie de route de la Ford RS 200 du Portugais Joaquim Santos avait pro-voqué la mort de deux spectateurs, dont un jeune garçon, et une quaran-taine de blessés.

Enter white the contract of th

tame de blessés.

Il y a un an, les pilotes des écuries officielles s'étaient retirés de la course après cet accident, suvenn dès la première épreuve spéciale, par « respect des familles des victimes » mais surtout pour dénoncer l'inconacience de ce public portugais qui envalusait la chaussée et se comportait à leur arrivée comme un comportait à leur arrivée comme un matador face à un faureau. L'aver-tissement n'a, semblo-t-il, pas été

Sana doute fandra-t-il attendre l'examen de la Toyotz Corolla pour mieux comprendre les circonstances de l'accident. Joaquim Ramalho Guedes, qui a fauché des specta-teurs massés sur... une échappatoire, à l'entrée d'un virage à gauche, a-t-il

L'alpiniste Christophe Profit, agé de vingt-cinq ans, a réassi une grande première hivernale en enchaînant les

première inventage in circumint les ascensions par leur face pord des Grandes-Jorasses (4 200 mètres), de l'Eiger (3 974 mètres) et du Cervin (4 478 mètres). Ce guide, qui evait déjà accompli cet enchaînement en

déjà accompli cot enchaînement en vingt-quatre houres, le 26 juillet 1985, s'est élancé sur l'éperen Croz le jeudi 12 mars à 3 houres du matit. Après avoir escaladé notamment les Grandes-Jorasses en aix houres, soit cent vingt minutes de moins que son précédent record, il est parvenn an sommet du Cervin vendredi 13 mars à 20 heures.

Emportant avec lui un sac de 5 kilos comprenant principalement

5 kilos comprenant principalement un parachute qu'il déploya à l'issue de ses deux premières ascensions pour regagner la vallée où un hélicoptère l'a transporté au pied de l'Eiger, puis du Cervin, il n'avait avec hu qu'ans poignée de pitons et une corde de 15 mètres qu'il utilisa sur les perties les plus techniques de son parcours, notamment à l'Eiger. Bénéficient de conditions météorologiques favorables, l'alpiniste dut cependant affronter un froid extrêmement rigoureux – moins 20 degrés le jour et moins 30 degrés pendant la muit de

et moins 30 degrés pendant la mui de jeudi à vandredi passée dans l'Eiger et, surtout lors de cette ascension, effectuer un véritable travail de ter-

rassier pour dégager la neige plaquée quelques jours plus tôt sous l'effet du

BOXE : championnat

d'Europe. - L'Italien Valerio Nati

est devenu trampion d'Europe des poids plume en bettant le Français Marc Amand par arrêt de l'arbitre sur

blessure à la deutième reprise, ven-dredi 13 mars à Forli. Le titre était

vacant après le renoncement du Bri-

tannique Jim McDonnell, passé dans la catégorie de poids supérieurs.

. CYCLISME : Peris-Nice.

Vainqueur su sommet du mont Feron, le nouvel espoir du cyclisme trançais, Jean-François Bernard, qui était devenu le favori de Paris-Nice, a

'suscité une véritable coalition et

perdu la contact sous les coups répétés de ses adversaires, vendredi

répétés de ses adversaires, vendredi 13 mars, au cours de la cinquième étape Toulon-Saint-Tropez, rampor-tée par Laurent Fignon. Trant profit du Réchissement de Jean-François Bernard, qui a concédé 2 mir. 6 s. L'Irlandais Stephen Roche a repris le moille de landar. Son comme-

meillot blanc de leader. Son competriote Sean Kelly conserve l'essentiel

PATINAGE ARTISTIQUE :

chempionnet du monde. - Les Soviétiques Natalla Bestemianova et

Andrei Bukine ont remporté leur troi-

sième titre mondial de danse sur

glace, vendredi 13 mars à Cincinnati.

SKI ALPIN : Coupe du

monde. - Signid Wolf a remporté la première victoire de sa carrière, en

Coupe du monde et a apporté aux

Autrichiens leur premier succès après

cinquanta-trois courses cetta saison

en gagnant, vandredi 13 mars, la descente de Vail (Colorado). Elle a

devancé à cette occasion se compa-triote Elizabeth Kirchler et l'Améri-

\* TENNIS : Coupe Davis. - La

mier tour de la Coupe Davis. Ven-

dradi 13 mars à Marcq-en-Barcaul

(Nord), Thierry Tulasne a battu Bong

Soo Kim 5-4, 6-2, 6-3 et Guy Forget

s'est imposé contre Jin Sun You 6-3,

caine Pam-Ann Fletcher.

5-7, 6-3, 6-3.

CHAMONIX

de notre correspond

mal contrôlé sa vitesse ou a-t-il été victime d'une défaillance des freins victune d'une derainance des frems de sa voiture ? Un incident plus fré-quent sur ces modèles dits « de pro-duction », construits à plus de cinq mille exemplaires — non modifiables pour les railyes — que sur les anciens bolides du groupe B supprimés au aom de la sécurité.

A la demande de la Fédération A la demande de la receranom internationale du sport automobile (FISA), les organisateurs du rallye du Portugal avaient fait porter leurs efforts cette année sur la sécurité des specialeurs. Ils avaient renoncé aux épreuves spéciales disputées sur les contres de le contre de la les petites routes goudronnées du massif forestier de Cintra, où se ras-semblaient habituellement plusieurs dizaines de milliers de spectateurs venus de Lisbonne. Une course télévisée sur le circuit d'Estoril, qui accueille chaque aunée les for-mule 1, les avaient remplacées.

Une grande campagne d'informa-tion sur les règles élémentaires de sécurité à respecter sur les deux mille kilomètres du rallye avait été organisée. En vain, semble-t-il, si on considère l'emplacement choisi par

vent sur les flancs de la montagne. Il devait rester pendant dix-neuf heures

dans cette face, en s'accordant seule-

ment quatre heure de « repos » pen-dant lequel Profit s'installa sur une

étroite vire et lutta contre le sommeil

Parvenn vendredi à 11 heures au sommet de l'Eiger, il reprenait, après un vol en paracinate de quelques minutes, un hélicoptère pour gagner le Cervin et sa muraille de

1200 mètres qu'il escalada entre 15 heures et 20 h 30.

cimes. Samedi 14 mars, il attendant une amélioration de la météo pour se

Christophe Profit aura su maltri-

CLAUDE FRANCELON.

lancer à l'asseut du Cervin.

EDUCATION

# de sa démission

Après trois mois de silence, M. Alain Devaquet, ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, revient dans un entretien an Nouvel Observateur sur le genèce de son projet de réforme universi-taire et les raisons de son départ du gouvernement, le 6 décembre, au plus fort de la crise étudiante.

syndicat autonome – c'est-à-dire l'examen immédiat de la proposition de lot Foyer » (signée par vingt-deux députés de la majorité).

L'alpiniste Eric Escoffier, qui ten-tait également d'escalader successi-vement l'Eiger, le Cervin et les Grandes Jorasses, mais qui entendait rallier les différentes montagnes à bord d'une voiture comme pour ses qualités de vitesse et de nervoité sur les voies de Paris-Dakar, a été laissé aut place » par son adversaire des « Au cours de la préparation du projet de loi, ajouto-t-il, j'ai tenu rais comme essentiels, les diplômes nationaux par exemple, mais c'est vrai j'ai dù aussi, quelquefois, déplacer le curseur », sur les droits d'inscription notamment, pour les quels on avait finalement accepté le principe d'une « fourchette ».

ser de bout en bout tous les paramè-tres de sa course exceptionnelle. Tout d'abord, en se préparant physique-ment depuis le mois de novembre au pied du massif du Mont-Blanc, dont les cimes les plus proches lui servirent de « gymase » ; d'autre part, en menant une vie que ses amis quali-ficat de proche de l'ascétisme. Enfin, l'alpiniste sait désormais, à la manière d'un guide trant ses clients,

## RELIGIONS

« s'encorder » aux médias.

## Mgr Castrillon-Hoyos est élu président du Conseil épiscopal latino-américain

Asuacion (Paraguay) – Mgr Mgr Lopez-Rodriguez, et celui de ario Castrillon-Hoyon, évêque de Brasilia, Mgr Freire Falcao. Dario Castrillon-Hoyos, évêque de Pereira en Colombie, a été élu le 12 mars président du Conseil épisco-pal d'Amérique latine (CELAM), organisme de liaison de toutes les organisme de naixon de tinuts les conférences épiscopales latino-américaines. Il en était déjà le secré-taire général et succède à la prési-dence à un Argentin, Mgr Operracino

Réunis à Ypacaraï, près d'Asuncion, les cardinaux et évêques d'Amérique latine unt également élu comme vice-présidents du CELAM l'archevêque de Saint-Domingue,

## **SCIENCES**

## Découverte de la plus grande galaxie connue

La galaxie Markarian-348 serait la plus grande galaxie connue. Dans un article à paraître dans la revue américaine Science, quatre astro-nomes (trois Américains et un Chinois) indiquent que cette galaxie a un diamètre treize fois plus grand que la Voie lactée, la galaxie à laquelle appartient le système

Markarian-348, éloignée de 300 millions d'années lumières. émet une énorme quantité d'énergie liée à l'existence autour d'elle d'un mage d'hydrogène suimé de mouve-ments de marée. Ceux-ci sont dus à France mène par deux victoires à zéro contre la Corée du Sud au prel'existence dans son voisinage d'une petite galaxie qui attire le mage, de la même manière que la Lune attire les océans et créo les marées. C'est Bong ce phénomèse de marée qui aurait permis à la galaxie d'atteindre une inille exceptionnellement grande.

(AFP, AP.)

Organisme le plus influent de l'Eglise catholique en Amérique latine, le CELAM avait défini des orientations progressistes lors de ses grandes conférences de Medellin en Colombie (1968) et de Pueble au Mexique en présence du pape (1979). L'arrivée à la présidence en 1979 du futur cardinal colombica Lopez Trujillo devait marquer un

tournant plus conservateur.

[Né le 4 juin 1929 à Medellin (Colombie), Mgr Castrillon-Hoyes est évêque depuis 1971, nommé en 1976 dans le diocèse de Pereira. Il était le porte-paroie de Mgr Lopez-Trujillo lors de la conférence de Paebla. En octobre 1985, il avait en une polémique publi-que avec le théologien Hans King, qui avait dénoucé les pressions de Rome sur es évêques latino-américains à propos de la théologie de la libération. Il passe pour un conservateur, mais s'était mon-tré favorable, en 1980, à l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement colombies et la guérille du M 19.]

• L'évêque de Versailles critique l'« instruction » de Rome sur la bioéthique. - Evêque de Versailles, -Mgr Louis Simonneaux a déclaré, le 13 mars, à propos du document de la Congrégation pour la doctrine de la foi sur e la dignité de la procréation », que Rome « aurait peut-être pu autoriser l'insémination artificielle entre man et femme pour aider in nature ».

« Dans ce cas très précis, poursuit Mgr Simonneaux, l'insémination artificiella contradit-ella l'amous conjugal ? Paut-on résoudre ce genre de problème par la seule logique bibli-

The state of the s

## La prévention du SIDA

## Une seringue pour deux

sienne de garde, tard le soir, un jeune homme attend. Il a l'air de guetter, nerveux. A l'intérieur, une dizaine de personnes font la queue. Les deux phermeciens vont vite. Efficaces, profession-nels et sans cheleur. Celle-là veut des mouchoirs en papier, cet autre montre ses lèvres gercées. Dans les bras d'une joune femme, un bébé malade s'est endormi. Devant elle, entre l'adolescence et l'âge scluite, un garçon sautille d'un pied sur l'autre. Son jeen n'est plus bianc depuis longtemps et son blouson de cuir a l'eir aussi fatigué que lui. Arrivé à la cais i abole plus qu'il ne demende : «Une seringue.» Le visage du pharmacien se ferme.

« On ne fait pes cat article. - Meis j'en veux une. On nous dit de les acheter en phar-macie. Et c'est toujours pareil, On nous dit toujours qu'il n'y en a

A-t-il envie de pleurer, de tout casser ? En tout cas, il ne veut pas

bien autre chose, non? Un vaccin paut-âtre ? 3

Les deux pharmaciens se consultent du regard. Que faut-il l'aise, au bord du mépris l'un pro-pose une peute boîte verte : « C'est cher, 46 francs. Vous avez l'argant ? » La jeune homme se précipite sur la boîte, l'ouvre, véri-fie la présence d'une seringue pièces. Le deuxième pharmacien le ratient, yout expliquer qu'il ne s'agit ni d'ostracisme ni de mauvaise volonté : « Nous avons commandé des seringues jetables. Nous les aurons le semaine pro-chaine. En attendant, approvisionnez-vous dans les pharmacies de jour. » Vita, très vite, le jeune toxicomane sort de la pharmacie. Dehors, son copein

l'attend. Une seringue pour

# M. Devaquet précise les raisons

Soulignant qu'il avait accepté, sans avoir participé à la décision, l'abrogation de la loi Savary « difficilement amendable ». l'ancien ministre explique qu'il a refusé en revanche ce qu'exigenient « les uttres — quelques députés de la majorité, l'UNI et une fraction du syndicat autonome — c'est-à-dire

A propos de M. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour les questions universitaires et ancien vice-président de l'UNI, M. Devaquet déclare : « M. Durand ne m'est apparu; dans les domaines qui étalent de ma responsabilité, que comme le porte-purole rigide des organisations rauxenselles il apparnisations auxquelles il appar-

Dans un entretien au « Nouvel Observateur »

« J'ai démissionné pour deux rai-sons, explique enfin M. Alain Deva-quet : la déontologie universitaire et la crédibilité politique. » Le minis-tre a pris sa décision « sans amertume ni regrets » an lendemain des violentes manifestations du 4 décembre et après avoir appris que le dossier du projet de loi sur les uni-versités était transféré à M. René Monary, dont il précise sobrement : « Je ne purieral pas de M. Monory, il a trop parlé de mol... »

> • M. Etienne Trocmé, élu à la têts de la conférence des présidents d'université. — La conférence des présidents d'université a procédé, le 13 mars, au renouvellement de ses instances et élu son nouveau burseu. M. Etienne Trocmé (président de l'université de Strasbourg-II) remplace M. Hubert Coudanne (Paris-XI-Orsay) comme rence dont le ministre de l'enseigne-ment supérieur est président de droit. Ont également été élus vice-présidents MM. Jean-Jacques Comé (Toulouse-III) et Michel Imberty (Paris-X-Nantorre).

## **FAMILLES**

A la Commission des droits de l'homme de l'ONU

La persévérance des «mères d'Alger» GENÈVE

de notre correspondante

Le drame des mères dont les enfants sont toujours retenus per leur père ou la famille pate-nelle en Algéria (le Monde du 6 mars) a été exposé en séance plénière devent la Commission plesare devent la Contrascott des droits de l'homme de l'ONU. La déségation française a tenu à souligner que ces fernmes pouvaient être assurées qu'eune convention bilatérale est en cours de négociation; la frança es l'Alaries y conservant. France et l'Algérie y consacrent leurs efforts (...). Afin de tenir apécialement compte, dans cha-que cas, de la dimension humaine, il est utile de disposer d'une structure simple et prag-matique pouvant facilement prandre en considération les falités familiales concrètes ».

Dans l'attente d'un accord bilatéral sur une conver autorités algériennes compé-tentes « examineront avec séré-nité les cas soumis à leur atten-tion ». La délégation algérienne a insisté sur le tait que « l'Algé-rie a toujours souligné la néces-thé d'opposite l'experies du sté d'organiser l'exercice du droit de visite transfrontières avec garantie judiciaire de retour et réture sa disponibilité pour ce faire, y compris par voie vernements. Tout comme sile n's casaé de favoriser la règlement des problèmes au cas par cas et ce par voie de concillation

Ainei, l'Algérie et la France ont tenu à affirmer publique-ment qu'elles étaient conscientes de l'ampleur de ces drames familiaux et se sont engagées, devent la commu-nauté internationale, à recher-cher des solutions conformes aux souhaits exprimés par les mères. La persévérance de celles qu'on nomme « les mères d'Algera commence à porter

ISABELLE VICHNIAC.

## Communication

Vive polémique entre les deux candidats à TF1

## La réponse de M. Lagardère à M. Bouygues

les deux rivoux à la reprise de TF1, le groupe Bouygues et le groupe Hachette. Après le recours gracieux déposé auprès le recours gracteux déposé auprès de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) par M. Francis Bouygues (le Monde du 14 mars), le président du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, est sorti de sa légendaire réserve. Il a en effet diffusé dans la soirée du 13 mars une longue déclaration 13 mars une longue déclaration zignée de son nom et approuvée par son comité exécutif. En voici la

« La déoutologie élémentaire et les bonnes manières conduisent Hachette - pour ce qui concerne la privatisation de TF1 - à ne dialo-guer qu'avec l'autorité en charge de l'affaire : la CNCL. Comme il est d'usage dans des cas semblables (et nous avons une grande expérience d'appels d'offres nationaux et internationaux), Hachette fournit - en son temps - à cette commission toutes les informations et engagements nécessaires conformément aux règles d'une compétition claire, juste et rigoureuse. Nous ne discu-tons aucune décision même si cer-taines nous semblent contestables, comme l'obligation qui nous a été faite de retirer la BNP de notre groupe. (La CNCL sera prévenue dès lundi du remplaçant que nous

M. Lagardère précise encore : «Notre concurrent - Bouygues -n'a pas adopté la même discrétion. Il a alimenté la place publique de réclamations et de mises en garde juridiques qu'il transmet à la CNCL. Sans donte est-ce son droit et peut-être son habitude. Hélas ses lettres largement reprises par la presse, qui ne fait que son métier, n'ont pour objet que d'essayer sour-noisement de discréditer Hachette en le faisant passer pour un groupe non professionnel qui en plus serait un tricheur! Il avoue toutefois il est vrai, se faire l'écho de rumeurs, mais n'empêche qu'il frôle la diffamation

avons sélectionné parmi les candi-

• TF1 : Renvoi du référé sur le documents demandés par le de référé du tribunal de Paris qui devait opposer le 13 mars le comité d'antraprise de TF1 à la société nationale a été renvoyée au 18 mars. Le comité d'entreprise de la chaîne demande que lui soient communiquée les comptes consolidés de TF1 au 31 août 1986, le rapport d'audit ayant servi à évaluer les actifs de la chaîne et, enfin, le rapport établi par la Banque de l'union européenne qui fixait, avec celui de la BNP, le prix de cession de l'entreprise.

Le ton est monté d'un cran entre à notre encourre. Il jette la suspicion sur tout et sur tous - sauf sur Bouv-

gues le champion pur et dur. » Ce n'est pas à lui que nous rendons des comptes. Nous continue-rons à nous conformer strictement aux seules instructions de la CNCL. Mais un débat public s'est bel et bien instaure, et il ternit l'image même de la privatisation de TF1. Je préférerais que le champion des travaux publics s'efforce de dovenir le champion de l'audiovisuel, plutôt que de se contenter d'être le cham-pion de la procédure et de l'intimi-dation. »

Selon le président d'Hachette : « Les querelles sur le tapis vert sont dérisoires. » « Ainsi, écrit-il, je lis aujourd'hui que « Bouygues demande la disqualification du groupe Hachette » (...), que « Bouygues menace de retirer sa candidature ». Quelle incohérence!

## « Hackette est solide comme le roc»

sure : solide comme un roc, Hachette ira au bout et ne s'éloignera pas du chemin que trace l'interprétation stricte de la loi et de

la jurispradence. . Si notre concurrent se retirait tont le monde comprendrait qu'il préfère l'abandon à la défaite – ou alors qu'il espère l'annulation du projet. Pourtant, cette dernière hypothèse ne peut être la sienne. D'abord, parce qu'il essaye visiblement de nous éliminer pour rester seul en lice. Ensuite, parce qu'il sait qu'on n'abandonne pas la construction d'un pont sous le prétexte qu'une seule société a répondu à l'appel d'offres. Surtout si cette société est compétente et qu'elle présente toutes les garanties de bonne

. Il trouve anormal et douteux que nombre de gens de bon sens affi-chent leur confiance dans Hachette et son groupe d'associés (...). Pour ce faire, Hachette a choisi de s'associer à des éditeurs prestigieux, à des titres quotidiens et périodiques, nationaux et régionaux, parmi les caise, à des sociétés de communica tion internationales connues en Europe et dans les deux Amériques. donnant ainsi la triple garantie d professionnalisme, du pluralisme et de l'ouverture sur le monde, »

Enfin. M. Lagardère conclut : - Je n'ai - je l'assure - aucune certitude sur l'issue de la compétition, mais je reste confiant, fort de nos compétences, de notre expérience et du travail énorme fourni.

## Nouvelle suppression d'un magazine sur FR 3

## « Boîte aux lettres » va se refermer

Le magazine littéraire bimensuel
« Boîte aux lettres », animé par
Jérôme Garcin, qui est également
rédacteur en chef littéraire à l'Evénement du jeudi, n'a que trois mois à vivre. M. Jean-Clande Courdy, conseiller auprès de la direction des programmes à FR.3, l'a annoncé à l'intéressé le lundi 9 mars.

Quels sont les reproches faits à l'émission de Jérôme Garcin? Aucune raison n'est invoquée. On a fait comprendre an présentateur de «Bofte aux lettres» qu'il ne serait reçu ni par le PDG, M. Han, ni par

veeu président du CESP. - Le conseil d'administration du Centre d'études et supports de publicité (CESP) a élu à sa présidence, la jaudi 12 mars, M. Philippe Charmet, direc-teur de Publi média services, en remplacement de M. Claude Bonnange, qui demeure administrateur. Prenant acte de la démission comme administrateur de M. Bernard Brochand, président du directoire d'Eurocom, le conseil a coopté M. Bernard Petit, PDG d'Ecom Univas. Il a enfin procédé à la nomination de Mª Corinne Fabre, précédemment secrétaire générale de la Haute Autorité, au poste de directeur général du CESP en remplacement de M. Jacques Antoine, démissionnaire.

Une réflexion a, d'autre part, été menée sur la représentation future des télévisions au sein des Instances du Centre, M. François Giquel, jusqu'alors administrateur au titre de la Régie française de publicité, ayent

Décidément, les magazines sont les bêtes noires de M. René Han, PDG de FR 3. Surtout lorsqu'ils ont été conçus avant mars 1986! Après l'envoi à la casse de «Taxi», la disparition (temporaire?) de «Décibels», le démantèlement d'«Urba», la disparition (temporaire?) de «Mach 3», coproduit par Télé-Libération, voici le dernier — et le plus insolent? — de la série frappé à son tour.

Le magazine littéraire bimensuel

L'émission a vécu six ans dans des conditions matérielles difficiles : un conditions matérielles difficiles : un budget de misère (90000 francs l'émission) et une programmation des plus fantaisistes. En 1982, «Boîte aux lettres» débute le dimanche à 20 h 30; fin 1983, il passe le jeudi à 23 heures; en 1984, il revient au dimanche, mais à 17 heures pais en 1985 un lundi 17 heures, puis, en 1985, un lundi sur deux à 22 h 30, pour atterrir, en 1987, au créneau actuel : un samedi sur deux à 23 h 30, réduit à vingt-six minutes et placé en face de Polac.

«Comment sidéliser un public dans ces conditions? se lamente Jérême Garcin. Pourtant, j'ai une moyenne d'audience de 3,2% [plus d'un million de téléspectateurs], avec des pointes : 22 % pour Simone Signoret par exemple.

« Maladresse... erreur gique... M. Franchet d'Esperey, adjoint de M. Jaigu, reconnaît que la manière d'informer M. Garcin laissait à désirer. D'autant plus, ajoute-t-il, que nous avons l'inten-tions de lui parler de la nouvelle grille de septembre. Ma porte lui est ouverte aussi longtemps qu'il le voudra ! =

## ALAM WOODROW.

• Un homme du cinéma à la tête de Channel Four. - L'acteur et metteur en scène de cinéma Richard Altenborough a été nommé, jeudi 12 mars, président de la chaîne indépendante de télévision britannique Channel Four. Déjà président du British Film Institute et de la Royal Academy of Dramatic Art, Richard Attenborough succéders à Edmund Dell, qui prendra sa retraita en iuin.

# Culture

## CINÉMA

« Crimes du cœur », de Bruce Beresford

## Le club des frustrées

Trois sœurs séparées depuis longtemps. Un fait divers les rassemble. C'est du théâtre.

Tchekhov à la sauce Mississippi. Trois sœurs. Elles se retrouvent dans vieille maison familiale, coussins de chintz et véranda. La vic les a comme on dit – séparées, un fait divers les rassemble : Babe (Sissy

En effet, toutes sympathiques, attendrissantes, plausibles qu'elles soient, les dames parlent beaucoup. En fait, elles parlent tout le temps. Ca n'est pas leur faute. Adapté par son auteur. Beth Henley, de sa propre pièce, le scénario de Crimes du cœur ne trahit pas. Il a tort. Le film reste une pièce, rien qu'une pièce, génétiquement bavarde, mise en images soignées par l'Australien Bruce Beresford (*Tender Mercies*).

Et le Sud ? Il est absent, sauf dans



mari. Raté. Meg (Jessica Lange) était partie faire carrière à Hollywood. Raté. Lenny, l'aînée, était res-tée dans ce bourg poussièreux à la touffeur banale, pour soigner leur grand-père, pour attendre l'amour. Raté...

Et tandis que se prépare le procès embres d'honneur du club des frustrées, vont passer de bons mome Douloureux ou espiègles. Ca dépend. On se chamaille, on s'étreint, on mange, on pique des fous rires à contretemps, on évoque le drame fon-dateur, le suicide de la mère, lorsqu'elles étaient enfants. Maman s'est pendue. Et a, dans le même irrépressible mouvement de corde, étrangié son chat.

bre, donne la note - fêlée - de cette comédie assez lourde, qui rendrait misogyne un quarteron de dons Juan.

une soupe aux haricots rouges de Sam Shepard (l'ex-amant de Meg), évidemment très à l'aise dans cet uniers proche du sien.

Restent les trois hérolines. Trois actrices épatantes, évidemment. Avec des nuances, cependant. Diane Keaton dans le rôle de la solitaire à l'ovaire contrarié est à peu près ment plus secret, un peu tapée, à peine, belle, désirable, subtile, s'impose Jessica Lange. Et dans la folie innocente, le délire ingéun, triomphe enfin Sissy Spacek. Ah! qu'elle est drôle, déchirante et

singulière lorsqu'elle propose une citronnade à l'homme agonisant D'une présence aigué dans sa

trompense transparence, Sissy Spe-cek, à elle seule, justifie que l'on donne à ces Crimes du cosur DANIÈLE HEYMANN.

## THÉATRE

« Fleur de cactus », de Barillet et Grédy

# Arracher des dents n'est pas savoir mentir

Reprise d'un grand succès où l'on retrouve Sophie Desmarets,

la Fleur de cactus, la dame qui a ses humeurs et plus de charme encore.

Selon le Petit Robert, le mot cactus » peut vouloir dire, entre autres choses, difficulté, compli-cation ». Il précise que c'est un sens récent, qui aurait pour origine une

chanson à succès de 1967. L'un des «cactus», donc, de la critique dramatique est la définition du « théâtre de boulevard ». Mais le Nouveau Larousse en cinq volumes, dont les trois premiers tomes paraissent aujourd'hui à l'occasion du Salon du livre, et qui constitue un formidable bond en avant dans la pratique du français, tant il est vivant, branché et éclairant, nous

Voici : « Terme général pour dési-gner le répertoire des salles situées autrefois sur le boulevard du Temple, puis sur les grands boulevards de Paris, et dont le caractère d'abord populaire et mélodramati que, puis bourgeois et facile, s'oppose à la fois au répertoire des grandes scènes traditionnelles et aux recherches du théâtre d'avantgarde. » Et il faut compléter cela en se reportant au mot « bourgeois », qui veut dire « simple mais de bonne qualité », non, ca c'est la « cuisine bourgeoise ». Mais « comédie bourgeoise : pièce souvera fertile

se passe dans un milieu bourgeois ». Fleur de cactus, de Barillet et Grédy, qui fit salle comble, à sa création, de 1964 à 1967, et qui est reprise à présent à la Comédie des

Champs-Elysées, appartient sans conteste an théâtre de boulevard, selon cette définition du Nouvean Larousse, qui a le mérite de n'être pas péjorative.

Cette pièce nous fait assister aux

mésaventures d'un stomatologiste, qui, pour ne pas se laisser «enva-hir» par la jeune personne qu'il va voir le soir, lui raconte qu'il est marié et père de trois enfants, alors qu'il est célibataire. S'étant pris les pieds dans ses inventions, il demanpieds dans ses inventions, il deman-dera à sa secrétaire, une gentille demoiselle plus très jeune surnom-mée « Fleur de cactus » (parce qu'elle a quand même ses humeurs) de jouer le rôle de sa prétendue épouse. Le public le plus endormi devine, dès les premières répliques, que stomato et dactylo finiront dans les bess l'un de l'autre. les bras l'un de l'autre.

Cette comédie sans prétention n'est pas méchante, peut faire rire assez souvent, et fautile des expres-

sions justes sur l'égoisme des mes-sieurs, les femmes quittées coutre leur gré, les enfants du divorce.

La mise en scène est de Jacques La mise en soène est de Jacques Rosny, qui soutient le rythme, et qui, ansai, interprète le stomatologiste avec pas mai d'esprit, de finesse et de tact. Geneviève Brunet est drôle en dame foldingue qui va presque chaque jour chez le dentiste comme elle va chez le coiffeur, chez

le masseur. C Le clou de la soirée, c'est la présence sur scène de Sophie Desma-rets, qui n'avait pas joué depuis un moment. C'est elle, Fleur de cactus. moment. C'est ette, reur de castata. Eile est d'un art sûr, élégant, elle a beaucoup de cordes à son arc, elle a des inventions de jeu, soudaines, qui sont d'un grand charme, et à côté de ce il y a en elle une mystérieuse fra-gilité, très touchante.

MICHEL COURNOT. ★ Comédie des Champs-Elysées 20 h 30.

« Coïncidences », par le Thêâtre du Campagnol

# Jeux d'acteurs et d'auteurs

Une mise en pièces du répertoire. Les acteurs recollent les morceaux. Jean-Claude Penchenat et Liliane Delval orchestrent la joyeuse pagaille

qui en résulte.

Paré, fardé, mineudant, chaque acteur fait « son » entrée en diva, puis se plante face aux spectateurs, le tout sur une musique bastringue et dithyrambique : on se croirait à une remise des césars. S'ensuit un léger tumulte... Puis, dans la salle, une famille en vacances échange de propos tout à fait pessionnants sur ses troubles intestineur. Plus loin, un couple ébauche un curieux dialogue un tantinet précieux... Les autres acteurs, enfin, s'ennuient, se querellent, on s'essaient aux langues étrangères. L'un d'entre eux, pour finir, sorte de Monsieur Loyal de show télévisé, a une bonne idée : si on jouait au jeu du personnage, par exemple. Chacun d'approuver, de prendre place sur le plateau, un grand échiquier vide. La partie peut

Elle consiste notamment à découper en tranches des pièces de Sha-kespeare, Goldoni, Marivanz, Tchekhov, Henri Monnier et Jean-Claude Grumberg. La mise en route est un peu longue, mais, ensuite, cela ne manque ni de sel ni de

charme. Les thèmes (l'amour, la médisance, les querelles, les départs...) et les morceaux choisis nt plus ou moins profonds. On rit de bon cour anx accamulations de petites phrases banales, sorties de leur contexte : « Passez-mol cette ombrelle » (Goldoni); « Asseyezvous un moment, j'ai à vous parler » (Tchekhov); « On sent les harengs, pas les personnages » (Grumberg). A ces cadavres exquis, drôles mais faciles, succèdent de vrais moments

groupe, un, deux comédiens inter-prètent le plus sérieusement du monde Marivaux ou Goldoni, quitte ensuite à passer la balle à son voisin, et sinsi de suite. An fond de l'échiquier, devant un trand écran viré au bieu, les comédiens se sont alors regroupés, un hucur blafarde les sculpte en un chœur inquiétant ; ils regardent trois

de jeu : se détachant alors da

rire revient, la fête peut continuer. L'ensemble du spectacle passe sinsi du chaud au froid, de l'indivi-duel au collectif, du gros plan au fonda enchaîné. Les personnes y flirtent avec les personnages de manière assez trouble, ce qui nous vant l'un des plus longs baisers de toute l'histoire du théâtre.

d'entre eux se déchirer. Puis le sou-

ODILE QUIROT.

★ Le 15 mars, à 15 houres, et du 24 au 29 mars, à la Piscine, Centre drama-tique national de la banlieue sud, Châtenay-Malabry.

«Les Liaisons dangereuses» à Londres

## La morale n'est pas sauve

Depuis des mois on se bat à Londres pour aller voir le chef-d'œuvre de Choderios de Laclos par la Royal Shakespeare Company aux Ambassadeurs.

A Londres, Christofer Hampton a adapté le chef-d'œuvre de Choderlos de Lacios avec intelligence, en modi-fiant audacieusement la fin : il a domé à cette peinture an vitriol d'une société aristocratique au bord de rendre l'âme touts la violence que lui aurait sûrement souhaitée Lacios s'il n'avait malgré tout été contraint s n'avant mangre tout etc contains à ménager la censure. Ici, même in extremis, la morale n'est pes sauve, la bonne société reste aveugle sur les manipulateurs de la tragédia. Nullement frappée de la petite vérole, M= de Merteril reprend sa partie de Volanges. An-delà de l'horreur consommée, subsiste atrocement l'élégance des gestes.

La mise en scène de Howard Davies met en clair que le triomphe des méchants est en fait possible par le comique effondrement des valeurs nobles traditionnelles (loyanté, vertu, etc.). On rit beaucoup à cette comédie des dupes du formalisme, et l'on se demande si derrière ces Liaisons ne pèse pas plus la tradition de Molière que celle, trop attendue, de Racine. Une autre idée perspicace est de laisser entendre que les

Liaisons sont déjà une œuvre romantique : après tout, si Valmont meurt, c'est pour s'être attardé, sans néces sité de jeu, à l'amour de la prési-dente Tourvel : le séducteur est anssi pris au piège de la passion. Le brillant duo de Lindsay Dur

can et d'Alain Rickman encadre barmonieusement la confusion des sentiments et des mots. On frissoune et on rit, presque sans transition. Le décor de Bob Crowley enferme entre de hants paravents à jalousies le négligé charmant d'un château de campagne avec trictrac, chiffonnier canapés sux percales froissées, dans le simple lumière des bougies. Tout est crêmeux, velouté, innocent. La même apparente candeur habille tous les acteurs de lin bis, y compris Merteuil, blonde exquise, dont par instants les regards se chargent d'éclairs noirs ; le costume de M<sup>ms</sup> de Tourvel évoque un peu la bourgeoise du dix-neuvième siècle fines du texte passent par la mollesse d'un fichu, l'empesé d'une collerette, l'art de tourner un ruban.

Mais, derrière l'élégance des manières, Valmont (Alain Rick-man) est un monstre de sensualité faussement retenue, une sorte de repule obscène. De la tendre gourde Cécile (Beaty Edney) au pervers et stylé Azolan (Hugh Simon), les acteurs de la Royal Shakespeare Company sont les personnages de Laclos avec une précision, une rigueur exemplaires.

BERNARD RAFFALLI.

V. T. 18

Augent.

ب. را مراسان<del>ه</del>

And the second

S-1254 -

C-12 . 24

A. A. Sans

E. F. LAN

ika ji

AND COLUMN

7. 1. W

Ma - u

And the state of t

4.6

Sign or .

The state of the s

« Bloody Bird », de Michele Soavi

## La loi du suspense

Un théâtre cerné par une pluie aveuglante. A l'intérieur :

un tueur, et des acteurs.

De la pointe de son talon aiguille, une prostituée écrase nerveuse une cigarette sur le trottoir. Une main saisit son cou, elle hurle, mais ce n'est pas un nouvel avatar de Jack l'Eventreur, c'est une comédie musicale que répète une troupe fau-chée dans un théâtre isolé, loin de Broadway. Le producteur compte ses sous et lorgne les danseuses.

L'héroine s'est fait mal à la cheville. En cachette, elle s'en va avec l'habilleuse se faire soigner dans une clinique, où les infirmières nourrissent des poissons exotiques, où est enfermé un fou dangereux.

Ouand elles revienment au théâtre, il plent. Une pluie torrentielle. aveuglante. La comédienne se précipite à l'intérieur du théâtre, mais l'habilleuse se fait étrangler... Comment la troupe reste prisonnière du théstre dont la clef est introuvable, comment un par un, tous, à l'exception de l'héroîne, sont sauvagement assassinés par le vrai fou, dissimulé sous le masque du hibou... Pour le savoir, il faut aller voir Bloody Bird prix de la section peur au Festival d'Avoriaz. Il n'y a d'ailleurs rien d'inattendu dans ce premier film de Michele Soavi, jeune Italien blond à la voix feutrée, habituellement assistant de Dario Argento. « C'est un problème, dit-il, de trouver des péripéties originales. Il y a des mécanismes obligés pour provoquer les émotions fortes, le suspense, sans abuser des effets spéciaux qui lassent vite et sans aller jusqu'au

Grand Guignol. D'autre part, il faut que les personnages existent, sinon les spectateurs ne peuvent pas s'identisier, et ils n'ont pas peur. »

> L'orgasme de la mort

Les personnages existent : stéréotypes aussi familiers que les caractères de commedia dell'arte. Leurs rapports sont suffisamment agressifs et complices pour les rendre tout à fait crédibles. Et ce ne sont pas les mentres qui provoquent la peur mais - principe même du suspen - l'attente de meurtres que l'on sait devoir arriver dans ce théâtre sans cief, insonorisé – endroit aussi magique que le château de Dracula, - isolé du monde par l'impénétrable rideau de pluie irréelle contre laquelle il n'y a de protection que le théâtre-tombeau. L'eau, pour Michele Soavi, est le symbole d'une suffocation qui précède l'orgasme de

Sous son masque emplumé, le fou tue en silence, sa force est sans limites. Il poursuit ses victimes dans les couloirs, les cintres, il les traque dans les loges, dans les greniers aux accessoires, il compose de hideuses natures mortes. Sans aucun doute, Michele Soavi est impressionné par le monstre à la tronçonneuse de Tobe Hopper, avec quelque chose de plus velouté. Naturellement, bien qu'il ne pense pas se spécialiser dans épouvante, il connaît ses classiques de l'écran comme en littérature. - J'aime le fantastique, je l'ai toujours aimé, au point que ma mère, quand j'étais enfant, m'a conduit chez un psychanalyste. - Et alors? - Rien. Il m'a trouvé normal. -

COLETTE GODARD.

## **VARIÉTÉS**

Le retour de Julien Clerc

## Un album avant le Rex

Après deux ans de silence. voici Julien Clerc nouveau cru, avec un album d'une rigueur exemplaire, première étape d'une aventure qui le mènera en janvier prochain au Rex.

Julien Clerc a gardé, la quaran-taine aujourd'hui atteinte, son authenticité et sa verve mélodique, son goût du défi et du panache, son besom insatiable d'émervaillement. En prenant en compte l'évolution musicale environnante, en opérant, il n'y a pas si longtemps, sa propre alchimie avec les différentes musiques qui l'ont accompagné depuis ses débuts il y a dix-huit ans, des ballades créoles au rock, Julien Clerc n'a pas modifié sa sensibilité, il l'a élargie simplement.

Après deux ans de silence, Julien Clerc public un nouvel album extrêmement rigoureux qui porte le titre d'une chanson écrite en collaboration avec David McNeil : . Les

averaures à l'eau (\* Dis qu'c'est pas certain / que l'amour s'éteint / comme l'or des musées / le bleu des vieux blue-jeans uses -). Cet album, superbe d'un bout à l'autre, est le résultat d'une longue compli-cité avec Michaël Howlett, l'ancien bassiste du groupe Gong, d'une col-laboration de six mois avec une solide équipe londonienne de musi-ciens et de techniciens, et d'un travail de minutie avec l'ordinate Fairlight : « Pas une note qui n'ait été fortement désirée ne se trouve sur ce disque », dit Julien Clerc. Cofit de l'album : 1,8 million de francs. Devis exorbitant qui a été france. Levis cambiant qui a co-étudié à la loupe par les profession-nels entourant le chanteur depuis ses débuts, et approuvé en fonction des dernières ventes de celui-ci : plus de six cent mille exemplaires. Pour la première fois, Julien

Clerc cosigne la musique avec d'autres compositeurs : le Mauricien Jean Roussel et un jeune Anglais de vingt-deux ans, Matt Clifford. Pour les mots, le chanteur a fait

appel, une fois de plus, à la cosmi-

vence avec Jean-Loup Dabadie (Style Ming), enjoué et volup-tueux; Luc Plamondon, sensible aux palpitations plus concrètes de la vie (Avoir quinze ans, L'enfant au walkman, Les robots qui dansent), et Françoise Hardy et sa couleur blue (Mon ange, Pour qui tu Julien Cierc a réalisé une version angiaise de ce nouvel album. Avec

d'autres textes conçus par un parolier londonien, puisque l'adaptation d'une chanson française est d'une chanson française est aujourd'hui pratiquement exclue en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis: question de rapports de forces et de perception de droits d'anteur. « Les Britanniques ne savent pas ce qui se fait en France, un pays qui, pour eux, est resté la patrie de la chanson romantique, du « love-song ». Je crois qu'il est possible de les faire chanser de resurd. Mais il font changer de regard. Mais il faut pour cela que les artistes français ne restent pas enfermés dans leurs

CLAUDE FLEOUTER.

\* Dist. Virgin.



Ambiance musicule w Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repus - J., H. : ouvert jusqu'il... houres

DINERS

LESARLADAIS

RIVE DROITE DG., dinter j. 22 h. Cristine párigourdina, CASSOULET, CONFII. FOIE GRAS, CEPES, MORILLES, mens 180 F t.c. avec spécialités. CARTE 180/200 F.

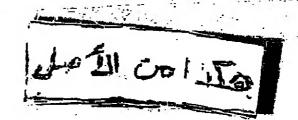
## Les musiciens d'Anatolie au Théâtre de la Ville

Les hommes sont habillés de noir st blanc, les femmes sont en robe de couleur. Au premier rang, assis en ligne, les joueurs de cordes. Le kemantché, teau verticalement, la pique sur le genou, et le saz, l'instru-ment par excelience de l'Anatolie. Dans cette grande famille des luths à long manche, chacum a un nom correspondant à sa taille : du plus petit au plus grand, ils s'appellent djoura, baglama, meydan ou divan saz. Derrière et autour d'eux, les chantenses et les chanteurs jouent l'un après l'autre les solistes, avant de reprendre leur place dans le

Tous ces musiciens sont profes-sionnels. Grace à l'aide de l'Etat, qui ne veut pas laisser disparaître les musiques de tradition populaire, ils travaillent aujourd'hui au conservatoire d'Istanbul Ensemble, ils forment un groupe, dirigé par Adnan Ataman, et interprètent les musiques originaires de tous les coins du pays, de l'Asie centrale aux Balkans, de la mer Noire à la Méditerranée. Des airs de danses et des poèmes chantés, des épopées héroïques et des complaintes d'amour et même des jeux de langage, véritable curio-sité de la région. Les sons venus des montagnes succèdent à ceux des campagnes, les fifites des bergers répondent aux chansons de marins : largement profane, cette tradition n'oublie pas sa composante religiense, dominée surtout par l'apport de la confrérie soufie des Alevi. Ni sa composante féminine.

Un programme parfaitement indiqué pour guérir la morosité. JEAN-LOUIS MINGALON.

Thestre do la Ville, 14 et 15 mars,



## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

And the first of the second of the second 

and the d

entir

22

- - -

er e anagg

Das sain

10.55

and the second

1. 77

1.50 - 10 to 5

4. 14.617 7534

---

100

Commander of the Comman

man and the second

grande and a second

\*. · · · ·

MP (+0) 7000gr

BARRIO CHINO Potit Odéon (43-25-MON MOU ET MOL LEGERAIRE (45-44-57-34), 21 h 15. BEAU RIVAGE, Combine de Paris (42-81-00-11), 20 h 30. L'ECOLE DES BOUFFONS, Gémier (47-27-81-15), 20 h 30. DES-MOI BLANSE, Madeleine (42-05-67-09), 20 h 30.

## Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. à 14 h 30 + 20 h 30, dim. à 15 h : Cendrillon. SALLE FAVART (42-96-06-11), dim. & 15 h ; les Puritains

15 h : les Puritains.

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), dim à 20 h 30 : Tarcenet ; dim. à 14 h 30, sam., dim. à 20 h 30 : Polyeacte.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Feyer : 14 h 30, sam. à 15 h, dim., à 10 h + 14 h 30 : les Yoyages de M. Costic, de Daniel Soulier ; Grand Thélètre ; sam., 20 h, dim. à 15 h : le Mariage de Figaro ; Thélètre Gémèer : dim. à 15 h, sam., à 20 h 30 : l'Eccle des bouffons.

Ordéons armedéin à 15 h : to de la contraction de la contra

ODEON, sam. et dim. à 15 h et 20 h 30 : Exter, de Jean Racine ; sam. et dim. à 15 h et 20 h 30.

PETIT ODÉON (43-25-70-32): sam., dim., 18 h 30: Barrio Chino, de Christine Albanel.

TEP (43-64-80-80), nam. 20 h 30, joz. à 19 h, dim. à 15 h ; les Trois Screns; Chaisses : sam. à 14 h 30, dim. à 20 h ; Vingt jours sams guerre, d'A. Guerman (v.o.) ; Mon ami Ivan Lapchine, d'A. Guerman (v.o.) ; Mon ami Ivan Lapchine, d'A.

Vingt jours saus gacere, d'A. Guerman (v.o.); Mon ami Ivan Lapchine, d'A. Guerman (v.o.).

BEAUBOURG (42-77-12-33) Débets/
Beacaures : dim. à 15 h, Café hitéraire, 5étage : 14 h + 17 h, Carrefour financophone; Café littéraire : 18 h, sam., dim.,
Carrefour financophone; Chafana Villée;
de marcrefi à dimanche : Claima de réel; se reporter à la rubrique Cinémathèque : Viefo-Infarmation : 13 h, Le hébé est une personne, de B. Martino; à 16 h, Valemine, de J. Brissechweiler; à 19 h, De la saintené de J.-M. Berzons; viefo/Maniques 13 h, Der Freischutz, de C.M. Von Wober; à 18 h, Gaelle, d'A. Adam; à 19 h, Ada de Verdi; Chaina du Mande sam. à 15 h; Souveirs des auciens beraires (histoire de la gare d'Orasy); Naissance d'un maste est un maste, de N. Scialon; L'urt d'exposer 2 : quoi musée pour le vingtième sàcle ? d'Alah Fleischer; sam. à 20 h 30, dim à 16 h : Cumpagnie Prefjors] (A mes hécos, Chorégraphie d'A. Prefjors]).

THÉATEE MUSSICAL DE PARES (4261-19-83). Cancerts: Rybak Periman (violon). Sam Sanders (nizao) : à 

Giovanni.
THÉATER DE LA VILLE (42-74-21-77)
sam. 20 h 45, dim. à 14 h 30 : Ca soir ou
improvise ; dim. à 20 h 30, sam., à
18 h 30, Admani Atamani (Anatolie) ;
Théâtre de la Ville as Th. de l'Escaller
d'Ot, 20 h 45, dim. à 14 h 30 : Conquis et
Louis sont sur un bateau/D. Chalem.
CARRÉ SILVIA MONIFORT (45-3128-34) sam., 20 h 30, dim. à 16 h : Britannicas, de Racine.

## Les autres salles

AMANDERES DE PARIS (43-66-12-17).

para. 20 h 30: Transport des femmes.

ANTOINE (42-08-77-71), son. 15 h 30 et
21 h, dim. 15 h 30: Harold et Maude.

ANTOINE (42-08-77-71), son. 25 h 30 et
21 h, dim. 15 h 30: Harold et Maude.

School: A private function, de M. Mow-ARCANE (43-38-19-70), sem. 20 h 36: Contes de Maupessam.

ARLEQUIN (45-89-43-22), sem. 20 h 30 : Th. de Chumbra. Th. de Chambre.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), sam.

17 h et 21 h, dim. 15 h : Adorable Julia.

ASTELLE-THÉATRE (42-38-35-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Mon lambnic.

ATALANTE (46-06-11-90), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Roulette d'estroct.

BEITETES DAPISSERAD (42-26-26-26).

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), san, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Tourniquet. Tourniquet.

CARTOUCHERIE, Ateller du Cheudren (43-28-97-04), sem. 20 h 45 : dim. 16 h : la Presque Imounée. Aguarism (43-74-99-61), 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tué-toung. Epée de bels (48-08-39-74), sem. 20 h, dim. 15 h 30 : Calignia.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), sam. 21 h : Milena la vie ; dim. 15 h : Docts.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Grand Thélère, sam. 20 h 30 : Yasmina ; La Resserre, sam. 20 h 30 : Hernani.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSTES (47-20-08-24), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30: Flear de cactus. COMEDIE DE PARES (42-81-00-11), sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 18 h 30: Reas Rivage.

COMEDER ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Farican. DAUNOU (42-61-69-14), sam. 20 h 30, dan. 15 h 30 : Y s-t-il un otage dans Finnmenble ?

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam. 18 h 30, dim. 15 h : Sidonic ; 20 h 30, dim. 15 h : Nos hommages Miss Emily.

ÉDOUARD VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, cim. 15 h 30 : les ESPACE CARDIN (42-66-17-81), sum. 20 h 30, dim. 15 h : Rufus.

ESSAION (42-78-46-42), sem. 19 h, dim. 15 h: les Contrejours d'une contrebusse ; sem. 17 h : Papiers d'Annéeles

d'Arménic.
FONDATION DEUTSCH DE LA
MEURTHE (47-78-70-88), sum. 21 h:
les Premiers Moss.
FONTAINE (48-74-74-40), sum. 17 h et
20 h 30, dim. 15 h 30: Un bean salaud. GAITE-MONTPARNASSE 60-56), sam. 21 h, dim. 15 h: Bonsoir

GALERIE 55 (43-26-63-51), sem. 19 h : Sir Gawain and the Green knight; 21 h : Master Harold and the Boys. GRAND EDGAR (43-20-90-09), sem. 20 h 15 : Falier de crabes; 22 h : la Dra-

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), sam. 20 h 45, dim. 13 h 30: La different de l'Ouest aveit perdu le pord. «Le din-septième hollandais», Lou-vre», 14 h 30, 36, quai du Louvre (Arous).

# GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 19 h : le Guichet; 20 h 30 : Naître ou ne pas naître. HUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19 h 30 : la Cambatriet chanve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Sports et divertisse-ments.

LA BRUYERE (48-74-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : la Per LIERRE THEATRE (45-85-55-83), sem. 20 h 30, dim. 16 h : Electre.

20 h 30, dim. 16 h; Electre.
LUCEENAIRE (45-44-57-34), sum.
I: 19 h 30: Bundelsire; 21 h 15: Kon
par Kon. — II: 20 h: Thérèm Desqueyrouz; 21 h 45: On répète Bagatelle.
MADELEINE (42-05-67-09), sam., dim.
20 h 30: Dis-moi Blaise.
MARAES (42-78-03-53), sam. 20 h 30: la
Comédie sums tire.

Combdie sums titre.

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam. 18 h 30: Patrick Brunel; 20 h 15: Innerview de Miss Morte Schmitt par ses fanthines; 22 h: Mouns de Mossa.

MARIGNY (42-56-04-41), sam. 20 h, dim. 14 h 30: Kean; Putits salls sam. 18 h et. 21 h, dim. 15 h is Galipette.

MATHURINS (42-65-90-00), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30: l'idiot.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44), sam. 21 h: Allez, hop 1

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjenin pour six.

MICHEODÈRE (47-42-95-22), dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h: Double mixte.

MSOGADOR (42-85-23-80), sam. 20 h 30, MOGADOR (42-85-28-80), mm. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Cuberot.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, tam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Cs sacré bouheur. Petite salle, sam. 21 h, dire. 16 h : Conférence an amport. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ?

(EXIVEE (48-74-42-52), sem. 20 h, dim. 15 h : Léopoid le bien-aimé. PALAIS DES CLACES (46-07-49-93), sum. 21 b, dim. 15 h : S. Joly. Petite sulle, sum. 20 h 30 : Laises tumber la neige. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), same.

PALAIS-ROYAL (42-97-39-21), sam. 20 h 35; l'Amssergnoule.

PLAINE (42-50-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Images de héassolini en hivor.

POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 17 h 15 : Amédés ou comment s'en débarresser; sam. 18 h 30, dim. 17 h 15 : Deznières lettres d'une mère juive à son s'en.

THE PROCEERARY (42-52-44-94), SEED. 20 h 30, dire. 15 h 30 : le Stepent moir.

RENAISSANCE (42-08-12-50), seed. 15 h 30 et 21 h, dire. 15 h 30 : Y a pas qu'Agatha.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20),
sam. 19 b, los jours pains : Armandina. SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : les Sobs de Lois.

Les Sime uniqués (\*) sont interêts sex tenhe de treins san, (\*\*) sex mains de éliz-indrain.

## La Cinémathèque

CHAILLOT (47-94-24-24) SAMEDI 14 MARS

DEMANCEE IS MADE 15 h, Madomoiselle Swing, de R. Pot-tier; 17 h, Un jour aux courses, de S. Wood; 19 h 15, Deux lettres anonymen, de M. Camerini; 21 h, National Film and TV School; Hôtel du Paradia, de J. Bokowa.

HEAUBOURG (42-76-35-57) SAMEDI 14 MARS

15 h. Gardiens de phere, de J. Grémillon; 17 h. Maître après Dien, de L. Dessis; 19 h. Dir ans de cinéma français: L'amour en herbe, de R. Andrieux; 21 h. Ma bloode entende-tu dans la ville, de B. Gillen.

DIMANCHE 15 MARS 15 h. Sylvie et le fantime, de C. Autzn-Lara; 17 h. La pessagère, d'A. Munk; 19 h. Dix ans de cinéma français : En launt des anarches, de P. Vecchiali; 21 h. Les trois couronnes du matelot, de R. Ruiz.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) Chafeste du réel SAMEDI 14 MARS 14 h 30, Break out, de L. Cartis; Sanya, de M. Sato; K. Yamaoka; 17 h 30, Blind, de F. Wiseman; 20 h 30, Palmarès; 21 h, Films parprists.

## Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

(de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

deservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 14 - Dimanche 15 mars

SORBONNE-AMPRITHEATRE RICHELIEU (42-41-80-36), sam. 21 h : Rapport à une académie. STUDIO DES CHAMPS-ELYSERS (47-

23-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Voyage au bout de la muit. TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h: Antigons; sam. 22 h, dim. 17 h: PÉcume des jours; sam. 20 h 30, dim. 17 h: Huis clos.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), sum. 20 h 15 : les Babes cadres ; sam. 22 h 30 : Nom on fait où en nous dit de faire. TH. DE L'HEURE (45-41-46-54), sam.

TR. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Vera Bexter. THEATRE 18 (42-26-47-77), sam. 20 h 30, dim. 16 h ; la Seconde Sarprise de l'amour.

TH. DU LIERRE (45-86-55-83), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Electre. THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : les Brumes de Manchester.

TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). sum: 21 h, dim. 16 h 30 : Conversation après en enterrement.

qui est qui?

NOUVEAU TH. MOURFETARD (4331-11-93), sum. 20 h 45, dim. 15 h 30:
les Yeax d'Agathe.

CETIVEE (48-74-42-52), sum. 20 h, dim.

CETIVEE (48-74-42-52), sum. 20 h, dim. THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88),

TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 20 h 30 : Babiloum ; sam. 15 h 45 : la Fête à E. Guillevic. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), sam, 20 h 30 : l'Anniversaire. VARIETES (42-33-09-92), sum. 17 h 15 et 21 h, dim. 15 h 30 : C'est encore misez l'après-midi.

## La danse

RASTILLE (43-57-42-14), sum, film.
21 h: Develie (derr.).
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-65-35),
sum. 20 h 30, dim. 17 h: l'Asolm et la
Vierge Marie; sum. 22 h : le Secre da
printemps d'Eschymose.
PALAIS-DES CONGRÈS (42-66-20-75),
sum, dim. 15 h: Ballet Moissellev.

## cinema DIMANCHE 15 MARS

14 h 30, Films primés ; 17 h 30, Séance e ciôture (Couleurs foiic, d'A. Segal ; Inse-nt do inconsciente, de L. Hirstman).

Les exclusivités

LES ADIEUX A MATIORA (Sov., v.o.):
Epéc de Bois, 5º (43-37-57-47); Commos,
6º (45-44-28-80).
A FOND LA FAC (A., v.o.): Ermitage, 8º
(45-63-16-16); v.f.: UGC Montparmess., 6º (45-74-94-94); UGC Boulovard, 9º (45-74-95-40); Mistral, 14º (4539-52-43).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, & (46-33-10-82), h.sp.

AIANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11º (48-05-51-33).

Cinéme, 11° (48-03-51-33).

ASSOCIATION DE MALFATTEURS
(Pt.): Forum Horizon, 1" (45-0837-57): Rex. 2" (42-33-83-93); Impérial, 2" (47-42-72-52); UGC Denton, 6"
(42-25-10-30); Mazignan, 2" (33-5992-82); Bistriut, 2" (45-62-20-40);
Nation, 12" (43-43-04-67); Galaxia, 13"
(45-80-18-03); Gaumont-Alésia, 14"
(45-27-84-50); UGC Convention, 14"
(45-74-93-40); Maillet, 17" (47-4806-06); Pathé-Clichy, 13" (45-2246-01).

ASTÉRIX CHEZ LES ESETTONS (Pr.): ASTÉRIX CHEZ LES BEETONS (Pr.) :

Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.a.) : Clusy Palace, 5 (43-25-19-90). LES BALESEURS DU DÉSERT (Tusi-sien, vo.): Utopia, 5° (43-25-34-65). BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.): Napoléon, 17° (42-67-63-42). BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN

FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopie, > (43-26-84-65). BIEDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-BLUE VELVET (A., v.o.) (\*): Forum Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Run-tefeuille, 6- (46-33-79-38); Publicis

Champs-Elysées, & (47-20-76-23); Far-nassiens, 14 (43-20-32-20). BONS RAISSERS DE LIVERPOOL. (Ang. v.n.): Laxembourg, & (46-33-97-77).

182AZII. (Brit., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.): 14-Juillet Odéon, & (43-25-59-83); Chmy Palsec, & (43-25-19-90); Ambassade, & (43-59-19-08); Montparnes, 14- (43-27-52-37).

\$2-37).

CLUB DE RENCONTRES (Pr.): Forum
Orient Express, 1" (42-33-42-26); Colisée, 2" (43-59-29-46); George V, 3" (4562-41-46): Saint-Lezare Pasquim; 3"
(43-87-35-43); Français, 9" (47-7033-88); Fauvetts, 13" (43-31-56-86);
Montparnos, 14" (43-27-52-37); Gaumost Convention, 19" (48-28-42-27);
Pathé Chichy, 13" (45-22-46-01).

CERPORIONEE DES ÉVÉNEMENTES

Pathé Chichy, 18" (45-22-46-01).

CHEONIQUE DES ÉVÉNIEMENTS
AMOUREUX (Pol., v.a.): Gaumont
Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont
Opéra, 2" (47-42-60-33); Chany Palace,
9" (43-25-19-80); 14-Juillet Odéon, 6"
(43-25-59-83); Gaumont ChampsElyaéea, 8" (43-59-04-67); 14-Juillet
Bastille, 11" (43-57-90-81); Gaumont
Parasses, 14" (43-57-90-81); Gaumont
Parasses, 14" (43-53-040).

CROCODELE DUNDEE (Aust., v.a.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Hautefouille, 6" (46-33-79-38); Marignan, 8"
(43-59-92-82); Mayfair, 16" (45-2527-06); v.f.: Impérial, 2" (47-4272-52); Rex., 2" (42-36-83-93); Nation,
12" (43-43-04-67); Fauvette, 15" (43-3160-74); Mistral, 14" (43-30-52-43);
Montparasses-Pathé, 14" (43-20-12-06); Montpermane-Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (43-74-93-40); Maillet, 17 (47-48-06-06); Secrétan, 19 (42-06-79-79).

DANS LES MONTAGNES SAUVAGES (Chin., v.o.): 14-Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00).

26-38-00).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.): Ciné-Bembourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Rotonde, 6º (45-74-94-94);
Pagode, 7c (47-05-12-15); UGC Champs-Elyaées, 8º (45-62-20-40);

LA COULEUR DE L'ARGENT.

19 (45-22-46-01).
CRIMES DU CGUR, Film américain de Brucs Beresford, V.a.: Ciné-Benabourg, № (42-71-52-36); 14-Juillet Odéon, № (43-25-59-83); UGC Rotondo, № (43-24-94-94); UGC Biarritz, № (45-62-20-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). V.f.: UGC Montparnasse, № (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); Saint-Lazare-Pasquier, № (43-37-35-31); UGC

Pasquier, 3 (43-87-35-43); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mail-lot, 17a (47-48-06-06); Images, 13 (45-22-47-94).

LES EXPLOSTS D'UN JEUNE

UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40): UGC Bottlevard, 9º (45-74-95-44); UGC Gave de Lyon, 12e (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Gau-mont Alésis, 14e (43-27-84-50); PLM Saint-Jacques, 14º (45-90-88-42); Gau-mont Convention, 15e (48-28-42-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79,70)

79-79). DOWN BY LAW (A., v.a.): Gammont Halles, 1" (42-97-49-70); Saimt-André-des-Arts, & (43-26-80-25); Elysées Lin-coin, 9 (43-59-36-14).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Denfert, 14 (43-21-41-01), h. sp. EMMANUELLE V (Fr.) (\*\*): George V, & (45-62-41-46); Arcades, & (42-33-54-58).

(42-33-54-38).
FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.):
Républic Cinéme, 11 (48-05-51-33).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.): Forum
Horizon, 1= (45-08-57-57); UCG Normandie, \$\tilde{q}\$ (45-03-16-16); 7 Parmassicus,
14 (43-20-32-20).

14 (43-20-32-20).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE
(A., v.f.): Forem Orient-Express, 1st (42-33-42-26); Rest, 2st (42-36-83-93);
UGC Montparnasse, 6st (45-74-94-94);
UGC Gobelins, 13st (43-36-23-44);
Ambassade, 3st (43-39-19-08); Images, 18st (45-22-47-94).

LES FUGATIFS (Fr.): Gaumost Opéra, 2 (47-42-60-33); Brotagne, 6 (42-22-57-97); Ambassade, 8 (43-59-19-08); Ambassade, 8 (43-59-19-08).

GARCON SAUVE-TO! (Tch., v.o.) : Uto-

GARÇON SAUVE-TOH (Teh., v.a.): Unpia, 5' (43-26-84-65).

GOTHIC (Brit., v.a.) (\*): Cinoches St-German, 6' (46-33-10-82).

HANNAH ET SES SCEURS (A., v.a.): Studio de la Harpe, 5' (46-34-25-52).

LES HÉRITIERS (Autr., v.a.) (\*\*): Forum Arc-en-Cisi, 1\*' (42-97-53-74); Studio de la Harpe, 5' (46-34-25-52); Triomphe, 5' (45-62-45-76); v.f.: Convention Seint-Charles, 15' (45-79-33-00); Arcades, 2' (42-33-54-58).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.a.): Clamy-Palace, 5' (43-25-19-90); Denfert, 14' (43-21-41-01).

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Gamment

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Gammont Opéra, 2º (47-42-60-33); George V, 9º (45-62-41-46); Lucermaire, 6º (45-44-57-34); Galaxie, 13º (45-80-18-03); Bienverite Montpermane, 15º (45-44-

JUMPIN JACK FLASH (A., v.f.): Hel-lywood Boalevard, 9 (47-70-10-41). LABYRINTHE (A., v.f.): Peramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sor., v.a.) : Epés de Beis, 5 (43-37-57-47). LEVY ET GOLLATH (Pt.): Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ambassade, 8 (43-59-19-60); Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Gammont Parpasse, 14 (43-35-30-40), 28-42-27).

LE MATTRE DE GUERRE (A) : v.o. Forum Horizon, 1" (45-08-57-57);

ELOODY EIRD (\*). Film itale-français de Michele Sosvi. V.A.:
Porum Aro-en-Ciel, l\* (42-97-53-74); Ermitage, 8\* (45-63-16-16); Parussiens, 14\* (43-20-32-20). V.f.: Rex., 2\* (42-36-83-93); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (43-43-01-344); Images, 18\* (45-22-47-94); Secrétan, 19\* (42-06-79-79); Lamière, 9\* (42-46-49-07). A COULEUR DE L'ARGENT.
Film américain de Martin Scorsese.
V.O.: Gammont-Halles, 1" (42-97-49-70); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pagode, 7" (47-05-12-15); Marignan, 8" (43-59-92-82); Publicis Champe-Blyaées, 9" (47-20-76-23); 14-Juillet-Basulle, 11" (43-57-90-81); Gammont-Parmassa, 14" (43-35-30-40); 14-Juillet-Besugrenelle, 19" (45-75-79-79); Gammont Opéra, 2" (47-42-60-33); Maillot, 17" (47-48-06-06). V.L.: Ren, 2" (42-36-83-93); Nation, 12" (43-43-04-67); Farwette, 13" (43-31-56-86); Montpernesse-Pathé, 14" (43-27-84-50); Pathé-Woples, 19" (43-27-84-50); Pathé-Woples, 19" (45-22-46-01).

18 (45-22-46-01).

FUEGOS. Film de Alfredo Arisa.
V.a.: Ciné-Beautourg. 3\* (42-7152-36); Latins, 4\* (42-78-47-86);
UGC Odden, 6\* (42-25-10-30);
UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40).
V.f.: UGC Rotonde, 6\* (45-7494-94); UGC Boulevard, 9\* (45-7495-40); UGC Gare de Lyon, 12\*
(43-36-23-44).

LES LAURIERS DE LA GLOIRE.
Film hollandais de Hans Schecome.

LA MAISON DE THE Film chinois de Xie Tien. V.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).

UN ADEEU PORTUGAIS. Film por-ugais de Joso Botlho. V.o.: Latina, 4º (42-78-47-86); Elysées-Liscoln, 8· (43-59-36-14); Parmassicus, 14·

## LES FILMS NOUVEAUX

EXTREMITIES (\*). Film américain de Robert M. Young. V.O.: Forum Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74); Saint-Germain Huchette, 5" (46-33-63-20); George-V. 8" (45-62-41-46). V.f.: Faramount-Opéra, 9" (47-42-56-31); Bentile, 11" (43-42-16-80); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Miramar, 14" (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15" (45-22-46-01). PURGOS. Film de Affrede Arisa.

ES LAURIEUS DE LA GLOREE. Film holiandais de Hans Scheepma-ker. V.a.: Forum Orient-Express, 19 (42-33-42-26); Mercury, 39 (45-62-96-82); Colisée, 89 (43-62-93-6). V.f.: Paramount-Opéra, 99 (47-42-56-31); Rastille, 11\* (43-42-16-80); Miramar, 14\* (43-20-89-52); Mané-ville, 99 (47-70-72-86).

26.84-65).

SANS PITE. Film américais de Richard Pearce. V.a.: Forrum Horizon, I.\* (45-08-57-57); UGC Danton, 6\* (42-25-10-30); Marignan, 8\* (43-59-97-82); George-V. 3\* (43-66-50-50). V.f.: Rex., 2\* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6\* (45-74-94-94); Français, 9\* (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); Fauvette, 13\* (43-33-1-56-86); Montparmasse-Pathé, 14\* (43-20-12-06); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Pathé-Chely, 18\* (45-74-93-40); Pathé-Chely, 18\* (45-22-46-01); Secrétan, 19\* (42-06-79-79); Gaumont-Gambets, 20\* (46-36-10-96).

UN ADREU PORTUGAES. Film por-

DON JUAN, Film franco-italien de G. Mingozzi, Forum Orient-Express, 1<sup>st</sup> (42-33-42-26); George-V, 8<sup>st</sup> (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquiez, 8<sup>st</sup> (43-87-35-43); Manfeville, 9<sup>st</sup> (47-70-72-86); Lumière, 9<sup>st</sup> (42-96-49-07); Pauvette, 13<sup>st</sup> (43-31-56-86); Gaumont-Alásia, 14<sup>st</sup> (43-784-50); Gaumont-Parnasse, 14<sup>st</sup> (43-35-30-40); Convention Saint-Charles, 15<sup>st</sup> (45-79-33-00).

## CONFERENCES

## LUNDI 16 MARS

3, rue Rousselet, 19 heares : «La Maesta, de Duccio » (Arcus). 23, quai Conti, 14 h 45 : « Point de vue d'un Allemand sur la situation internationale . (M. Karl Carstens). Centre André-Malraux, 112, rue de Rennes, 19 beures : « La cathédrale de Bourges » (conférence-débat).

## MARDI 17 MARS

Salle sonterraine de la gare de l'Est, porte 18 : «Le Sahara», conférenceprojection (M. Bandrand). 3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Les che-mins de Saint-Jacques » ; 19 heures :

« Le baroque » (Arcus). Salle Chaillot-Galhéra, 28, avenue George IV, 15 heures: « Le mont Athos ou les moines oubliés de la Montagne sainte » (M. J.-C. Gras).

29, avenue de Choisy, 14 h 30: « Soucis d'argent, gestion de la vie quo-tidienne. Comment s'organiser? Comhôtels de Sens, d'Anmont, de Brinvil-liers », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV gérontologie du treizième arrondisse-

Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f. Rox, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); La Bastille, 11 (43-42-16-80); UGC Garre de Lyon-Bastille, 12 (43-36-23-44); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Montparnasse-Pathé, 14 (43-20-12-06); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (46-36-10-96); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Impérial, 2 (47-42-72-52); Marignan, 8c (43-59-92-82); Montparnos, 14 (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (45-77-75-75).

MASQUES (Fr.): Forum Orient Express,

(45-79-75-75).

MASQUES (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83): Ambassade, 8" (43-59-19-08): Biarritz, 8" (45-62-20-40): Prançais, 9" (47-70-31-88): 14-Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81): Fanvette, 13" (43-31-56-86): Miramar, 14" (43-20-89-52): Gaumont-Alésia, 14" (43-27-84-50); Gaumont-Convention, 15" (48-28-42-27): 14-Juillet Beangrenelle, 15" (45-75-79-79).

MAUVAES SANG (Fr.): Ciné Beanbourg, 9" (42-71-52-36); 3 Baizac, 6" (45-61-10-60); 3 Laurembourg, 6" (46-33-97-77).

33-97-77).

(45-61-10-60); 3 Laxembourg, 6 (48-33-97-77).

MÉLO (Fr.): 14-Juillet Parname, 6 (43-25-58-80); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

LA MESSE EST FINIE (it., v.a.): Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); 14-Juillet Parname, 14 (43-35-30-40).

LE MIRACULE (Fr.): Forum 1 (42-97-53-74); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Marignan, 8 (43-59-92-82); George-V. 8 (45-62-41-46); Maxwille, 9 (47-70-72-86); Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); 14-Juillet Bastille, 19 (47-70-72-86); Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon-Bastille, 11 (45-57-90-81); UGC Gare de Lyon-Bastille, 11 (43-20-32-20); Mistral, 14 (43-39-52-43); Convention St-Charles, 13 (45-79-33-00); Pathé-Chérly, 18 (45-21-46-01).

MISSION (A. v.o.): Elysées Linsoln, 9

OSSION (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; v.L : Lumière, 9 (42-46-49-07).

MOSQUITO COAST (A. v.o.):
Gammont-Halles, 1" (42-97-49-70); Hamtefeuille, 6" (46-33-79-38); Bretagne, 6" (42-22-72-80); Ambassade, 8" (43-39-18-03); Gaorge-V, 8" (45-62-41-46); Bacurial, 13" (47-07-28-04); Gammont-Parrasse, 14" (43-33-30-40). - V.L.
Parramount-Opéra, 9" (47-42-56-31); Nations, 12" (43-43-04-67); Mistral, 14" (45-39-52-43); Gammont-Convention, 15" (48-28-42-7); Pathé-Clichy, 18" (45-22-46-01).

46-01). LA MOUCHE (A. v.o.) (\*) ; Erminge, 8\* (45-63-16-16).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
(Brit., v.a.): Cinoches, & (46-33-10-82).
NORE ET BLANC (Fr.): Epéc de Bois, S

(43-37-57-47). NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40); Républio-Cinéma, 11 (48-05-51-33); Cinoches St.-Germain, 6 (46-33-

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.A.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57); Han-Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57); Electriculle, 6\* (46-33-79-38); Marignan, 8\* (43-59-92-82); George-V. 8\* (45-61-41-46); 3 Permaniana, 15\* (43-20-30-19); V.f.; Français, 9\* (47-70-33-88); Montparroes, 14\* (43-27-52-37); Gaumant Alfsia, 14\* (43-27-84-50); Galaxie, 13\* (45-80-18-03); Montparroes, 14\* (43-27-52-37).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, & (43-59-31-97). LE PASSAGE (Fr.) : Images, & (45-22-PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A, va) :

PEGGY SUR S'EST MARIÉE (A., v.o.):
Ambassade, b (43-59-19-08); Temphicz, p (42-73-730).

PROMIESSE (Jap., v.o.): St-Germain Huchetin, 5 (46-33-63-20); 7 Parmessions, 14 (43-20-32-20).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.):
Gaumont-Halles, 1= (40-26-12-12);
Saint-Germain des Prés, 6 (42-22-87-23); Belizac, 8 (45-61-[0-60); Parmassions, 14 (43-20-32-20).

LE RAYON VERT (Fr.): Parmassione LE RAYON VERT (Ft.): Parassions, 14 (43-20-30-19). ROSA LUXEMBURG (All., v.c.): Cinc-

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Cinoches St-Germain, 6 (46-33-10-82); Chitelet-Victoria, 1 (42-36-12-83).

LA RUMBA (Fr.): Normandie, \$ (45-63-16-16); Paramount-Optes, 9 (47-42-56-31). SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., v.o.): Républic-Cinéma, 11º (48-05-51-33).

51-33).

IE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.):
Bonsparte, & (43-26-12-12).

SLEEP WALE (A., v.o.): St-Andrédes-Arts, & (43-26-80-25).

STAND BY ME (A., v.o.): Ciné-Beanbourg, & (42-71-52-36); UGC Danton, & (42-25-10-30); UGC Biarritz, & (45-62-20-40); Gaumon-Parnasse, 14-(43-35-30-40); I4-Jnillet Beaugronelle, 15-(45-79-75-75). — V.f.: UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); UGC Boulevard, & (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13-(43-36-23-44).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Utoris, & (43-26-84-65).

LE TEMPLE D'OR (A., v.o.): Triomphe,

LE TEMPLE D'OR (A., v.o.): Triomphe, 3 (45-62-45-76); v.f.: Hollywood Boule-vard, 9 (47-70-10-41). TÊTE DE TURC (All., v.o.) : St-André

des Arts, 6 (43-26-48-18). des Arts, 6º (43-26-48-18).
THÉRÉSE (Fr.): Lucernaire, 6º (45-44-57-34); UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); Ciné-Beanbourg, 3º (42-71-52-36); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); Gaument Optra, 2º (47-42-60-33); UGC Gobelius, 13º (43-36-23-44); Gaumont Convention, 19º (48-28-42-27); Images, 13º (45-72-47-94). 18 (45-22-47-94).

372 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5= (43-26-79-17); George-V, 8= (45-62-41-46); Rienventie-Montparnasso, 15= (45-44-

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): George-V, & (45-62-41-46). VIENNE POUR MEMOIRE (Trilogie (Autr., v.o.) : St-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

WANDA'S CAFE (A., v.o.): Luxembourg, 6 (46-33-97-77). WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : St-Germain Village, 5- (46-33-63-20).

## **PARIS EN VISITES**

## LUNDI 16 MARS

«Charmantes conrettes et maisons d'artistes du quartier Montsouris», 10 h 30, métro Ché-Universitaire, et « Un cimetière et sea mystères », 14 h 45, métro Père-Lachaise, sortic escalator (V. de Langiade).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (P.-Y. Jas-let).

«L'hôtel de Lauzun», 15 houres, 17, quai d'Anjon (La Prance et son pant). passé).

«Les appartements royaux du Louve», 14 h 30, entrée Saint-Germain l'Amarrois (S. Rojon).

«Musée Gustave Moreau», 14 h 30,

entrée (G. Caneri). entre (C. Cassar).

« Le Musée de la police », 1 bir, rue des Carmes, et « Hôtols seigneuriaux et demeures royales dans le quartier de la Bièvre », 15 heures, métro Gobelins, angle du boulevard Saint-Marcel et de Pavenus des Gobelins (Paris et son histories).

«Le vieux village de Montmartre», 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Résurrection du passé). « L'Opéra », 15 houres, en hant des

marches (AITC). «Les appartements privés d'Anne d'Autriche au Louvre. L'enfance de Louis XIV», 14 h 30, métro Louvre, sortie (L. Hauller).

L'Opéra et ses sons-sois », 13 h 15, hall d'entrée (E. Romann). Mobilier royal du Louvre », 14 h 30, Louvre, ports Saint-Germain l'Anxerrois (Approche de l'art). « Hôtels du Marais, place des Vosges», 14 h 30, mêtro Hôtel de Ville, sortie Loban (G. Botteau).

MARDI 17 MARS « De Pierre Brasseur à Pascale Ogier : les gens de théhire et de cinéma qui dorment leur dernier sommeil au Père-Lachaise », 14 heures, 45, boule-vard de Ménilmontant, face à la rue de Le Roquette (V. de Langlade).

« Le Musée d'Orsay », 10 h 30, i, rue de Bellechasse, et « La franc-

A Section of

maçonnerie au Grand Orient de · Le hois gravé en Chine et en Occident », 14 h 30, métro Marocl-Sembat (Paris et son histoire).

«Le siège du PC», 14 h 30, métro Colonel-Pabien (P.-Y. Jasiet). «L'Hôtel des ventes et l'hôtel Aguado -, 14 h 30, 6, rue Drouot

des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé). « Au Musée d'Orsay : architecture et mobilier art nouveau », 13 h 15, 1, roe de Bellechasse, entrée groupes (Appro-

· Hôtels et jardins du Marais. Place

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries). «Le Marais, ses rénovations, les

epnane, M. et M= Patrick Barthe, -Jory, Gilles, Anne-Saskia M. et M= Bruno Barthe, Xavier, Laurence, Christophe,

Jérôme et Dominique, Mª Brigitte Barthe,

ses cofants et petits-cofants M. l'abbé Jean Barthe,

son frère, M= Jean Selles, M= Philibert-Siret, ses belles-sœurs, Et leurs familles

ont la grande peine de faire part du rap-pel à Disu de

M. Pierro-Henry BARTHE,

survenu le 6 mars 1987, dans sa quatrovingt-unième aunée. Ses obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité en la collégiale Notre-Dame de Villefranche-de-Rouergue, mardi 10 mars

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements à tons ceux qui ont témeigné leur sympathie. - Tes chemins, Seigneur, sont

amour et vérité. » Praume 25-10.

- M= Eva Godkine M. et M= Georges Godkine

et leurs enfac Doctour Mina Tamarow, M= Elisabeth Tamaro

et ses enfants, M. Stephen et ses enfants,

Les familles Banet, Naulin, Masson ont le regret de faire part du décès de leur très cher

Albert GODKINE,

survenu subitement, à Paris, le jeudi 12 mars 1987. Les obsèques auront lieu, le lundi

16 mars, su cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 30 (porte centrale). Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

46, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

 M= André Nouailhetes,
 M. et M= Michel Nouailhetes M. Charles-Louis Nouailheta ont la douleur de faire part du décès subit de

Viscent NOUAILHETAS,

survem le 2 mars 1987. Les obsèques out en lieu dans l'inti-

31, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Le Buisson Luzas, 41800 Salbris.

- On nous prie de faire part du

général d'aviation François ROZOY, commandeur de la Légion d'homeur, compagnon de la Libération, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 (cinq citations), Distinguished Flying,

survenu à Paris, le 10 mars 1987, dans

De le part des familles Rozoy, Mer-cier, Kunz, Van Effenterre, Anbort, Carrel et Schlamberger.

La cérémonie religiouse sera célé-brée, le mardi 17 mars 1987, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7).

18 mars, à 11 heures, au cimetière de Pours-Saint-Rémy (Artiennes).

L'inhumation aura lieu, le merce

Des dons pourront être faits pour le recherche contre le cancer.

4, me des Capucins, (Le Monde du 14 mars.)

**Anniversaires** - Pour le seizième amiversaire du

M- Jean AURIBAULT,

une pensée toute particulière est deman-dée à ceux et celles qui l'ont comme et aimée, et en comme l'ont comme et fe, et en gardent le souvenir.



**SOLDES** 

LUNDI 16 MARS MARDI 17 MARS MERCREDI 18 MARS JEUDI 19 MARS **VENDREDI 20 MARS** 9h à 12h / 14h à 18h

Prêt-à-parter e Maroquinerie Corriés o Cravates o Chaussures Tissus e Gonts

- 16 mars 1972-16 mars 1986.

Pour le quatorzième anniversaire de la mort du professeur

Georges DUBARBIER,

M= Dubarbier et son fils René Dubar-bier demandent à ceux qui l'ont conm et aimé une pensée fidèle. - Le 14 mars 1982 disparaissait,

Myriam LOUZOUN.

Des prières seront dites en sa mémoire, vendredi 20 mars (19 adar), au séminaire, 9, rue Vauquelis, En ce jour, une pensée est de

à tous ceux qui l'ant comme et simée.

 Pour le vingt-cinquième anniver-saire de la disparition tragique, le 15 mars 1962, à Alger, de Max MARCHAND. inspecteur d'académie, directeur des centres socianx.

ceux qui l'ont comm et simé.

De ia part de M= Max Marchand,

17810 Saint-Georges-des-Coteaux En ce jour anniversuire, une pen-sée fervente en souvenir de

Maxime VIBERT-GUIGUE, et son mari, André WAHL

Le Vandoué (Seine-et-Marne).

Messes anniversaires - Une messe sera célébrée, le ven-dredi 20 mars 1987, à 19 heures, en l'église Seinte-Jeanne de Chantal, porte de Saint-Cloud, Paris (16°), à la

Jacques VIARD, iécédé le 17 janvier 1987.

Souvenir

- Le 15 mars 1968, le poète

Chande SERNET

us quittait. Souvenir.

Communications diverses - Un débat sur « Le destin de Dar lan » sura lieu le mardi 17 mars, à 21 heures, au Club littéraire André Gautier-La Tisanière, 36, rue Jacob, Paris, avec M. Pierre Ordioni, ancien chef de la délégation de l'Algérie auprès de l'amiral Darlan, ancien ministre pl nipotentiaire, et anteur du « Secret de Darian », l'ami, il François Flohie, ancien marin de la France libre, aide de camp du général de Gaulle, et M. Jacques Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur en Côte-d'Ivoire, co-auteurs de l'ouvrage « Darias ». Renseignements : 42-60-84-33.

Une table roode sur l'écrivain Cla-- Une tathe rende sar l'envant ca-rice Lispector, née de parents uhrai-niens, émigrée très jeune an Brésil, décédée il y a dix ans, aura lieu le mardi 17 mars, à 18 h 30, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, avec la participation d'Hector Bianciotti, Gérard de Cortanze, Antoinette Fonque et Nélida Pinon (sous réserve).

- Une table roude sur « Le cinéma — Une table ronde sur « Le cinéma brésilien et la critique française » aura fica le mercredi 18 mars, à 18 h 30, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, à l'occasion de la rétrospective du cinéma brésilieu présentée par le Centre Georges-Pompidou, du 25 mars au 15 octobre 1987. Les criticaes Palace De Colline de Co om 23 mars an 15 octobre 1987. Les critiques Robert Benayoun, Jean A. Gili,
Robert Grellier, Louis Marcurelles,
Jean-Loap Passek, Sylvio Pierre et Max
Tessier évoqueroux les rapports qui anissent le cinéma brésilien à la critique
française. Les débats seront animés par
Paulo Antonio Paranagua.

## **CATASTROPHES**

Après le naufrage du Herald-of-Free-Enterprise >

Comptabilité macabre

BRUXELLES de notre correspondant

Une semaine après le naufrage de l'Herald-of-Free-Enterprise à la sortie du port de Zeebrugge, la polémique se poursuit quant au nombre exact de victimes. Vendredi 13 mars, devant le Sénat, le ministre beige des transports, M. Herman De Croo, a déclaré que le bilan s'éle-vait à deux cent dix-sept morts et non à cent trento-trois comme l'affir-maient jusqu'à présent les responsa-bles belges. Certains experts britan-

cent cinquante-trois personnes décé-En fait, la difficulté de cette macabre comptabilité vient de l'impossibilité apparente de compter les passagers : ainsi les enfants de moins de quatre ans ne paient pas, les chauffeurs de poids lourds transportent, paraît-il, souvent queiques passagers « clandestins »...

niques, cux, estimaient ce bilan à

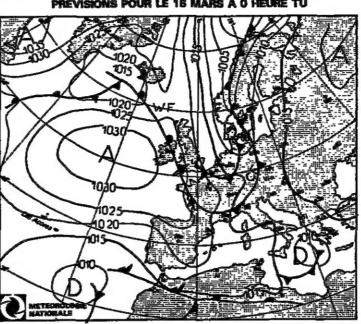
Par ailleurs, selon certaines informations recueillies auprès d'experts, les hélices du car-ferry auraient pu heurter des blocs de béton situés au bas de la digue du port, ce qui aurait rendu le navire ingouvernable.

# Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 MARS 1987 A D HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS A 0 HEURE TU



atre le samedi 14 mars à 9 houre et dimenche 15 mars à 24 houres.

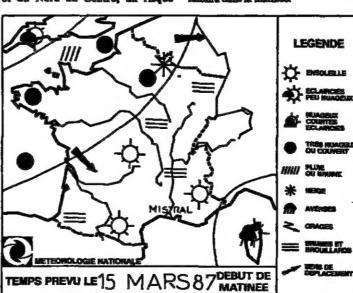
Les hantes pressions sur la France vont faiblir, permettant l'étal sur notre pays d'un flax de nord-ouest légèrement porturbé.

Dimenche: les auages arrivés dans la mit sur le Nord-Onest convirront en début de matinée la Bretagne, les pays de Loire, la Normandie, le Nord-Picardie, le Bassin parisien, le Centre et la Champagne. Il pleuvra un peu sous ce ciel gris. Il fera alors assez froid, jusqu'à — 3 degrés dans l'intérieur, et quelques flocons de neige pourront également tomber sur ces régions. Dans le courant de la journée, le temps s'arrangem, on verra apparaître des éclaircies. Elles seront assez belles en Bretagne, Vendée et pays de Loire où la température atteindra 7 à 9 degrés. De la Normandie et du Nord au Centre, un risque eche : les augges arrivés dans la et du Nord au Centre, un risque

Sur le reste du pays, la matinée sera souvent brumeuse, sauf près de la Médi-terranée. Il faudra se méfier des bancs terranée. Il faudra se méfier des bancs de bromiliard qui se seront formés dans la mit du Sud-Ouest au Centre-Est et au Nord-Est. Les gelées seront fré-quentes, atteignant — 6 degrés dans l'Est. Le temps se dégraders un peu sur toutes ces régions en cours de journée avec des passages nuageux. Ils seront ausez abondants de l'Alsuco-Lorraine à la Beuronne et en lurs doment cuel. assez abondants de l'Alsace-Lorraine à la Bourgogne et au Jura, domant quelques averset, et le thermomètre n'y dépassora guère 3 ou 4 degrés. Alleurs les éciaireies resteront tout de même assez belles. Les températures dans l'après-midi seront de l'ordre de 10 à 13 degrés du Sud-Ouest à la Médinerranée, 5 à 7 degrés de l'Auvergne aux Alpes.

En Conse, le ciel restera chargé toute la joursée avec des averses. Le mintral

la journée avec des averses. Le mistral faiblira dans la matinée.



	TEMPÉRATURES  Valeurs extrâme le 13-3 à 6 h TU et i	et temps observé le 14-3-1987	
	FRANCE	1005 7 - 3 D	LOS ANGELES 20 12 D
: ]	AJACCEO 13 2 P	TOULOUSE 13 3 N	UCE-BOUNG 3 5 D
	EARTZ 16 5 D	PURTEAR 28 19 D	MADRED 13 1 D
ı	NONDEAUX 15 1 D	ETRANGER	MARRAKECH 19 12 N
ıl	1002GES 7-3 B	ALGER 15 6 B	MEXICO 24 8 B
. 1	MEN 8 2 C	AMSTERDAM 3 - 5 D	MILAN 10 1 C
.	CAEN 6-1 C	ATELNES 7 2 N	MONTHÉAL 2 -10 D
1		BANGEOK 35 26 N	MOSCOU 1 -12 D
	GENORIFICAL 16-2 C	MARCILONE 16 7 C	NABROW 31 18 C
1	GRENOMESANT 10 1 P	ELGRADE 1 - 7 D	NEW-YORK 4 0 D
1	ULUE 3-4 D	1910 3 - 5 D	05L0 3 - 14 N
ч	1340GES 9 - 2 N	minus 3 - 5 D	PALMADEMAL 16 I D
١.	LTON 10 - 1 *	LE CADE 15 9 C	PERN 8 - 5 D
1	MARSEULEMAR II S C	COPERCIAGUE 0 - 0 B	RID-DE-MANERO . 27 22 C
1	NANCT 5-3 D	DAEAE 25 19 N	NOME 12 - 2 C
	NAMES 9 D	DELBI 25 14 D	SINGAPUR 31 23 A
ч	NGCE 12 5 P	DEELM 17 12 C	STOCKHOLM 2 - 12 B
.	MASSAGNIS 5-1 B	GENEVI 10 0 *	5/DNE7 23 19 C
1	MU 14 0 D	BONGKONG 25 24 C	70570 10 7 P
. 1	PERPICHAN 9 5 N	BTANGOL 1 - 3 C	TUNES
1	1505 I-1 N		
1	STÉTEONE 10 - 2 *		
- 1	***************************************		12052 7 - 2 D
١.	STRASBOURG 5 2 D	LONDRES 6 - 3 N	TENE 1 - 9 D
۱	A B C	D N O	P T *
	averse brume ciei convert.	ciel ciel orage	phie tempéte mige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 4441

HORIZONTALEMENT L Tout ce qu'on peut lui souhaiter, c'est d'avoir la main heureuse. Un de ses traits caractéristiques est constitué justement par les traits. - IL Qui ont intérêt à être actifs pour faire face au passif. Obligent à faire usage des

carrons et des bou-2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 15 14 15 lets. - III. Travaille comme les pompiers mais pas sur les lieux d'un sinistre. Pour celles qui sont bêtes à manger du foin. - IV. Géné-IV ralement, on en vient vite à bout. Situé dans la cour et VII fréquenté entre deux cours. Ne s'est VIII pas toujours appelée ainsi. - V. Fait gros-air le bean Danube bleu. Ne fait pas fansse route. A hor-reur de la dissipa-XII tion mais n'est pas XIII forcément discipliné XIV XIV pour autant. Le mot

préféré de l'idéac. - VL Appréhi fut indispensable. - 7. Interjec ciées par celui qui aime le parfait. Un passereau ou bien une espèce de buse. - VII. Inversé : entoure la pinède. Peut servir à étendre. A beancomp croqué. – VIII. Princi-pales composantes de la bave. Démontre. – IX. Profite de la java pour entrer dans la danse. N'est pas assez développé. – X. A une tête de cochon. Très fin. Elévation pouvant susciter l'ascension. - XI. Montre les dents face à la niche. Branché. A un grand ponvoir sur le feu. -XII. Matière de certains bontons. Ne se fait pas prier pour se jeter à Feau. Sont pris en remorque. — XIII. Fait naure des crevasses. Fer-tilise les plaines lombardes. On le fait dans le but d'échapper au danger. Des moutons viennent y mourir. ger. Des moutons viennent y mourir.

- XIV. Dont on s'est donc servi
pour jouer. Tombe plusieurs fois
dans le lac. Il y a quelque chose à en
tirer. - XV. Est assez proche des
sardines. Remplit de multiples fonctions. Possessif.

VERTICALEMENT

1. On peut compter sur lui pour remetire les pendules à l'heure. Se prépare à fumer. - 2. Habite les colonies. Son champ est étendu. -3. Inutile donc d'en rajouter. Attaque parfois certains corbeaux. Va de main en main. - 4. Réalisé par des hommes de terrain. Un homme qui Résistent bien au temps qui passe. — 5. Réserve de « noisettes ». Travail-lent énormément avec la pompe et l'appareil - 6. Fait des va-et-vient dans une cage. Se remplir les poches

tion. N'a pes toujours en les pieds sur terre. Elément d'un lustre. — 8. A des bottes à ses pieds. Note. Alimente un de ses semblables. -9. Décourage ses adversaires. Matière composant certains filets. Où l'on voit fréquemment des trains rapides. - 10. Il est dans ses habitudes de grogner. Propre à faire des jalouses. - Il. Prouve son indocilité. Eclate pendant l'orage. N'est souvent pas bied koin des patins et des semelles. - 12. Visible sur une ordonnance. Espace entre des lisières. — 13. Il n'y a pas que ses travaux qui ont fini par décoller! Deux parmi neuf. Il est préférable qu'il ne soit pas dans une mauvaise passe! - 14. Penvent faire partie d'un paquet. Une bonne conserva-tion les empêche de fondre. -15. Des hommes qui sont d'attaque, Fut un homme de pouvoir.

Solution du problème nº 4440 **Horizontalement** 

L Lorgner. - IL Oser. Gale. -III. Pages. - IV. Gésier. Gê. -V. Nô. Normé. - VI. Elbe. Eire. -VII. Tir. Erras. - VIII. Teint. Ont. IX. Qualité. - X. Sous. Or. -XI. Ce. Mise. Verticalement

1. Lorgnettes. - 2. Os. Eolie. Oc. - 3. Reps. Brique. - 4. Graine. Nus. - 5. Geo. Eta. - 6. Egermer. Loi. - 7. Ras. Miroirs. - 8. Gérant.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publies au Journal officiel du samedi 14 mars 1987 : DES DÉCRETS • Du 10 mars 1987 fixent au

9 avril la date d'entrée en fonctions du tribunal de commerce de Bobi-gny (Seine-Saint-Denis); • Nº 87-171 dn 13 mars 1987

modifiant le décret nº 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de per-

DES ARRÊTÉS • Du 9 mars 1987 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1987 portant fixation de la valeur du point de retraite dans le régime de retraites

complémentaires des assurances

sociales institué par le décret nº 70-1277 da 23 décembre 1970 (Ircantec);

 Du 5 mars 1987 fixant les taux de calcul du soutien financier alloné aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques en application des dispositions de l'arti-cie 5-II du décret nº 59-733 du 16 juin 1959 modifié;

• Du 26 février 1987 modifiant les arrêtés relatifs aux prix témoins des logements à usage locatif, des logements en accession à la propriété et des logements-foyers à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'Etat;

 Du 9 mars 1987 portant création d'un comité coopération en matière de santé.

# Loisirs

## Eurodysneyland : la dernière ligne droite

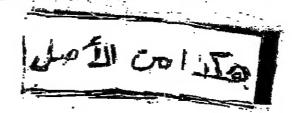
jour heureux pour M. Michel Giraud, le président du conseil régional d'Ile-de-France. Dans la même journée, en effet, il pent, d'une part annoncer que la société Walt Disney a désigné M. Robert Fitzpatrick comme futur président d'Eurodisneyland, «le plus grand centre de loisirs européen» qui, solon lui, augure bien de la volomé des Américains de se lancer dans l'opération, - et, d'autre part, il rend publics les résultats d'un sondage de la SOFRES qui montrent que 85 % des Français sont favora-bles au projet, que 65 % ont l'inten-tion de visiter le parc et que 49 % d'entre ces visiteurs sont prêts à dépenser entre 100 F et 200 F par

« C'est un plébiscite populaire indiscutable, commente, rayonnant, M. Michel Girand. C'est la confirmation éclatante de nos prévisions... Ce sondage balaie toutes les objections. » Constatant en outre que toutes les sensibilités politiques se déclarent séduites par Disney - y compris les communistes, - le président des Franciliens affirme qu'Eurodysneyland sera « la cohabi-tation au quotidien ». Et le parc en est sûr.

Le vendredi 13 mars restera un européen ne portera pas ombrage aux autres projets comme Astérix ou Mirapolis. Il jouera sculement « un rôle moteur »

> Bref, un parc dont le dossier est quasiment bouclé : 1945 hectares de terres agricoles libres de toute construction, une déclaration d'utilité publique attendne sous peu puisque le Conseil d'Etat a donné son feu vert ; enfin, une « société pivot » fin prête, avec un capital souscrit de 3 milliards de france, et dont la capacité de financement sera de 12 milliards - pour un investisse-ment d'ensemble qui, sur vingt ans, se montera à 45 milliards, « privé à 95 % ». Le capital restera majoritairement français ou européen. En revanche, 56 % des dix millions de visiteurs attendus annuellement seront étrangers. L'ouverture du parc, après quatre ans de travanz, devrait avoir lieu en 1992.

> Il ne reste plus qu'à \* fignoler le dossier -, comme le reconnaît luimême M. Girand, et surtout à signer l'accord définitif avec les promoteurs américains. . Avant la fin du mois d'avril», précise le président de région. La dernière ligne droite, il



# Vive la Révolution!

Bravo à nos confrères de la Young et Rubicam Marseille, pour leur annonce: Marseille, une révolution. (Libération du 26 février.)

Leur "déclaration de guerre"; nourrie de colère et d'amour, remet quelques pendules à l'heure.

Marseille a longtemps laissé dire et médire. Trop fière, sans doute, ou trop occupée au large pour se soucier des racontars. Et son image s'est faite sans elle, contre elle, à coups d'histoires drôles, de films pittoresques, d'anecdotes journalistiques croustillantes ou sordides, à grand renfort de fantasmes et de stéréotypes.

Pendant ce temps, Marseille travaillait. Hé oui, travaillait. A sa façon. Sans ostentation de sérieux, mais en faisant les choses sérieusement. Dans un apparent désordre (l'embrigadement, très peu pour nous, merci) mais avec efficacité: l'innovation est fille de la liberté...

C'est ainsi que dans de nombreux secteurs de pointe, vous apprendrez que le leader mondial est une petite entreprise de Marseille. C'est ainsi qu'en matière d'intelligence artificielle, les Japonais viennent suivre de près ce qui se passe à Marseille. C'est ainsi qu'en immunologie (les anticorps monoclonaux, ça vous dit quelque chose?), en chirurgie cardiaque, en prévention prénatale et néo-natale, en langage informatique, dans toutes sortes de disciplines parfois mal connues où s'invente l'avenir, des marseillais travaillent, découvrent, réalisent, mettent au point. Sans se faire remarquer.

C'est ainsi qu'avec Château-Gombert, Marseille unanime est en train de créer le véritable technopôle de l'avenir. C'est ainsi que... mais à quoi bon. Comme nos confrères de la Young et Rubicam, nous sommes des marseillais. Donc des vantards, des galéjeurs. Venez plutôt vous renseigner, sur place.

Marseille vous attend. Avec un certain sourire...

Novation

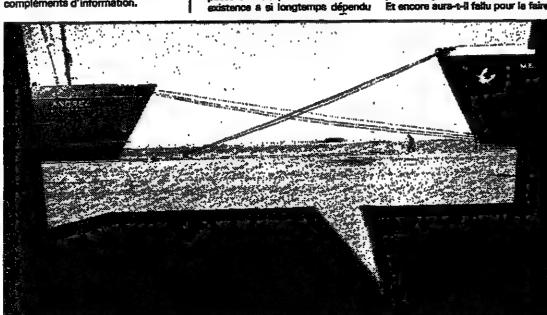
Agence Conseil en Communication 515, avenue du Prado - 13008 Marseille

# Le Monde **REGIONS**

# Retour ā

# **Marseille**

Après notre supplément « Villes au futur » sur Marseille (le Monde du 20 février), un retour sur cette métropole avec des réactions, des



## Face à la mer, le dos à la terre

a pris l'habitude de fixer ses regards vers le grand large, il n'est pas évident de trouver d'emblée la bonne focale pour regarder simplement ce qui se passe à votre porte. Quand votre

l'Afrique, où aurait-on pris le temps de s'enquérir du sort d'Arles ou de Sur vingt-six siècles de sa lon-

gue histoire, Marseille en aura passé vingt et un hors de France.

de ce qui advensit de l'Asia ou da

Et encore aura-t-il failu pour le faire

Occupée trop longtemps à regarder illeurs, Marseille tourne le dos à la terre à laquelle elle est accrochée comme à son corps défendant. Elle est encore aujourd'hui perçue comme l'enclave étrangère qu'elle a toujours été, depuis que des colons grecs venus d'Ionie la fondèrent sur le territoire d'une tribu ligure à qui ils l'avaient achetée.

Une capitale régionale, cette ville qui a poussé au gré des chocs de l'histoire, sans plans établis, dans l'urgence ? Ce ramassis de villages embarqués malgré eux dans l'histoire d'une ville qui croissalt comme herbes folies, et e tombés à la mer » parce qu'il y a là, depuis vingt-six siècles, une matrice en forme de port qui aspire

rentrer au bercail que le Roi-Soleil

forçant comme une file rebelle.

Mais ce fut à contre-cœur que Marseille intégra le reste du royaume. Il

reste de ce temps, dans les gènes

des gens d'ici, les traces d'un golit

sible pour l'indépendance.

intervienne personne

Nice lui récleme périodiquement son indépendance, Aix la snobe, cette débraillée, Toulon la jalouse, Avignon l'ignore. Et pour être franc, Marsaille s'en moque. Quant au resta de la Provence, elle redoute les gens peu fréquentables

particulières dont les hordes dontinicales se répandent sur le terroir provençal, comme en terrain Pas plus qu'au temps béni où

une rente de situation permettait à Marseille d'ignorer ses voisins et de se passer des autres, la ville rebelle ne samble pressée d'abdiquer son indépendance et de faire alliance avec les indigènes. Une habitude anracinée : déjà les Grecs de Protis avaient ceinture de puis santes murailles leur cité et préféraient commercer avec les Romains ou les Carthaginois plutôt qu'avec les tribus riveraines du roi Nann. I le caractère marseillais qui demaure étranger à cette terre de Proyence qui l'entoure comme une Be. D'aitieurs, à la veille de ce troisième miliénaire, c'est encore de la mer que Marseille attend son ave-

Y a-t-il quelque chose de fonda-mentalement changé depuis le temps où l'historien Ruffi, relatant une visite de François I\* (retour de Marignan) à Marseille en 1516, conclusit sinsi : « Deux jours après, le roi partit de Marsellle et s'en alla en France... » ?

JEAN CONTRUCCI.

## LA « VIEILLE DAME DE LA RUE PARADIS »

# Une banque dans son réseau

La Société marseillaise de crédit est

une institution vénérable mais dynamique.

Son originalité: rester une banque régionale

attachée à son réseau et sachant changer d'époque.

L y a le port bien sûr, mais la cité phocéenne possède une autre institution, la « vieille dame de la rue Paradis », siège de la Société marseillaise de crédit (SMC). Cette banque régionale - par nature, par vocation et... par conviction - qui, de Collioure à enion, ar ten Valence, coiffe en triangle tout le Sud-Est de la France.

A priori, rien que de très banal pour un établissement bancaire à guichets (200 agences et bureaux). trop souvent synonyme d'effectifs importants (3 200 personnes) mais aussi d'une clientèle imposante (380 000 comptes). Sans doute, mais au regard de l'ensemble du paysage bancaire français, la SMC présentil quelques particularités.

La première est d'être indépen-dante de toute constellation de banques régionales, telle qu'elle existe pour le CIC (Crédit Industriel et commercial) et ses banques satellites. L'autre caractéristique de cette banque de province est de s'être engagée depuis deux ou trois ans dans une importante diversifica-tion de ses activités. Enfin, son président, Jean-Paul Escande, porté à la tête de la Marseillaise de crédit par le « vague rose » de 1982, figure parmi les rares banquiers socialistes reconduits dans leurs fonctions quatre ans plus tard par la nouvelle

 Il est vrai que pour une banque régionale, nous avons un comporte-ment atypique », concède son prési-dent. « Tout en restant historiquement un établissement de dépôts, nous nous orientons vers un second mêtier, celui de spécialiste des marchés financiers. Pour le plus grand bien de notre réseau qui reste la principale richesse de la SMC... nême s'il est parfois un peu lourd à

La Marseillaise de crédit, qui affiche aujourd'hui 10 milliards de france de dépôts (dont 60 % à vue, c'est-à-dire disponibles à tout imtant) et un total de bilan de 18 milliards de francs (contre un peu plus de 10 milliards lors de sa nationalisation), a effectué en cinq ans un parcours honorable. Mais c'est loin d'être un décollage à la verticale.

Si les effectifs n'ont guère varié d'une période à l'autre (ils ont même légèrement diminué), la rentabilité de l'entreprise reste faible : 16 millions de bénéfice net en 1985 pour la société mère, et une ving-taine de millions de france en chiffres consolidés. Même si l'on escampte de meilleurs résultats pour le bilan 1986, non encore définitive-ment arrêté (un bénéfice net de 19 millions de francs et de 30 millions en consolidé), la SMC affiche des ratios insatisfaisants. « Je suis encore à la moitié du chemin à parcourir, reconnaît son président. La valeur intrinsèque de la banque est forte, na serai-ce que par l'impor-tance de son fonds de commerce. Mais elle pâtit d'un excès de frais généraux. » Effectivement. Quand on opère dans une région faite « d'un tissu de poussières de petites activités », avec des centaines de milliers de comptes à gérer, les coûts se chiffrent très vite.

Mais c'est aussi un atout. « Je dispose d'un gisement de jeunes très important, sans doute supérieur à

celui d'autres banques. Ce qu'il faut - et nous nous y employons, - c'est opèrer un redéplotement important à l'intérieur de l'entreprise. > Les hommes — et les femmes — comme les techniciens et les services, « tout dolt revenir au réseau ». Ce credo, chaque directeur on fondé de pou-voir cantonné à Paris doit s'en imprégner en venant se « ressour-cer » périodiquement au siège marseillais ou dans l'une ou l'autre des

Pour Jean-Paul Escande, il n'est rien de pire que la coupure entre les « gens de Paris » et les autres. « Partoui, j'essale de créer des equipes mixtes, et c'est pour ça que dans ma saile des changes on a l'accent du Midi... » Cette saile des changes, il en a plein la bouche. Au fil des conversations, on sent bien qu'elle a valeur de symbole pour cet tablissement qui, avec ses allures de « petit poucet » de la finance, s'essaie cependant à quelques passes d'armes avec la profession.

## Le « petit prof »

Comme set constents, la SMC l'est d'ailleurs dotée d'une « direc-tion des marchés » confiée à Jean-Louis Peyrude, nouveau directeur général adjoint. Jusque-là directeur financier, ce centralien promu à l'un des postes-clés de la banque, illustre la relocaté du président de l'enteurer la volonté du président de s'entourer rapidement de cadres de haut niveau sans négliger les ressources

que penvent procurer un « réservoir » de plus de trois mille coliaborateurs dont 90 %, il est vrai, n'ont pas en la chance d'emprunter la voie universitaire on celle des grandes universitaire où celle des grandes écoles. « Dans ce type de recrute-ment, il a failu être très sélectif, mais f'ai refusé de pratiquer une politique de « stars » telle qu'elle sévit dans certaines banques où l'on débauche à tour de bras », affirme le président. Poursuit, la récente entrée dons le groupe — en décente entrée dans le groupe - en décem-bre 1986 - d'Olivier Pastré, vient atténuer os propos. Ce « petit prof » âgé de trente-six ans, à l'allure d'éternel étudiant, était certes commu pour le cours d'économie qu'il pro-fesse à l'université Paris-VIII et pour ses essais financiers. Mais c'est son rapport au Trésor sur la «modernisation des banques fran-caises», en 1985, qui lui a donné ses lettres de noblesse. Pour Jean-Paul Escande, il avait l'avantage d'être un bon connaisseur de la «chose bancaire» et, accessoirement... d'être issu d'une vieille famille marscillaise.

Le voilà nommé « conseiller en développement et stratégie » et, parallèlement, directeur général adjoint de GP-Banque, la banque de marchés créée par la SMC. Cette ancienne maison achetée en 1984 doit servir de pivot pour toutes les nouvelles activités de la banque sur les marchés et produits financiers. En 1986, GP-Banque aura dégagé 10 millions de francs de bénétices.

Bean résultat pour la maison-mère qui veut « jouer à fond le veut de la dérégulation et être dans tous les coups », selon M. Escande : « Nous sommes même assez actifs sur Chicago, le numéro un mondial des marchés à terme et d'options. » On comprend bien le néce SMC de jouer à fond la carte des nouveaux produits pour « rentabilimble du fonds de commerce qui, autrement, ne le serait pas par la seule intermédiation française classique, le but étant de gagner de l'argent allleurs pour le redistribuer sur le terrain régional. » Mais jusqu'où peut aller cette course poursuite sans mettre en danger les fondements de l'entreprise ?

- Si les taux d'intérêt venoient à remonter, comme c'est un peu le cas en ce moment, il est vrai que les banques de marchés, comme la nôtre, souffriraient un peu. Mais dans cette hypothèse, c'est tout le reste de la Société marseillaise de crédit, banque de dépôts, qui gagne de l'argent. Les frais fixes de GP-Banque seront alors couverts et il suffira d'attendre des jours meil-leurs », assure ce PDG de quarantehuit ans, Nimois d'origine.

« Faut-il tout faire dans une mai-son comme la nôtre? s'interroget-il. Certainement pas, et il est vrai suis assis sur un baril de poudre. Nous aurions pu opter pour une banque à deux vitesses qui accélère à Paris et freine à Marseille. Nous avons choisi un développement harmonieux du réseau et des équipes. Simplement, pour démontrer qu'il est possible, même pour une banque régionale indépendante, de changer d'époque sans changer d'âme. »

## LA BONNE SANTÉ **DES ASSOCIATIONS**

## **Citadins** entre eux

🔭 ta légende de « Marseille Chicago de la France » fait régulièrement la une des gazettes, il y a una nistità bien plus positive dont on he trouve que peu de commentaires, car elle n'est pas génératrice d'événements spectaculaires et encore moins de faits marseillais, très souvent moteur de l'action sociale et culturelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour ceux qui conneissent un peu es méandres et les remifications du mouvement associatif français, on sera d'abord surpris de constater ici le qualité du clielogue et de la coopéretion entre les grands courants associatifs qui ont été à l'origine de la constitution de deux instances de coordination : le comité de llaison des associations d'éducation populaire, le fonds de solidarité et de promotion de la vie associative PACA qui regroupent les principales fédéra populaira (il n'y a aujourd'hui aucuna autre métropole où f'on voit coopére volonteirement un tel éventail

Ces associations ont été à l'origine d'initiatives qui ont contribué à faire bouger la ville et ses banieues :

créée en 1976 qui a permis de générer de nombreuses animations et ini-tiatives culturelles dans tous les quartiers de la cité ;

 Les festivals populaires de Mercelle : à Saint-Victor, Borrély, Brégante, cet été comme les anné précédentes des spectacles de grande qualité organisés par l'office une pert très active du mouvement essociatif marseillals Léo-Lagrange, Fédération des MJC, etc. :

MAGES B

and remain

Storage program

The State of the Control

ಕ್ ಕ ಬ್ರಹ್ಮಣ <sub>ಸಹ</sub>್ಯ

\$ 25.24 m 2 1 gal

Mary to the Sales

Fig. Fgs.

1000 480

والمعارض والمعارض

 $c_{(g), g_{(g)}} = c_{(g), g_{(g)}}$ 

Militario de 1986

15 1 15 11

P p 1 1 48

報告 (2013年) 日本

A SECTION AND AREA

1744

1.300

44.00

- s a

The state age of

A STATE OF THE STA

- L'animation en milieu scolaire : là encore, une coopération entre les associations d'éducation populaire et la municipalité ont permis aux jeunes scolaires de s'initier à la musique et

Au-delà de ces quelques exemples, il n'est pas possible de citer tous les domaines dans lesquels le dynamisme du mouvement associatif a permis de trouver des solutions aux Marxeillais de toutes catégories. C'est ainsi que l'opération des TUC comme celle des formations jeunes ont pris ici une ampleur exceptionnella, de même que les expériences anti-été chaud depuis 1982.

Mais la vie associative, on la retrouve aussi et surtout pour les mille et une préoccupations quoti-diennes des habitants. Clubs sportifs, comités d'intérêt de quartier, organismes affinitaires, associations de locataires, constituent la véritable ossature de la communauté marseillaise, à des années-lumière de cette capitale de la drogue et de la pègre qui fait fantasmer scénaristes et

romanciers.

FRÉDÉRIC ROSMINI. (Président de la Fédération régionale Léo-Lagrange.)

RAYONNAGES

## LES EXPÉRIENCES TÉLÉMATIQUES

## Le minitel boîte aux lettres

A télémetique et Marseille, c'est déjà l'histoire d'une vieille liaison. Dès 1983 le de la région PACA à l'annuaire électronique et l'augmentation du nombre des « fournisseurs de ser-vices » dans le département souli-1984, 118 fin 1985, 313 fin

Ces résultats sont dus à une targe collaboration entre les organismes institutionnels publics et privés du département qui ont traassociation : PACATEL, créée tout

Cette situation jugée favorable par la direction opérationnelle des télécommunications de Marseille l'a conduite à lancer à titre expérimental (compte tenu de la € couverture > de la ville en minitel) d'une messagerie publique télématique. Mestal est son nom de baptême. On y accède de deux

ومروخ

manières : par abonnement contracté à l'initiative de chaque client qui, depuis son domicile, dispose de ce fait d'une « boîte aux ttres ». Elle offre toutes les possibilités d'une messagerie de personne à personne et son utilis est des plus simples, que l'on veuille communiquer avec des groupes individuels ou des groupes museom tremenodal reugitement 20 F plus 1,50 F par message, en composant le 3614, le code d'accès MS15 étant son mot de se). Les non-abonnés peuvent également expédier un message aux abonnés par la 3615, en composant MESTEL et le nom du desti-

Que peut-on dire après deux années ? ∢ Que le bilan est mitigé, répond Michel Dupire, directeur opérationnel des télécommunications de Marseille. Les freins sont d'ordre psychologique. Les Mar-sellais, comme tous les Français,

n'ont pas encore acquis le réflexe de ∢ relever » leur boîte aux lettres électronique comme ils le font pour celle des PTT. » On ne compte pour l'instant que quelque cinq cents abonnés professionnels assidus. Toutefois, l'évolution actuelle et la prolifération du minitel permet de penser que ce mode de communication est très efficace car il na nécessite pas la mise en relation obligatoire comme le télé-phone, par exemple, deviendra progressivement un geste naturel. En attendant, la DOP de Mar-

seille est en train de comm ser MITEX, un service public qui permet à tout possesseur de mini-tel (110000 fin 1986 dans les Bouches-du-Rhône) d'expédier ou de recevoir des télex dans le monde entier. Ce service s'adresse surtout aux soixante-dix mille PME du département pour lesquelles la location d'un terminal télex classique est trop onéreuse pour l'expé-dition ou la réception quotidienne

de deux ou trois télex. L'objectif de MITEX est donc de rentabiliser le service télex pour 93 % des PME.

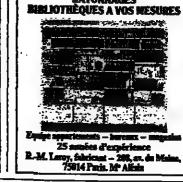
MITEX allie la simplicité du minitel à la sûreté du télex. Chaque jour une copie des télex émis et reçus est retransmise à l'abonné qui peut consulter sa « boîte aux lettres » et recopier les messages sur un listing couplé à non minital s'il le désire l L'abonnement à MITEX est gra-

tuit. La coût du service est fixé à 30 F par message émis (les messages reçus sont gratuits), aux-quels s'ajoutent le colit de transmission sur le réseau télex au tarif en vigueur et le coût d'accès au réseau Télétel II (3614). Le coût de chaque message est affiché et la facturation réalisée automatique-

MITEX entre en service à la fin de ce mois. Pour l'instant, il n'est ouvert qu'aux abonnés des Bouches-du-Rhône.

Accepterais MANUSCRIT même inachevé en hébren ou autre langue présentant intérêt historique ou culturel concernant la communauté juive ; également tous documents, lettres, archives privées ou communautaires, affiches, ordonnances, décrets. Déplacements possibles.

Téléphonez ou écrivez à : William LOEWY - Hotel de Malto 63, rue de Richelieu, 75-Paris Tel.: (1) 42-96-58-06 on le journal, 16l. : 45-55-91-82, M=O'Kelly

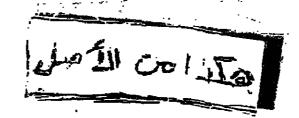


Le Monde ser minitel

**IMMOBILIER** 

Pour trouver un logement 30 000 affaires Paris-Province. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ LEMONDE



# Economie

## Malgré cent quatre intentions d'achat

## Crédits insuffisants et hostilité américaine retardent le lancement des nouveaux Airbus

Le conseil de surveillance du consortium Airbus Industrie a annoncé, le vendredi 13 mars, das neut combadnes seriennes das neut combadnes seriennes amonoce in terminal 12 mars futurs Airbus A-330 et A-340. II n'a pas pour autant décidé le laucement de la fabrication de ces deux types d'appareil, qui pourrait intervenir à la mi-avril.

Citadins

intre eux

The second second

100 - 100 -

19 mm

170 m mg

ं के क

ತ ನಡಕಾತ್ರಿಕ

1. 2 1. 1. 1. 27

4 1 4 2 1 432

e to a think the second of

100

Mark Control

And the second second

MLIER

. . . . chi

 $p \approx 7$ 

Au premier abord, cette annonce représente un succès. La demande représente un succès. La demande existe pour l'A-330 et l'A-340. Le premier est un biréactour espable d'emporter trois cent vingt-huit passagers sur des distances de 9400 kilomètres; le second est un quadriréacteur, d'une capacité de deux cent soixante-deux à deux cent quatre-vingt-quatorze passagera, selon les versions, et d'un rayon d'action de 13 000 à 14 500 kilomè-

Airbus les a conçus de telle sorte qu'ils utilisent un maximum de parférence essentielle entre eux sera le nombre et la puissance de leurs réacteurs. Le consortium espère vendre cinq cents exemplaires de chaque modèle.

L'A- 340, qui est le projet le plus avancé, est proposé aux compagnies pour le prix de 30 millions de dollars (490 millions de franca). Sa mise en service est amoncée pour le mois de mai 1992. L'A- 330 le suivrait un an plus terd\_

Airbus Industrie avait déclaré qu'il ne lancerait les chaînes de fabrication chez ses actionnaires et partenaires Aérospatiale (France), British Aerospace (Royanme-Uni), MBB (RFA) et CASA (Espagne) qu'après avoir obtenu l'engagement de cinq compagnies. Il en sort de sa manche neuf, dont Lufbansa et Air France Le compagnies dieset du A France. Le concurrent direct du A-340, le triréacteur MD-11, de McDonnell Douglas, lancé en décembre 1986, faisait état de plus de cent commandes. Airbus réplique

par un chiffre comparable pour ses avions siamois. Nul ne peut plus douter désormais que le consortium

européen complétera sa gamme. Pourquei, dans ces conditions, ne pas avoir amoncé le lancement formel du programme? D'abord parce que celui-ci connaît des problèmes de financement. Les quatre constructeurs ne disposent pas des fonds propres, capables de supporter un investissement d'au moins milliards de dollers (15 milliards de francs). Ils sont contraints de se tourner vers leurs gouvernements respectifs, pour obtenir des avances remboursables.

## Des avions déficitaires ?

Au plan des intentions, pas de problème : MM. Chirac, Kohl, Gon-zalez et M∞ Thatcher sont d'accord pour cet effort budgétaire. En revanche, la mise à disposition des fonds se révèle plus laborieuse. British Aerospace aurait reçu la pro-messe de l'octroi de moins de 400 millions de livres, alors qu'il réclame au gonvernement de Sa Majesté un prêt de 750 millious de livres pour concevoir l'aile des deux nouveaux Airbus. En Allemagne, le gouvernement fédéral préfé-rerait que la situation soit clarifiée entre Deutsch Airbus, très déficitaire, et son unique actionnaire, MBB, avant d'attribuer les sommes nécessaires à la construction du fusciage.

(Suite de la première page.)

la coopération déjà entreprise au

niveau communautaire, cela me semble le meilleur choix », nous a

déciaré M. Delors, avant sa presta-

tion, dimanche 15 mars, au « Club

de la presse » d'Europe 1.

«La Commission ne peut ignorer une affaire aussi importante pour l'avenir de la coopération européenne, même si elle n'a pas formellement été appelée à se prononcer.

C'est un dossier sensible.

l'ambiance à Paris est tendue; on dit que M. Longuet, le ministre délégué chargé des PTT, est favora-ble à la solution ATT-Philips. Il

n'est pas sûr que les arguments rationnels, politiques et techniques, solent calmement entendus», com-

nentait un haut fonctionnaire

Foin de toutes ces précautions. Le président Delors a estimé que son devoir était de mettre les pieds dans le plat. Pour lui, il s'agit d'éviter la réédition d'un épisode aussi catastrophique que l'abandon par la France, voici dix ans, d'UNI-

DATA; une défaillance très mal vêcue en RFA et singulièrement par Siemens, et dont la France et la

Finances publiques:

réduction

du déficit français

été de 141,1 milliards de francs en 1986 – soit 2,87 % du PIB, – infé-

rieur de 4,3 milliards à ce qui avait été préva fin 1985, lorsque la loi de

finances avait été votée par le Parle-

ment (145,3 millierds de francs). Déjà, à l'automne 1986, un « collec-

tif » (loi de finances rectificative) avait ramené le déficit de 145,3 mil-

liards de france à 143,6 milliards de

francs. En 1985, le déficit budgé-taire avait été de 3,3 %. Des rentrées

fiscales supérieures aux prévisions

La France a remboursé

les deux tiers de sa dette

auprès du FECOM

La France a remboursé le ven-

dredi 13 mars sa dette auprès du

FECOM (Fonds européen de coopé-

ration monétaire) à hauteur de

qui s'élevait à 34 milliards de francs,

avait été contractée en janvier der-

court terme, avant le réalignement

expliquent ce bon résultat.

Le déficit du budget de l'Etat a

CONJONCTURE

de la presse » d'Europe L.

Le report au mois d'avril du feu vert officiel a aussi pour objectif d'amadouer les Etats-Unis. Ceux-ci, qui détiennent, grâce à Boeing et à McDonnell Douglas, environ 80 % du marché mondial des avions civils, s'inquiètent de la concurrence accrue qu'Airbus fait à leurs constructeurs. Ils accusent les Européens de tricher et de vendre leurs avions à perte, grâce aux subventions qu'ils allouent aux construc-teurs. Ils comparent les 2,5 milliards de dollars exigés par la construction de l'A-330 et de l'A-340, qu'ils disent non rentables, et les 700 mil-lions de dollars que leur MD-11, dérié de l'ancien DC-10, contera à McDonnell Douglas. Ils .en concluent qu'il est anormal que les Etats portent à bout de bras des avions déficitaires.

En repoussant d'un mois le lancement de leurs nouveaux avions, les constructeurs européens peuvent espérer ne pas provoquer les Améri-cains et leur faire un peu mieux comprendre leurs règles du jeu pour se doter d'une industrie aéronantique digne de ce nom.

Qu'ils y parviennent ou non; il leur restera à se répartir le «gâteau» Airbus ; un tiers pour l'Allemagne, un tiers pour la France, un cinquième pour la Grande-Bretagne, un vingtième pour l'Espa-gne. Il faudra encore faire place aux Belges (Belairbus), aux Nécrian-dais (Fokker) et aux Italiens (Fiat), tous conviés à fabriquer l'A-330 et l'A-340 et à les achoter.

ALAIN FAUJAS.

La privatisation de la CGCT

## REPÈRES

## Crédit

## Baisse des taux en Italie

Le taux de l'escompte en Italie a été réduit d'un demi-point passant de 12 % à 11,5 %. Il a sinsi retrouvé son niveau de 1977. La demière baisse (13 % à 12 %) remontait à mai 1986. L'escompte italien svait atteint en mars 1981 le taux-plafond de 19 %. Il avait été progressivement abeissé depuis. En 1986, il avait été ramené successivement à 14 % (le 21 mars), à 13 % (le 24 avril), puis à

La banque San Paolo de Turin a immédiatement réduit d'un demi-point sont *prime rate* (taux de base), qui est passé de 13 % à 12,5 %.

## Conflits sociaux

## Une remontée en 1986 due à la SNCF

Selon les premières estimations du ministère des affaires sociales, les conflits du travail ont entreîné en 1986 la perte de 1 037 300 journées individuelles de travail, contre 884 892 en 1985, année qui avait enregistré le plus bas nivaau de grèves depuis 1946, soit une hauses de 17,2 %. Cette hausse — relative - est due pour l'essentiel aux grèves

de la SNCF. Les conflits localisés -569 300 journées individualles par-dues, soit une moyenne mensuelle de 47 500 - ont battu de nouveeux records à la beisse, tancils que les conflits généralisés entraînaient le

perte de 468 000 journées (niveau le plus élevé dapuis 1979), dont 420 915 pour le saul mois de décembre (383 140 pour le seule SNCF).

En janvier, selon les statistiques du ministère des affaires sociales, on a observé un léger regain pour les conflits localisés : ils ont touché 137 établissements occupant 181 300 salariés ; 28 300 salariés ont cassé le travail, ce qui a entraîné ont cessé le travail, ce qui a entraîné is perte de 68 800 journées (contre 36 200 en janvier 1986). Pour les conflits généralisés l'e effet secteur public » a continué à jouer avac 394 600 journées individuelles perdues, dont 377 825 pour la seule SNCF.

## Production industrielle

## + 1,7 % en un an pour les Etats-Unis

L'indice de la production indus trielle aux Etata-Unis a augmenté de 0,5 % en février par rapport à janvier. C'est la cinquième fois consécutive que cet indice mensuel augmente. En un an (février 1986 comparé à février 1985) la progression est de 1,7 %.

Le bon résultat de février compense la révision en baisse de la pro-grassion initialement calculés pour janvier: + 0,1 % au lieu de

D'autre pert, l'indice des prix de gros qui préfigure généralement l'évolution des prix de détail a aug-menté de 0,1 % en février après un bond de 0.6 % en ianvier.

## Un projet de 24 industriels normands

## Des centrales thermiques d'occasion pour les pays en voie de développement

Vingt-quatre industriels nor-mands réunis en groupement d'intérêt économique (GIDEN) ont présenté, le vendredi ont presente, le vandredt 13 mars, à Rouen un projet visant à revendre à des pays en voie de développement des cen-trales électriques classiques d'occasion mises hore service par EDF pour faire place au pro-gramme nucléaire. Depuis plu-sieurs années, EDF ferme l'une sonne l'autre ses centrales theraprès l'autre ses centrales thermiques su figui ou au charbon, pour la plupert en perfeit état de merche. Huit tranches themiques sont ainsi disposibles an Franca, et, dans les dix ans à venir, dix à quinze centrales clas-siques seront mises hors service. Le groupement normand, qui comprend tous les corps de métiers du bâtiment et du génie

à EDF ces centrales, promises à la casse, puis, après démontage et remise en état, de les revendre, pour 58 % du prix du neuf, à des pays en développement qui disposent de resources natu-relles fossiles, mais, faute de capacités financières, ne pouvent satisfaire leurs besoins en électricité. Le GIDEN, qui étudie sérieusement ce projet depuis un an, affirme avoir déjà trois clients « très incéressés ». Outre le prix (1,2 milliard de francs au lieu de 2,3 milliards), l'avantage pour les pays clients serait un délai d'installation très court. Les pourpariers an cours evec EDF pourraient aboutir, salon le groupement, dans les mois à venir. - (AFP, AP.)

## **ECHANGES INTERNATIONAUX**

## Le ralliement japonais permet de lancer la réforme des crédits d'aide liée

Le verron japonais a fini par santer. En acceptant formello-ment, le vendredi 13 mars, de se rallier an compromis laborieusement mis au point par ses partement mis au point par ses parte naires en janvier dernier, Tokyo permet aux vingt-deux pays industriels unis par le «consensus» de POCDE (Orga-nisation de coopération et de developpement économiques) sur-les prêts à l'exportation d'aménager les règles du jeu interna-tional sur un point sensible, celui des crédits mixtes, rehaptisés « crédits d'aide liée ».

Dénoncé par les Etats-Unis depuis... 1984 comme un élément de distorsion dans les échanges, ce type de financement a pris, avec la raréfaction des grands contrats due à la montée des difficultés dans le tierrande une dimension nouvelle monde, une dimension nouvelle, celle d'une arme souvent décisive dans une concurrence devenue

La France estime ainsi obtenir La France cenme ausa cocenir haque année quelque 10 à 12 mil-liards de francs d'engagement, soit près du quart des grands contrats dont elle bénéficie. Tont en trouvant excessives les critiques initiales de Washington, Européens et Japonais avaient fini par admettre la nécessité d'accroître progressivement la part des dons dans les crédits d'aide hée et d'en répartir plus équitable-ment le fardeau pour les pays créan-

Le compromis de janvier qui pourra désormais entrer en applica-sion prévoit deux étapes. L'une, au 1 millet, portera la part minimale

 Dissolution du Centre mondial informatique le 1" juillet. - La Centre mondial informatique et resource humeine sera dissous « à compter du 1º juillet 1987 », selon un décret paru le vendredi 13 mars dans le Journal official. Créé en 1982 par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, le Centre mondial informatique avait notamment pour mission la maîtrisa du développement du prola maiursa du developpement du pro-grès scientifique afin de faire de l'informatique l'instrument d'un développement économique et social nouveau. M. Madein, ministre de l'industrie, avait annoncé la dissolution du Centre mondial et celles d'autres organismes en septem-bre 1986, pour des raisons budgé-taires et parce qu'il en contesteit les

L'effort ainsi consenti n'est pas négligeable. Paris évalue à plus de 700 millions de francs le cour budgé-700 millions de francs le coût budgé-taire de chaque relèvement de cinq points de l'élément dont un surcoût estimé pour l'ensemble de l'opéra-tion à quelque 3 milliards de francs par l'Allemagne fédérale. Car, pour la RFA, comme pour les Pays-Bas et le Japon, trois pays bénéficiant de teux d'intérêt très bas, l'antre volet de la réforme des crédits d'aide liée rendra ce type de financement sensi-blement plus coûteux.

blement pius conteux.

Jusqu'à présent, l'élément don était calculé à partir d'un taux d'intérêt fictif de 10 % appliqué à tous les pays préteurs. Une aubaine pour Tokyo, Bonn ou La Haye, la différence entre leur loyer de l'argent et ce taux de référence étant assimilée à des dons, une part pouvant représenter 25 % pour l'Allemagne, 30 % pour le Japon de dons gratuits. Il aura fallu que, par deux fois, les partenaires européeas mettent en minorité les Allemands et les Nécriandais au sein de la CEE pour contourner leur opposition et per-Nécriandais au sein de la CEE pour contourner leur opposition et permettre à la Communanté de disposer d'un mandat dans ce domaine. Les Japonais out traîné les pieds pour les mêmes raisons. Maintenant la situation devrait être plus claire et se rapprocher de la réalité des conditions de crédit dans chaque naux rions de crédit dans chaque pays mêteur. Deux étapes sont d'ores et déjà prévues, en juillet prochain et en juillet 1988, pour calculer la part des dons en tenant mieux compts des taux sur les titres et obligations d'Etat à cinq ans pratiqués par cha-

Enfin, les membres du « consensus » sont d'accord pour augmen-ter de 0,3 point les taux d'intérêt minimaux sur les crédits bénéficiant d'un soutien public et desinés aux « pays intermédiaires » et aux pays relativement payres. Le taux sera porté au le juillet pro-chain à 8,55 % pour les premiers et à 7,70 % pour les seconds. Ainsi se ternine une longue polémique qui a envenimé en de multiples occasions les relations entre pays industriels et risquait de peser, si les Japonais n'avaient fini par donner leur accord, sur la conférence ministérielle de l'OCDE des 12 et 13 mai

FRANÇOISE CROUIGNEAUL

M. Delors pour un rapprochement industriel franco-allemand Communanté paient encore le prix, politique et psychologique. A l'époque, Siemens, la acciété informatique française CII et son homologue britannique ICL avaient formé le « Je souhaite une solution européenne qui donne un signe à l'Allemagne, qui permette de rapprocher les Français et les Allemands, ce dont, dans la période actuelle, on a bien besoin. Compte tenu de la situation de la CEE, de l'imporgroupe UNIDATA pour produire ensemble des ordinateurs. Puis à la suite d'un arbitrage de M. Valéry Giscard d'Estaing, la CII avait quitté brusquement l'association tance pour notre audience future du pour se marier à l'américain Honey-well.

Or l'Acte unique européen va entrer en vigneur le 1ª avril. Sa fina-lité est d'établir en 1992 un « grand marché », afin précisément de favoriser l'émergence de groupes indus-triels européens capables de répon-dre aux technologies des Etats-Unis et du Japon. Est-ce le moment de choisir une association avec des que la Commission s'apprête à Américains? Est-ce opportun, alors demander aux Douze de consentir un effort substantiel pour ouvrir devantage leurs marchés publics à la concurrence des pays partenaires (les propositions seront transmises le 19 mars), de provoquer tout à la fais Siemens, la Bundespost (les P et T ouest-allemands) et le gou-vernement fédéral, en donnant le feu vert à une formule qui signifierait pour la France l'achat de centranx téléphoniques conçus aux Etats-

## Une Allemagne hésitante

La Commission, suite aux initiatives prises il y a quatre ans par M. Etienne Davignon, a réussi à jeter les bases d'une coopération enropéenne entraînante dans ce socteur stratégique des télécommunica-tions. Depuis 1984, les représentants de l'industrie et des administrations des P et T des Douze, qui aupara-vant s'ignoraient et se jalousaient, se retrouvent régulièrement à

Ce travail a porté ses fruits. Son la houlette de la Commission, les Douze et leurs industriels par le truchement de la CEPT (Conférence européenne des postes et des télé-communications) mettent au point des normes communes, ce qui constitue l'une des clefs de la maitrise des réseaux de demain. En 1985, les Donze ont adopté la

phase de définition du programme de recherche RACE dont l'objet est de promouvoir la coopération des striels, des centres de recherche et des universités, pour mettre au point des « réseaux à larges bandes » (véhiculent voix, textes et images) qui irrigueront l'Europe avant l'an 2000. Le programme RACE doit maintenant passer à la phase suivante, de même d'ailleurs que le programme ESPRIT, qui sesure avec un succès confirmé la coopération des industries des Douze dans la filière des technolo-

21.9 miliards de francs. Cette dette, gies informatiques. Le développement de ces initia-tives et de quelques autres passe par l'adoption d'un programme cadre décrivant les lignes directrices de la nier pour défendre le franc grâce à une procédure de financement à très politique commune de recherche

Anjourd'hui, les Français bou-gent. La prochaine réunion des ministres de la recherche a lieu le ministres de la recherche à lieu à
23 mars. M. Delors, qui attache
beaucoup d'importance à l'adoption
de ce programme cadre, estime que
la position allemande est déterminante. D'une manière plus générale,
le président de la Commission, qui
cerne au jour le jour les difficultés

inextricables de la politique agricole enropéenne an cours de la periode 1987/1991. Mais les propositions présentées par la Commission sont bloquées depuis plusieurs mois par la France, la RFA et le Royaume-Uni, qui trouveut l'enveloppe financière trop salée.

Anjourd'hui, les Français bougent. La prochaine réunion des ministres de la recherche a lieu le virels européens. Siemens est une propient de la periode propient de la coopération monétaire, etc., juge hautement prioritaire de resserrer les liens avec la RFA: « Je constate que l'Allemapour aller de l'avant en matière européens. Je crois par alleurs qu'il faut créer un club des industriels européens. Siemens est une triels européens. Siemens est une entreprise remarquable qui a un rôle important à y jouer. Nous pouvons faire là, en termes de progrès de la Communauté, un des coups les plus importants de 1987. »

PHILIPPE LEMAITRE

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

## VW épure sa direction financière à la suite de la fraude

Six membres de la direction financière de Volkswagen ont été relevés de leurs fonctions dès le jeudi 12 mars, a annoncé, vendredi, le directoire de l'entreprise ouest-allemande victime d'une fraude sur les changes portant sur 480 millions de deutschemarks (le Monde du 13 mars). Menacé dans se réputation de gestionnaire, inquiet des conséquences sur l'opinion publique et sur les salariés. M. Carl Hahn le président, semble vouloir faire le ménage, sans ettendre les conclusions de l'enquête judiciaire ouverte par le parquet de Brunswick. Les six personnes sont des responsables de la division chamée des mouvements de change, le numéro deux des finances du groupe, M. Gunther Borchert et le chaf cambiete, M. Burkerd Junger, qui a été, lui licencié. Il avait d'ailleurs démissionné en jenvier « à le suite de divergences de vues sur l'ampleur des opérations de changes » et a donc été dispensé de son préevis. VW ne précise pas si ces personnes sont soupçonnées de complicité

Des voitures japonaises

pour le métro de New-York Les autorités du métro de New-York ont annoncé, le vendredi 13 mars, qu'elles avaient choisi d'accorder à la firme japonaise Kawasaki - au détriment du consortium franco-américain Westinghouse-Amrail - .un contrat de 230 millions de dollars pour l'achat de 200 voitures. Le consortium franco-américain avait obtanu une option après avoir déjà signé deux contrats représentant au total une enveloppe de plus de 240 millions de dollars pour la fourniture de 425 voi-tures de fabrication française. Environ 160 de ces voitures (du type R-68) ont déjà été livrées. Un porte-parole de la direction des transports en commun new-yorkais, M. Gared Lebow, a indiqué que les voitures R-68 ont connu de nombrauses défaillances techniques d'où la décision de rejeter l'offre de Westinghouse-Amrail. Le prix proposé par le constructeur japonais, en outre, est moins cher que celui de son concurrent. - (AFP.)

## Siemens et Arco se regroupent dans l'électricité solaire

Arco Solar et Siemens Solar, filiales des groupes Atlantic Richfield (USA) et Siemens (RFA), spécialisées dans l'électricité solaire photovoltaique, ont signé un accord pour exploiter ensemble leurs techniques en Europa. Une société communa, nommée Arco Solar (Europe), sera basée en Allemagne fédérale près de Cologne. Dotée de la licence d'Arco, elle

étudiera la construction d'une usine destinée à produire des modules photovoltaïques à fine couche de sili-cium. Arco, leeder mondial du photovoltaique dessart l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que l'Extrême-Orient, mals restait jusqu'ici absent

## Un chimiste américain à Dunkerque

A l'occasion d'une visite à Dunker-que le jeudi 12 mars, M. Alain Mede-En, ministre de l'industrie, s'est féli-cité du succès de la « zone d'entreprise » décidée dans ce port fin février et où la création progressive de 580 emplois a été annoncés. La ministre prévoit la création supplémentaire de 300 emplois dont 120 seraient fournis par la firme américaine de produits chimiques et pharmaceutiques American Cyana-

## Vallourec ne cède pas à Dumez le contrôle de GTM-Entrepose

Des rumeurs sur l'acquisition prochaine des 43 % du capital de GTM-Entrepose (appartenent à Vallourec) per Dumez a conduit la Compagnie des agents de change à suspendre la cotation de Dumez à la Bourse de Paris vandredi 13 mars en fin de matinée. La publication d'un communiqué de Vallourec affirmant que le groupe e n'envisage pas de céder le contrôle » exercé sur GTM-Entrapose a permis la reprise de la cotation en

# Revue des valeurs

## **BOURSE DE PARIS**

A seule référence à l'indicateur instantané qui, chaque jour, donne la température à la corbeille n'est pas d'un grand secours pour percevoir ou comprendre l'événement majeur qui s'est produit cette semaine à la Bourse de Paris. A l'issue des cinq séauces hebdomadaires, le score était à peine positif (+ 0,6 %), après avoir évoiné dans les deux sens, avec des écarts très limités.

dans les deux sens, avec des écarts très limitis.

Pause, résistance, consolidation, rollà les mots qui conviennent pour qualifier l'état du marché observé ces jours derniers. Le calme de la tendance a ainsi masqué la tempête que le misistre de l'économie, M. Balladar, et le syudic des agents de change, M. Xavier Dupout, out à tour de rôle fait s'abattre sur le paysage boursier. Avec une rapidité qui a surpris l'ensemble de la communanté financière, ils out mis sur pied une réforme « historique » à plus

La fin du monopole des agents de change — qui datait du Premier Empire — sera effective au 1" janvier 1992. A cette date prendra fin le fameux sumerus clausus qui protégeait des gêneurs les quarante-cinq charges parisiemnes et les quinze charges de province. Mais d'ici là, lesdites charges pourront ouvrir progressivement leur capital aux hanques françaises et étrangères, en trols étapes : 30 % au 1" janvier 1988 ; 49 % au 1" janvier 1989 ; 100 % au 1" janvier 1990. Ces mariages devrout simplement être agréés par la chambre syndicale, en lisison avec la direction de Trésor.

Antant dire que les acteurs qui peuplaient jusqu'ici la scène boursière vont être amenés à changer de tirade, étargir leur répertoire, jouer des rôles de composition. Aissi, les agents de change « classiques » vont-ils pouvoir accèder au marché mouétaire et « développer leur capacité d'intervention sur le marché financier », selon les termes de M. Balledur. L'émergence de « maisons de titres » à l'américaine est inscrite dans la logique des textes.

Paméricaise est inscrite dans la logique des textes.

Si le syndie a estimé u'avoir perçu « aucune majorité défavorable » parmi ses collègues, à l'amonce de la réforme, celle-ci a afimenté des discussions passionnées autour de la corbeille. Les banquiers buvalent du petit lait.

« Je sais arrivé à la Bourse en 1920, et ils y pensaient déjà », confiait un habitué du Palais, à propos de l'intronisation prochaine des établissements de crédit sons les lambris. Alors que l'Association française des banques (AFB) exprimait son « très grand intérêt » pour la réforme, qui marque, selon elle, use « étape essentielle de la modernisation et de l'élargissement de la place financière de Paris », quelques agents de change accuelhaient le grand chambardement avec tiédeur. « La perspective qui nous est offerte est de devenir sous-chef de Bourse des banques, avec

Filatures, textiles, magasins

SCOA ...... 116,89 + 9,36

Bâtiment, travaux publics

Darty 544
DMC 695
Galories Lafayetts 1155

April Centrepr. .

Dunez .....

Métallurgie

De Dietrich

vre . . . . . . . .

construction mécanique

13-3-87 Diff.

13-3-87 Diff.

1 580 1 249

13-3-87

- 17 inch. + 3,05 - 36 + 16 + 9 + 19 - 5 inch.

Diff.

1 450 inch.
38,28 - 1,50
3 800 + 28
805 + 108
546 + 20
189,18 + 9,10

## Réforme

tation de la place française devait permettre de lutter...

Pour l'actionnaire moyen, une chose compte : voir la stion de son portefeuille s'améliorer. Sera-t-il satisfait ? Aucune baisse des tarifs n'est pour l'instant prévue. Les charges qui le souhaltent pourront se cantonner à servir uniquement une clientèle de particuliers. Quant sux autres, celles qui joueront la carte de l'ouverture, elles devront choisir après mûre réflexion un partennire... susceptible de les accepter.

Pour l'instant, les meilleures charges font l'objet de sollicitations très alléchantes de maisons étrangères, les banques françaises restant encore prudentes. Quitte à devenir chefs de Bourse, certains préfèrent encore défen-dre les couleurs de Salomon on de Sumitomo Bank, plutôt que celles de la BNP... Les rapprochements en perspective réservent sans doute de belies surprises.

C'est dans ce climat de supputation et de légère excita-tion que les boursiers ont accueilli les bous résultats de sociétés cotées ou en passe de l'être. En 1986, le bénéfice net non consolidé de Paribas a ainsi progressé de 69 %, pour atteindre 385 millions de francs. L'Européenne de Banque (ex-Banque Rothschild) a pour sa part dégagé un résultat net de 13,3 millions de francs l'au passé, confir-ment son retour sur la home voie de 1985, aurès trois mant son retour sur la bonne voie de 1985, après trois années de pertes consécutives. Une information intéres-sante à l'approche de la privatisation de cette institution, filiale à 51 % du CCF.

La Lyounaire des eaux a, pour sa part, affiché sa belle santé, euregistrant pour 1986 un bénéfice consolidé (part du groupe) en progression de 30 %, à 360 millions de france. Nord-Est se signalait anssi à l'attention des opérateurs en annouçant pour l'année écoulée un résultat net en hausse de 26 % (99,5 millions de france).

La société estime surtout qu'en 1987 la progression sera de 35 %. Une perspective souriante en attendant l'ang-mentation de capital de 400 millions de francs (par émis-

13-3-87 Diff.

13-3-87 Diff.

548 + 2070 + 855 - 1579 + 687 - 3628 + 1235 + 701 + 243,10 + 3440 + 1452 - 898 + 1394 - -

Mars 87

107,90

107.80

107,89

Nombre de contrats : 20 030.

108

+ 40 + 4,29 + 130 - 13,79 + 46

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 13 mars 1987

Juin 87

107,80

107.80

107.55

107,55

+ 60 + 70 - 134 + 110 - 8 + 90 - 172 - 172 + 160

Alimentation

Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour

Casino
Euromerché
Guyenne et Gase,
Lesieur
Martell
Moët-Hammessy
Nestlé

identale (Gle)

Olida-Caby ..... Pernod-Ricard ...

Verve Clicquot . . .

Arjomari ......

Nord-Est
Presses Cité
Saint-Gobain
Sanofi
Skia Rossignol

Premier .....

+ hast .....

Valeurs diverses

## Semaine du 9 au 13 mars

sion d'obligations) projette par la direction. Sa diversifica-tion dans la société aéronautique Latécoère est aissi

Soucieux d'éviter une spéculation malsaine, M. Balla-Soucieux d'éviter une spéculation maisaine, M. Israndur a, en outre, demandé la suspension des tâtres participatifs de la CGE, qui sera bientôt privatisée. Le ministre a fait savoir que cette mesure ne présagenit « d'ancune décision sur le principe d'une éventuelle conversion de ces titres, ni sur les modalités qui pourraient être retenues par tel échange.

pour un tel échange...

Vendrefi, c'était au tour de Dumez d'être suspendu. Le bruit circulait avec insistance d'un rachat de GIM-Entrepose par ce grand du hâtiment français, qui rachèterait à Valiourec su participation de 43 %. Valiourec démentait cependant être sur le point de céder ses parts dans GIM, et le titre Dumez était de nouveau coté en

Ce flot d'informations et de surprises s'est propagé sur un marché très actif (plus de 1,5 milliard de francs par jour sur les actions françaises, au règlement mensuel), sûr de ses propres forces, continut dans l'avenir. La Société des analystes financiers d'entreprise (SAFE) a récemment indiqué que deux marchés offraient de belles perspectives : Paris et New-York. Dans ces conditions, les boursiers ne cèdent pas au vertige des sommets. Peut-être out-ils tort. Chacun se gargarise de la hausse passée comme d'un justificatif à une hausse prochaine. L'excroissance boursière éloigne pourtant chaque jour davantage les cours d'un niveau raisomable, compte teun d'un environnement économique certes peu inflationniste, mais somme toute médiocre.

Dans le but d'offrir à sa chientèle lastitutionnelle un

Dans le but d'offrir à sa clientèle institution Dans le but d'offrir à sa chemete instrumente un ostil supplémentaire pour se couvrir, investir ou... spéculer, la charge Meeschaert-Rousselle a lancé le 10 mars à 10 heures (à l'instant précis où M. Balladur aumonçait la grande réforme!) un contrat de gré à gré d'options sur l'indice CAC. Ce nouvel instrument de gestion du risque (que propose aussi la banque Danséuil-Leblé) devrait, en se généralisant, favoriser une extension de l'activité.

generalisant, invorser une extension de l'activité.

L'option est en l'espèce un droit d'acheter ou de vendre une valeur de l'indice à un certain cours, pendant une période donnée. Elle perunet à l'atilisateur de prendre des risques supplémentaires, avec une sécurité accrue. Avec le développement prochain d'options sur titres (en juin), la Bourse de Paris devient peu à peu une grande surface de la finance. Mais gare à la fièvre acheteuse que sascite parfois un excès d'offres.

Matériel électrique

Matra 2460
Merlin-Gérin 2562
Moteurs Leroy-Somer Monlinex 196,68
PM Labinel 928
Radiotechnique 1588

1 185 21 ..... 715

Mines d'or, diamants

De Beers ...... Drief. Cons. .....

(1) Coupon de 5,50 F.

107,75

107,75

107,55

107,55

**ÉCHÉANCES** 

13-3-87 Diff.

- 118

844 - 8 196,60 - 19,40 928 - 38 1 538 - 107 233 + 1,50

13-3-87 Diff.

99,20 + 4,10 82,20 + 6,16 73 + 1 625 + 29 86,60 + 3,18 282 + 16,56

Déc. 87

107,60

107,65

107,35

167,45

107,45

35 + 3,60 + 1,60 + 3,30 + 4,10 + 0,10 + 1 + 29

113,40

542 124,50

879

services publics

## ERIC FOTTORING.

# Pétroles Esto (1)

			réduction :
	13-3-87	Diff.	tamiques,
Elf-Aquitains Esso Exten (1)	345 475 509 355	+ 3,10 + 16 + 6,65	respoir d'i lespoir d'i lescrion de l'a cettion de
Francarep Petrofina Pétroles B.P. Primagaz	1 629 146 848	+ 80 - 1 + 71	d'Etat so reprise de d'Etat émi tant de 1 r
Raffinage Royal Dutch Sogerap Total	163,88 689 429 472,10	+ 31	On note sociétés d braveries

Sogerap Total (1) Compan de 4,65 F.

## BONS DU TRÉSOR Séance du 13 mars 1987

Echimon		A. 17	Career compen- rence	Vacinties (jess/veile) en plu	
Mars 87 .	96,62	92,60	92,60	- 0,62	
Jain	92,77	92,77	92,77	-	
Sept	NC	NC	92,78	+ 0,61	
Dic	92,77	92,77	92,77	-	
Mars 29	92.75	92.74	92.75	_	

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	-	Wat an
		Val.ess cap. (F)
	200	certic (t.)
Moët-Hermessey .	193 953	503 840 256
Pengeot		333 526 306
Saint-Gobain		309 583 864
Michelin		271 024 910
Générale Esux	160 402	245 428 243
Thomson		219 316 718
Lefarge	143 492	217 679 501
BSN		196 547 025
Navig. Mixte	152 428	184 055 909
Alathom		172 634 945
Air liquide		158 388 340
Labimal	158 915	155 317 790

MARCHÉ LIE	RE DE	L'OR
	Cours 6 mars.	Cours 13 mars
Order Miles on beauty	70.000	-

(\*) Du 6 su 12 mars inclu

	Cours 6 mars.	Cours 13 mars.
Or the (billio on borre)	78 900	81 000
- (Idio en Enget)	80 100	81 000
Pièce française (20 fr.)	511	612
Price française (10 fr.)	370	365
Pièce seisse (20 fr.)	560	645
Pièce latine (20 tr.)	466	468
© Pièce tunicieme (20%.)	468	467
Soundaries	586	201
Souverain Eizebeth 1	802	605
O Denti conversio	346	347
Pièce de 20 dollers	3 065	3 120
- 10 dollars	1 470	1 520
0 - 5 dollers	917	966
- 50 occos	3 105	3 126
0 - 20 merics	605	606
- 10 floring	482	488
e - 6 roubles	340	330

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)				
Valence	Hansse %	Valents	Baisse %	
Salvagae Strafor GTM Entrapose Electro, Fannat. Lebon Prinargaz Vallouzee Metal Alerhom Prinardal Unibuil	+ 185 + 155 + 114 + 104 + 104	Venna Caquet Monitaex Bober Casino Most Hezmeny Radiosocheique VIS Semoor DAC Salomon Crédit astional	- 14.4 - 8.7 - 7.6 - 7.3 - 6.4 - 5.59 - 5.59 - 5.57 - 5.7 - 5.7	

## **BOURSES** ÉTRANGÈRES

## **NEW-YORK** Nerveex

Wall Street a évolué cette sema Wall Street a constructure of the sur une note irrégulère et nervetise, dans un marché actif. Ce sont des considérations d'ordre technique, basées sur le calendrier, qui out entraîné des fluctuations erratiques de la tendance. Le 13 mars, le Dow Jones elétorati, à 1200 de semaine.

plus tôt.

De nombreux inventisseurs out d'abord préféré prendre leurs bénéficus à l'approche du 20 mars, dans d'expiration d'une série d'options liées aux indices boursiers. Par le passé, en effet, ces déboucheges se sont traduits par des effondrements de cours, les grandes institutions financières opérant des ajustements à la vente souvent massifs. C'est, en outre, le 31 mars que cos institutionnels devrant ciôturer les rapports trimestriels présentés à leurs cienna. Des achats out dosc en lieu pour ne pas faire resortir trop de liquidités. Ces deux mouvements se sont ainsi succédé tout au long de la semaine, donnant su marché son allure heurôs.

	Cours 6 mars	Cours 13 mars
Alcoe	44 3/4 23 3/8	43 3/4 23 3/1
Boting Bank	51.7/8 36.3/4	52 1/4 36 3/1
Du Post de Nemours Eastman Kodak Exton	305 1/4 76 3/4 81 1/2	75 1/1 75 1/1 82 5/1
Ford	81 1973/4 777/8	79 3/4 195 1/1 77 7/1
General Motors Goodyear IBM	54 5/8 139 3/8	53 1/4
Mobil Oil Plizer	44 1/2 42 3/4 73 1/8	45 1/4 73 5/1
Schlamberger	39 3/8 34 5/8	37 5/8 34 5/8
UAL Inc. Union Carbide USX	57 3/8 27 24 7/8	587/1 287/1 25
Westinghouse Xents Corp	65 5/8 TI 1/4	64 3/1 72 5/8

## LONDRES Amélioration

17 Sept. 10 12

G

. ...

 $\simeq \cdot \cdot$ 

Anrès un départ terne, malaré une éduction de 1/2% des taux de base bri-amiques, le tendance s'est améliorée ette semaine au Stock Exchange, dans espoir d'une baisse supplémentaire du over de l'argent à l'occasion de la pubi-stion du budget, le 17 mars. Les fonds l'Etst se sont distingués grâce à la puise de la livre. Un nouvel empruat Eliza femis par le Trésor pour un mon-

orasseries), dopes par l'espoir d'an boom de la demande si le budget silège les comptes sur le revens. Les pharms-cemiques et les pétrolières étaient égale-ment recherchées.

le 6 mars) ; fonds d' d'or, 340,1 (contre 3	Etal 89.	37 : min
	Cours 6 mars	Cours 13 man
Beechen	564 416	551 412

	6 mers	13 mars
Bouchem Bowater Brit, Petroleum Charter	544 446 777 315	551 412 819 317
Courtanids De Beess (*) Giaxo Gt. Univ. Stores	401 1/2 10 27/32 15 3/8	382 10 25/32 15 9/16
Imp. Chemical Shell Unilever	13 31/64	13 3/8 12 9/64 25 47/64
Vickers War Loan	38 11/16	487 39 1/4

## FRANCFORT Effritement

L'amerce de reprise notée précédem L'amente de l'eprise notes precedem-ment ne s'est pes poursaivie cette semaine à Francfort. La Bourse a été perturbée par des venites de l'étranger et la perspective prochaîne d'augments-tions de capital d'importantes sociétés (Babcock, Hochtief) et de la privatisa-tion de Veba.

tion de Veba.

De plus, elle a été particulièrement choquée par l'amonce, mardi, par la direction de Volkswagen de peries de changes qui pourraient atteindre 480 millions de deutschemarks, faisant perdre au titre 7 % de sa valeur en une seule séance. Par rapport à la semaine précédente, VW a baissé de 22,70 DM, à 329,90 DM.

2 329,90 DM.
On notait le repli de Daimler Benz et des valeurs bancaires.
Indice de la Commerzbank du 13 mars : 1711,7 (contre 753,6 le

6 mars).		
	Cours 6 mars.	Cours 13 man
AHG BASF Bayer Commerchenk Dentschebank Hoechs Karstadt Manneaman Sternen Volkswagen	366 253 256,76 266 666,59 253,50 425 165,10 653,50 352,59	312 259,16 365,66 257 639,5 259 413 162,50 651,56 320,86

## TOKYO

Nouveaux records Avec un record par jour, de mardi à vendredi, Tokyo a attrapé, cette semaine, une indigestion de hansses. Les valeurs liées à l'exportation, à la recherche sur le SIDA oni été très demandées,

de même que Honda.

Indice Nikkel du 13 mars: 21 497.95

- nouveau record, - contre 21 105.55.
Indice général: 1 844.91, contre 1816.09.

-	6 mars	13 m
Alex Bridgestone Canou Fig. Bank Handa Motora Missuhita Electric Missuhita Heavy Sony Corp. Toyota Mosors	435 694 880 2 640 1 350 1 810 547 3 250 1 760	2 64 1 54 1 84 3 36 1 83

# Valeurs à revenu fixe

on muers		
	13-3-87	Diff.
4 1/2 % 1973 7 % 1973 10,30 % 1975 PME 10,6 % 1976 8,30 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 13,80 % 1980 16,75 % 1981 16,20 % 1982 15,75 % 1982 CNE 3 %	13-3-87 1 550 8 635 191,69 102,40 123 104,30 102,30 105,40 103,34 118,62 129,19 4 235	- 8 + 155 + 0.6 + 0.1 + 1.2 + 0.6 + 0.4 + 0.4 + 0.5 + 0.5 + 0.5 + 0.5 + 0.5 + 0.5 + 0.5
CNB bg. 5 000 F CNB Probes 5 000 F CNB Seez 5 000 F CNT 5 000 F	101,45 101,80 101,80 101,60	- 0,1 + 8,1 + 0,1

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	13-3-87	Diff.
Ball Équipement	510	- 3
Bancaire (Cie)	1 074	- 39 - 24
Chargesus SA	1 938	¥ 32
CFF	1 235	- 45
CFT	606	- 13
Eurafrance	3 146 751	- 9 - 23
hum, PL-Moncess	499	- 28 - 11 + 5
Locafrance	716	+ 5
Locindus	956 1 564	- 14 - 66
Midland Bank	473	- 5 - 21
OFP	1 719	
Paris, de réest	1 490	- 17
Prétabeil	634	- 26
UCB	609	- 8

## Mines, caoutchouc,

Outi c-licci		
	13-3-87	Diff.
Géophysique	355,10	+ 4,10
Inétal	112,90 95,50	+ 9 + 2,50
Michelin	3 180 55	+ 30
Min. Penarroya	73	+ 1,40

## Produits chimiques

				13-3-87
Géophysique	112,90 95,50 3 180	Diff. + 4,10 + 9 + 2,50 + 39 + 1,50 + 1,40	Inst, Mérieux Labo, Bell. Roussel UC BASF Beyer Hoechst Innp. Chemie.	5 099 2 215 1 990 878 1 915 865
ZCI	1,34	+ 0,09	Norsk Hydro	134 144

## Une cure de jouvence pour le Dow

ans, le Dow Jones a cette semaine été rajeuni. Ca n'arrive pas ai souvent. Une vingtaine de fois depuis sa création. La dernière remonte au mois d'octobre 1985, avec l'entrée de Mac Donald Corp. Le groupe de presse Dow Jones, qui publie le Wall Street Journal et calcule ce fameux indice depuis 1928, a en effet décidé de sortir deux actions du panier des valeurs retenues : Owens Illinois et Inco. Pourquoi ? Sur la liste depuis 1959, Owens, rachetée par ses employés, ne sers bientôt plus cotée. Quant à înco, ex-International Nickel, elle ne répond plus aux critères de qua-Eté industrielle. Ces deux valeurs ont été remplacées par Coca-Cota et par Boeing.

Le groupe Dow Jones a profité de l'occasion pour publier la liste des trente valeurs composant l'indice.

Ce sont : Allied-Signal, Alumi-nium Co., American Can., Ameri-can Express, ATT, Bethlehem Steel, Boeing, Cocs-Cola, Chevron, DePont, Eastman Kodek, Exton, General Electric, General Motors, Goodyear, IBM, Interna-tional Paper, McDonald's, Merck, Minnesota M and M, Navistar, Philip Morris, Procter and Gamble, Sears Roebuck, Texaco, Union Carbide, United Technologies, USX Corp., Westinghouse Elec., Woolworth.

Avec les changements intervenus, le diviseur (coefficient de pondération) a été établi à 0,901 pour les trentes industrielles, au fieu de 0,889.

Pour l'indice Dow Jones Composite des soixante-cinq (trente valeura industrielles, vingt des transports et quinze des services publics), le coefficient est désor-mais de 4,056, au lieu de 4,025.

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 10 mars 11 mars 9 mars 2050866 1714264 1 628 288 1834165 1912435 Comptant R. et obl 9027830 10 627 662 10256408 567 271 1 444 510 593 687 634 301 656 126 10096014 10570261 11 249 805 13096128 Total .... INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986) 109,3 110 109.4

Francaises Étrangères 106,1 105.2 106,5 106,6 COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986) 112,8 | 111 | 111,1 | 111,8

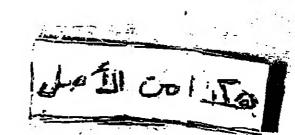
(base 100, 31 décembre 1981) Indice gen. | 443 1 438 | 440,2 | 440,3 | 441,2

# Le Monde

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE** 

Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330



## Les Godons en vedette

Sortir du dentschemark pour se mettre en sterling ou en yen, tel est le jeu cynique auquel se hyrent actuellement et massivement les euro-investisseurs en quête de gains à court terme en devises. Le mouve-ment inverse ne manquera pas de se produire dans un avenir relative-ment proche. A long terme, la devise britannique demeure anssi vulnéra-ble qu'auparavant. Le déficit de la balance commerciale de la Grande-Bretagne n'est pas paêt de se redres-ser, et ce n'est pas la présente hausse de la livre qui va l'aider. Si le prix du pétrole s'est stablisé au niveau des 18 dollars le baril, la cohésion de l'OPEP demeure précaire. à court terme en devises. Le mouve-

A SOLICE STREET

 $(\mathbb{P}_{A},\mathbb{P}_{A}) = \{A_{B}\}_{a}$ 

Contract of the St.

l'OPEP demeure précaire. Enfin, l'issue des élections qui s'approchent au Royaume-Uni n'est pas évidente. Les « Godons » pourraient fort bien élire un Parlement sans majorité. En attendant, la perspective d'un budget pré-électoral qui devrait, entre autres, se singulariser par une baisse des taux d'intérêt assure la multiplication et la rêt assure la multiplication et le auccès des euro-émissions libellées en livres angiaises.

Parmi bien d'autres, Imperial Chemical Industries (ICI), la grande société chimique britamique, en a profité pour lever aisément 100 millions de livres sur dix-huit ans. Cette durée fait de la transaction. tion ICI la vedette de la semaine, parce qu'une échéance aussi longue parce qu'une échéance aussi longue n'avait pas été possible dans ce secteur depuis l'été dernier. L'euro-emprunt offert à un prix de 101,25, avec un coupon annuel de 9,75 %, a attiré une forte demande étrangère. Celle-ci a été sensible au fait que seulement 30 % de l'émission est libérable immédiatement, le solde n'étant exigible que le 15 juillet prochain. Cet espacement procure quechain. Cet espacement procure qua-tre précieux mois aux investisseurs étrangers. Ils auront, entre-temps, la possibilité de bénéficier d'une baisse de la devise britannique qui leur per-metira éventuellement de compen-ser tout relèvement parallèle des taux d'intérêt anglais.

Lorsque l'appeau devise ou l'amorce action, les deux leurres actuels de l'euromarché, font défaut, on continue d'assister à une explosion soit d'euro-emprunts en devises exotiques porteues de cou-pons élevés, soit d'innovations qui, pour le seul besoin de la cause, à force de renchérir sur l'innagination l'hystérie. L'Allemagne est présente-ment le champ de bataille d'opérament le champ de detaille d'opera-tions aussi alambiquées que confuses. L'arrivée en force outre-Rhin des banques d'investissement américaines a contraint les établisse-ments germaniques à la contre-offensive. C'est ainsi que la toute-puissante mais combien puissante, mais combien conservatrice, Deutsche Bank a, cette semaine, lancé une opération sans coupon mais remboursable par annuités, autant obscure qu'emberificotée, pour le compte de la Baye-

rische Motoren Werke AG (BMW), la plus belle fille depuis Lols Montes que Munich ait jamais

L'emprent BMW, d'un montant total de 324 millions de dentschemarks, se décompose en cinq tran-ches de durées différentes. Chacune, néanmoins, est dotée d'une structure de remboursement identique : quelle que soit l'échéance, la dernière étant en l'an 2017, principal et intérêt sont chaque fois remboursés au cours des cinq dernières années. La longueur du télex d'invitation dépasse les 2 mètres! Les rendements proposés, qui vont de 6,25 % à 7,25 %, sont si compliqués à établir qu'ils reposent sur des formules dépendantes du type de calculatrice utilisé! Dans ces conditions, il n'est pas étomant que, après cinq jours de réflexion, un certain nombre de banques essayaient encore de comprendre le mécanisme à la veille du week-end!

Si le dollar américain a beaucoup perdu de ses attraits - le volume des euro-emprunts libellés dans la devise des Etats-Unis étant tombé bien audessous des 40 % depuis le début de l'année, alors qu'il représentait tra-ditionnellement plus de 70 % du total émis, - les transactions bien ordonnées peuvent encore susciter l'intérêt. La Société générale l'a prouvé cette sensine en dirigeant de main de maître, pour le compte de la Banque française du commerce extérieur (BFCE), une euro-émission de 150 millions de dollars. D'une durée de cinq ans, l'échéance

actuellement favorite des euroactuellement favorite des euroinvestisseurs elle sera émise an pair
avec un coupon annuel de 7 %. Ces
conditions étant alignées sur ce
qu'attead le marché et l'opération
étant garantie par la République
française, l'accueil s'est révélé très
positif, en dépit du climat difficile
dans lequel baigne une partie de
l'euromarché.

C'est également le qualité de l'émetteur, dans ce cas-ci, le Crédit foncier de France, et celle du garant, la République française, qui a permis de drainer avec succès 150 millions d'ECU dans un secteur qui, par ailleurs, n'est actuellement pas très enthousiaste. Le marché de l'ECU reste exclusivement ouvert aux emprunteurs à caractère souve-rain ou supranationaux et n'intéresse que les institutionnels. Le dentiste belge qui en avait fait les beaux jours préfère les devises à hauts coupons ou tout simplement le franc uxembourgeois.

L'euro-emprunt du Crédit foncier offert sur sept ans à un prix de 101,625 sur un coupon annuel de 7,625 % s'est donc entièrement placé auprès d'investisseurs institu-tionnels. Les deux tiers d'entre eux ont été des Japonais, et le reste des Européeas, la moitié de ces derniers étant des fonds britanniques. L'opé-ration s'est parfaitement déroulée sons l'égide de la banque Paribas Capital Markets à Londres, qui mai-trise parfaitement bien non seuletrise parfaitement bien non seule-ment la devise de la CEE, mais aussi la clientèle institutionnelle tant extrême-orientale qu'européenne.

## Impératifs pour un succès

Il est temps que Dom Pérignon soit euro-sanctifié. Most-Hennessy vient de confirmer avec superbe, au travers de son euro-émission de 800 millions de francs français dotée de warrants permettant d'acquérir des actions ordinaires du 'grand fabricant de champagne, l'adage selon lequel il ne faut pas, et l'on ne peut pas, se montrer trop avaricieux en matière d'euro-actions. Si, dans la foulée des performances exceptionnelles successivement réalisées par Saint-Gobain et Paribas, l'Etat français pense pouvoir se montrer plus rapiat au cours des privatisa-tions à venir, il ferait bien de médi-ter l'exemple de Mobt-Hennessy.

qui sera émise au pair, se traitait en fin de semaine aux alentours de 128. fin de semaine aux alentours de 128. Elle a dil être clôturée par anticipation mercredi, par suite d'une demande trop forte. L'incroyable succès remporter par Moët-Hennessy pourrait faire penser que le prix d'emission est trop faible. Il n'en est rien. Lorsqu'on vise à s'assurer une couveriure en capital de 500 %, il est indispensable de mettre toutes les chappes de son côté. En outre, comme il en a été avec Saint-Gobain et Paribas, il faut se rappe-

ler qu'au moment du lancement la réaction du public est toujours impossible à anticiper pleinement. Les conditions d'une euro-émission d'actions sont, en effet, beaucoup plus délicates à définir que celles d'un euro-emprant purament obligaéchéance. Les actions n'en out pes puisqu'elles font partie du capital, c'est-à-dire de la vie même de la société considérée. Une prime importante doit donc compenser la durée quasi perpétuelle qu'est une action par rapport à l'échéance pré-déterminée qu'est une obligation.

Pour ne pas avoir oublié ce prin cine fondamental Saint-Goba extraordinaires. En revanche, si l'Etat français, fort de performances qu'il pourrait considérer comme trop bien réussies, estime qu'il peut resserrer sans crainte l'étau de ses termes sur les opérations à venir, îl se trompe. On peut, à la rigueur, se permettre un « bide » sur une euroémission obligataire à durée déterminée. En revanche, le droit à l'erreur n'existe pas en matière

CHRISTOPHER HUGHES.

## LES DEVISES ET L'OR

## Le dollar toujours sous haute surveillance

petite escapade. Mais après avoir assez sensiblement progressé contre le franc (+ 1,5 %), et à l'égard du deutschemark (+ 1,2 %), il a prudemment fait marche arrière, sans perdre cependant tout le bénéfice de son avance. A la veille du week-end, la devise américaine, montée insou'à la devise americaine, montes jusqu'a 6,22 F et presque 1,88 DM, cotait encore 6,16 F (contre 6,1175 F le 6 mars) et 1,85 DM (contre 1,8385 DM). Le mouvement s'est fait avec circonspection, comme si les opérateurs avaient redouté une intervention des banques centrales, mais en sens inverse et pour tempérer cette fois certaines ardeurs mises par le dollar à monter avec la perspective d'une amélioration conjoncturelle outre-Atlantique. L'accord du Louvre, selon lequel le niveau actuel du dollar correspond aux « données fondamentales », doit joner dans les deux sens.

Mercredi, les rameurs circulaient que la Réserve fédérale avait freiné la hausse à partir de 1,8720 DM pour un dollar. Interrogé, le porteparole du département américain du Trésor s'est bien entendu refusé à confirmer. Les cambistes n'en étaient pes moins persuadés que la Fed était d'un façon ou d'une autre intervenu et que son action représentait la « première application signi-ficative de l'accord de Paris ». La Fed a-t-il vraiment agi ou bien cer-tains de ses responsables se sont-ils bornés, comme certains l'affirmaient, à passer quelques coups de fil pour calmer le jeu? « Soyons sérieux, dit un chef cambiste. Comparées aux transactions journalières faites sur les marchés mon-

réserves des banques centrales sont ridicules. Ces banques n'ont aucun moven d'enraver un mouvement d'ampleur. » D'après lui, il s'agirait donc d'un énorme coup de bluff pour ramener le dollar dans la fourchette 1,83-1,85 DM, trop étroite pour que la spéculation trouve quel-que intérêt à y faire des affaires intéressantes. Reste que, bluff ou pas, les velléités de hausse liées à l'espoir d'une certaine reprise de la croissance anx Etats-Unis partiellement confirmée par l'augmentation de 4,1 % des ventes en détail en février ont, momentanément, été étouffées dans l'œnf.

Naturellement, rue de Rivoli, l'on ne cachait pas sa satisfaction de voir l'accord du Louvre si bien fonctionner. Mais, là comme ailleurs, nul n'a soufflé mot sur les cours retenus audelà et en decà desquels le dollar, le deutschemark et le yen, notamment ne devaient pas s'aventurer. Mais tenir pour ce qui est du plafond du dollar sace au deutschemark », disait un expert new-yorkais. Pour lui, il ne fait pas de doute que les Six se sont entendus sur une plage de 1,80-1,87 DML

En debors de l'essai manqué du dollar pour atteindre, comme cer-tains opérateurs l'espéraient, la barre de 1,90 DM, le fait marquant de la semaine a incontestable été la montée en sièche de la livre sterling. Malgré la réduction des tanz de base bancaires britanniques de 11 % à 10 1/2 %, la devise anglaise a continué de tirer un large

Après quinze jours de pause, le diaux des changes que, profit du niveau encore très élevé du dollar a fait, cette semaine, une globalemena, l'on peut évaluer à loyer de l'argent au Royaume-Uni.

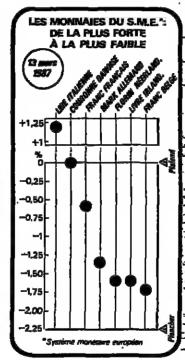
200 milliards de dollars, les La remoutée des prix du pêtrole et les sondages préélectoraux favorables à la « dame de fer » ont fait le reste. Pour tout dire, l'envolée du sterling fut telle (plus de 1,60 dollar, environ 2,98 DM et près de 10 F) que, bien embarrassée par l'afflux de capitaux, la Banque d'Angleterre dut intervenir assez massivement mercredi à l'heure du déjeuner en vendant du sterling pour, dit-on, l'équivalent de 400 mil-lions de dollars.

Opération réussie. Mais la Banque d'Angleterre a eu de la chance. Quelques heures à peine après son action, des rumeurs en provenance d'Extrême-Orient faisaient état d'une prochaine et massive baisse (2 points) des taux d'intérêts britanniques et l'entrée de la livre sterling dans le SME. Ces deux nouvelles, disait-on, seraient contenues dans le budget annuel qui sera présenté mardi 17 mars.

C'est tellement gros que personne n'y a cru. Mais par précaution les opérateurs out quand même pris leurs bénéfices. La livre n'avait-elle pas, en l'espace de quinze jours, monté de quelque 5 % ? La baisse du taux d'escompte belge n'a pas en d'impact sur la tenue du franc belge.

Opant à l'or, il a varié dans une 408 dollars l'once).

ANDRÉ DESSOT.



## **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 13 MARS**

PLACE	Livre	\$E.U.	Franc français	Franc Subse	D. mark	Franc beige	Herin	Lire japinas
		-	_			-	_	1
Londrys		-	-		-	-	-	1
	1,5778	-	16,2153	64,3501	53,9665	2,6055	47,6190	0,075
Hem-York	1,5885	-	16,3465	64,5577	54,3921	2,6281	48,1695	0,076
	9,7254	6,1678	-	396,85	332,81	16,8683	293,67	4,682
Paris	9,7176	6,1175	-	394,93	332,74	16,8775	294,67	4,688
	1,4507	1,5540	25,1986	-	83,8640	4,0490	74,0000	1,179
Zarich	2,4686	1,5490	25,3289	_	84,2534	4,8709	74,6146	1,185
	2,9222	1,8530	30,0476	119,34	-	4,3220	88,2361	1,407
Franciert	2,9204	1,8385	38,0535	112,68	-	4,8318	88,5597	1,466
	69,5253	38,38	6,2234	24,6976	287,12	-	18,7762	2,914
	69,4424	38,05	6,2198	24,5642	296,96		18,3285	2,911
	3,3117	2,1000	34,8572	135,14	113,33	5,4716	•	1,594
Ameterdan	3,2977	2,8760	33,9362	134,82	112,91	5,4559	-	1,588
	2076,36	1317	213,56	847,49	710,74	34,3147	627,14	1
	2876,17	1307	213,65	843,77	718,90	34,3495	629,57	
	246,89	152,75	24,7698	98,2947	82,4338	3,5799	72,7381	6,116
Tolopo	243.99	153.60	25,1085	99,1687	83.5463	4,8368	73,5884	9,117

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

## Guerre des nerfs sur le café

Tempéte dans une tasse de café. Le 3 mars, les cours mondiaux sont tombés à leur niveau le plus bas depuis cinq ans, déprimés par la division des producteurs et des consommateurs. Incapables de s'entendre sur le rétablissement des quotas d'exportation (1), pourtant nécessaires s'il s'agit de stabiliser les prix, ils ont donné le coup de grâce an marché. De 1 630 livres fin 1986, la tonne de robusta à Londres ne valait plus, au début du mois, que 1 290 livres. La remontée de prix à 1 320 livres le 11 mars n'a pes duré. Vendredi, les dernières cotations s'établissaient à 1 260 livres la tonne. Les conditions d'un accord entre les protagonistes sont, il est vrai, loin d'être réunies.

Le Brésil, premier producteur mondial, revendique une part de marché de 30 %, compte tenu de ses capacités d'exportation traditionnellement très importantes. Il considère comme accidentelle la sécheresse de

PRODUITS	COURS DU 13-3
Calvre b. g. (Londre)	909 (+ 7)
Trois mois	Livros/tonne
Aleminium (Lorina)	820 (- 34,5)
Treis mois	Livres/tonne
Nijekai (Loakus)	2 429 (+ 5)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Pair)	1 328 (- 16)
Mai	Francs/tonns
Caffé (Lashra)	1 260 (- 24)
Marsi	Livres/tome:
Cacao (Non-York)	1 853 (- 51) Dollars/tonne
PM (Chicago)	292 (- 4,25)
Mars	Cents/boinstan
Maile (Chicago)	139,25 (+ 3,75)
Mars	Cents/boissess
Soja (Circago)	141,50 (=)
Mars	Dollers/t. courte
	Aller infine b

récolte, diminuant de fait son poids dans les échanges mondiaux. La

Colombie et les Etats africains, ainsi que la France, ont accepté la préten-tion de Sao-Paulo. Les uns pour en finir avec une situation de prix désastreuse pour tous, Paris afin de montrer sa bonne volonté vis-à-vis du tiers-monde francophone.

Les Etats-Unis ne l'entendent pas de cette oreille. Ils préconisent une nouvelle répartition des quotas, qui s'appuierait sur les capacités réelles et récentes d'exportation des proà réduire le poids du Brésil, dont les à réduire le poids du Breal, dont les performances en 1985-1986 ont été limitées par les intempéries. Huit producteurs, que l'on baptise déjà les «dissidenta», se sont rangés aux vues de Washington. Le Costa-Rica, la République Dominicaine, l'Equa-teur, l'Inde, le Honduras, l'Indoné-cie le Papaguesia Normelle Guinés et sie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Péron vondraient ainsi bénéficier d'un quots supplémentaire, celui de «l'ancien régime» étant à leurs yeux

Mais l'incompréhension est totale. Les Brésiliens accusent les Américains d'agression économique», ces derniers les traitent de «para-noloques». En attendant, la dépression du marché fait des victimes. Le Salvador, le Honduras; le Guate-mala et le Costa-Rica dépendent du café pour respectivement 65 %, 23 %, 43 % et 32 % de leurs recettes en devises (contre 9 % seniement pour le Brésil). Selon son ministre de l'agriculture, M. Brakanon, la Côte-d'Ivoire perdra cette année 350 milliards de francs CFA (soit 7 milliards de franca français) si les cours du café restent aussi bas.

Dans le contexte, les producteurs hésitent sur la stratégie commer-ciale à adopter. Certains, comme le Kenya, estiment qu'ils n'ont pas les moyens de s'abstenir de vendre pour Le chiffre entre parembless indique la autenure une hypothétique remontée des cours. En 1986, le café a rap-uristion d'une semaine sur l'autre. attendre une hypothétique remontée

porté 490 millions de dollars à Nairobi (26 % des recettes d'exporta-tion). La crainte est réelle chez les producteurs de voir le Brésil s'engager dans une guerre des prix visant à ramener ses concurrents «dissi-dents» à de meilleurs sentiments.

Mais l'effondrement des cours qui suivrait ne serait pas pour déplaire LE CAFÉ A LONDRES (en jures per tonne, 2º échéence) NOV. DÉC. JANY. FÉV. MARS 1986 1987

aux Etats-Unis. On voit done mal pourquoi ils contribueraient à mettre fin à la bataille.

La solution, une fois encore, réside dans la négociation. Fin mars, un comité exécutif de l'Organisation internationale du café (OIC) tentera de rapprocher les vues. Mais les professionnels doutent de l'efficacité d'une telle réunion après l'échec cuisant des précédentes discussions. Pas besoin de lire dans le marc de café pour prévoir que le marché est à la veille de journées difficiles.

(1) Ces quotes out été levés en février 1986, pour stopper la flambée des prix. Ce retournement du marché à la baisse doit entraîner anjourd'hui leur

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## La décrue

Longtemps attendue, la décrue l'indice français des prix de détail, des taux d'intérêt est enfin entrée se réduira à nouveau en février. En dans les faits. C'est la Banque d'Angleterre qui, dès lundi matin, a donné le coup d'envoi en achetant des effets bancaires au taux de 10 3/8 % à 10 7/8 %, soit une baisse de 0,5 point par rapport à la fourchette en viguenr depuis le 15 octo-bre 1986. La City se montrait alors surprise par ce mouvement attendu seulement pour le 17 mars, à l'occa-sion de la présentation du budget à la Chambre des communes. Mais cela n'a pas empêché la National Westminster Bank et les autres grandes britanniques de suivre, en répercutant immédiatement sur leur taux de base qui était ainsi ramené de 11% à 101/2%.

Dans l'après-midi du même lundi. c'était au tour de la Banque de France d'entrer dans la danse, en annonçant une baisse d'un quart de point de ses deux taux directeurs sur le marché monétaire. Le taux des achats fermes sur appel d'offre, porté brutalement de 7 1/4% à 8% le 2 janvier pour défendre le franc, était ramené à 73/4%, tandis que le taux des prises en pension se repliait à 8 1/2%.

Mais, contrairement à ce qui s'est passé outre-Manche, les banques n'ont pas suivi. Le tanz de base bancaire, fixé depuis le 15 mai 1986 à 9,60% - sauf dans quelques établis-sements comme le Crédit lyonnais, - n'a pas été modifié.

Plusieurs éléments ont rendu possible la légère baisse des taux directeurs de l'institut d'émission. Le calme revenu sur les marchés des changes et la bonne tenue du franc ont entraîné des rentrées de devises au rythme hebdomadaire de 5 milliards de francs. Le différentiel d'inflation avec l'Allemagne, qui

Allemagne fédérale, les prix ont augmenté de 0,1 %, et la hausse des prix en France devrait se situer entre 0,2 % et 0,3 %.

Les Allemands oux-mêmes n'ont pas exclu une nouvelle réduction de leur taux d'intérêt. C'est du moins ce qu'aurait laissé entendre M. Karl-Otto Poehi, président de la Bundesbank, à l'occasion d'une réunion privée à laquelle participaient pourtant quelque deux cents banquiers.

En fin de semaine, la détente sur les taux se propageait à la Belgique et à l'Italie. La Banque nationale de Belgique a réduit d'un demi-point son taux d'escompte fixé à 8 % à partir de jeudi; vendredi, la Banque d'Italie modifiait le sien, pour la pre-mière fois depuis le 27 mai 1986, pour le ramener de 12% à 11,5%.

La décrue s'est également éten-due au marché secondaire français, où les rendements nets ont accentué leur glissement, revenant de 8,63 % à 8,46 % pour les emprunts garantis par l'Etat, et de 8,91 % à 8,84 % pour ceux du secteur concurrentiel, suivant les indices du Crédit lyonnais. Le Marché à terme des instruments financiers (MATIF) a, également, été à la fête, les opérateurs anticipant une nouvelle baisse des taux dans la prochaine quinzaine. Il est vrai, aussi, que le MATIF, qui a largement dépassé les objectifs de ses concepteurs avec près de 20 000 contrats traités quotidiennement, contre une prévision de 500 à 1 000 contrats, a été particulièrement choyé. Le conseil des ministres de mercredi a présenté les réformes fiscales que réclamaient depuis long-

s'était dangereusement élargi en jan- Autre bonne nouvelle, vier après l'explosion à 0,9% de M. Edouard Balladur a confirmé,

english, ar i kannagan andara andara andara andara yang angan angan andara andara angan andara angan angan ang

dens une interview au supplément. « Affaires » du Monde, que les produits des privatisations seront affectés au remboursement de la ... dette nationale et pas à une relance, comme le réclament certains. · Toute diminution des emprunts\_ d'Etat a un effet heureux sur les taux d'intérêt », a souligné le minis-, ... tre d'Etal.

Sur le marché primaire, les opérateurs se sont montrés actifs. Le BALO de landi comporte deux gros un emprunt de 5 milliard en trois tranches, dont deux à taux fixe et nne à taux variable. La premièretranche de 2 milliards porte un taux --d'intérêt de 8,30 %. La deuxième tranche, de 1,5 milliard, à bons desouscriptions d'obligations, est assor-tie d'un taux de 8,50 %. La troisième tranche ne fait pas l'objet d'un financement public. Elle porte un taux variable (taux annuel moné: taire, TAM) minoré de 0,10 %. L'emprunt global est dirigé par la Banque Paribas et le Crédit lyonnais.

La Caisse des dépôts et consignations dirigera l'emprunt de 1,9 milliard de francs des Caisses d'épargne. L'Ecureuil lance une émission en deux tranches, d'une durée de douze ans. l'une à taux fixe (8,70 %) et l'autre à taux révisable; de 600 millions de francs.

Lundi, la Banque de France procédera à trois adjudications ouvertes au public de bons du Trésor à taux. fixe d'un montant total de 10,5 milliards de francs. Les opérateurs examineront avec attention les résultats temps lesprofessionnels de ce de ces adjudications, qui pourraient donner le signal d'une nouvelle

baisse des taux en France.

(Intérim.) -

# Le Monde

## ÉTRANGER

- 3 L'option zéro et les états majors français.
- Grandes manosuvres diplo matiques autour de Berlin.
- 4 Inde : cohabitation diffi
- dans la course électorale.

## Finlande : les athlètes

## POLITIQUE

5 Le bilan d'un an de gou M. Toubon, le Conseil constitutionnel et le SIDA.

## DATES

2 Il y a cinquante ans : la fusillada de Clichy et l'appa-rition de la « réalité PSF »,

## SOCIÉTÉ

6 L'affaire du Carrefour du Une peccadille de Frédéric

## 7 Le rallye du Portugal. COMMUNICATION

7 Vive polémique entre M. Bouygues et M. Lagar-

- 8 Crimes du cœur, de Bruce - Pieur de cactus, de Baril-
- let et Grédy. Le demier disque de Julien Clarc.

## **ÉCONOMIE**

- 13 Crédits insuffisants et hostilité américaine retardent le lancement des nouveaux Airbus.
  - 14 La revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands

## SERVICES

Météorologie ...... 10 Mots croisés ...... 10 Spectacles ..........9

## RÉGIONS 12 Retour à Marseille : face à le mer, le dos à la terre ; une

benque dans son résent.

VETCS. ● Gagnez « l'Année 1986 dans le Monde ». Actualité, immobilier, Météc Bourse. Télémerket. Loisirs.

36.15 Tapez LEMONDE

MINITEL

· Les points forts de la

· Cinéma : tous les pro-

grammes Paris/pro-

Les menaces sur les otages français au Liban

## Silence de l'OJR après le rejet par Paris de son ultimatum

L'Organisation de la justice révo-lutionnaire (OJR), qui menace lutionnaire (OJR), qui menace d'assassiner un des otages français du Liban, Jean-Louis Normandin, n'avait pas réagi, le samedi 14 mars en fin de matinée, au rejet par Paris de ses exigences. En principe, l'ultimatum fixé par le groupe ierroriste expirait à midi: si, à cette heure, le premier ministre, M. Jacques Chirac, n'avait pas fait «une mise au point rapide» sur de récents propos du président François Mitterrand sur la question des otages, l'OJR menaçait de «juger et d'exécuter Jean-Louis Normandin». le technicien d'Antenne 2, retenn depuis le 8 mars 1986. se manifeste. »

depuis le 8 mars 1986. Le communiqué de l'OJR faisait référence à des déclarations, mardi, de M. Mitterrand, qui soulignait notamment que les négociations d'Etat à Etat menées jusqu'alors dans l'affaire des otages du Liban n'avaient pu aboutir du fait de conditions inacceptables posées par les ravisseurs. Vendredi, l'Elysée et Matignon faisaient front commun, refusant de se diviser sur la cuestion des cingets. Le partequestion des olages». Le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, déclarait ainsi: « Je tiens à dire de la part de l'ensemble des autorités françaises

lutte contre le terrorisme, d'où qu'il vienne et sous quelque forme qu'il

se manifeste. Les parents de Jean-Louis Normandin ont été reçus, vendredi après-midi, par le directeur de cabinet du premier ministre, M. Maurice Ulrich, puis par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. En début de soirée, M. Normandin a lancé un appel demandant au parcé un cappel de la cappel A Washington, le département d'Etat a rappelé qu'un journaliste américain, M. Terry Anderson (le appel, demandant aux ravisseurs d' épargner la vie de son fils ». « Jean-Louis Normandin, observet-il, est otage depuls un an Il espère, comme nous-mêmes, comme son petit garçon, comme ses amis, sa libération prochaine. Il était venu à Beyrouth pour faire son métier de technicien de télévision. Il n'est libération de ses ressortissants retenus au Liban. qu'une victime et nous demandons ses ravisseurs de le comprendre. »

## Un défi à la Syrie

A Beyrouth comme à Paris, les menaces de l'OJR, un groupe de musulmans intégristes vraisembla-blement proches de l'Iran, ont été interprétées comme un défi à la Syrie. Depuis quelques semaines, Damas tente de frire régner un peu d'ordre dans le secteur musulman de la capitale libanaise, en s'attaquant notamment au pouvoir des milices.

Se faisant, les troupes syciemes se heurtent au Hezbollah, le parti inté-griste pro-iranien, qui entend instau-rer une République islamique au Liban.

chef du bureau beyrouthin de l'agence Associated Press), allait entamer la semaine prochaine sa troisième année de détention au Liban. Un porte-parole a dénoncé « l'acte cruel et cynique que constituaient les prises d'otages », cependant que la chaîne de télévision ABC assurait que le gouvernement américain pour suivait ses contacts avec l'Iran pour tenter d'obtenir la libération de ses resportises pur

A Paris, M. Roland Dumas, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a estimé que les négociations financières entre la France et l'Iran « progressaient ». « Les deux délégations seraient presque d'accord sur les chiffres », a indiqué M. Dumas (PS), au cours d'un déjeuner de presse. Cette déclaration est quelque peu contradictoire avec le sentiment exprimé dans les milieux du gouvernement où l'on milieux du gouvernement, où l'on fait plutôt état d'une négociation qui piétine. — (AFP, Reuter.)

## La cessation d'activité à soixante ans

## Un projet de loi interdira la mention d'un âge de départ à la retraite dans les conventions collectives

La «cohabitation» est-elle plus facile à réaliser sur l'avenir des retraites complémentaires que sur l'entrée de l'Espagne dans le Mar-ché commun ? Participant — séparément – le vendredi 13 mars au col-loque organisé pour le quarantième anniversaire de l'AGIRC (Associa-tion générale des institutions de retraite des cadres), le président de la Pére blisse et le resulte ministre la République et le premier ministre ont presque pu se retrouver, d'une part en vantant, chacun de son côté, la retraite par répartition et le rôle des cadres dans la nécessaire compétitivité économique, d'autre part en exprimant les inquiétudes que pro-voquent pour les retraites la situa-tion économique et l'évolution démographique.

Presque, car sur ce point les appréciations restent assez diver-gentes, et M. Jacques Chirac a une nouvelle fois critiqué la retraite à soixante ans, instituée par le gouverement de gauche, opposant cette politique à celle des pays étrangers, qui ont «cherché à maîtriser la charge des pensions».

M. François Mitterrand s'en est largement tenu au thème obligé du

colloque, charmant un auditoire pas a priori favorable par des variations à sa manière sur la retraite et la vie des cadres. Il a cependant mis en valeur quelques éléments. D'abord, il a sonligné le choix fait par le régime des cadres de la retraite par répartition, « mise en application de la philosophie de solidarité sociale, hors de laquelle il n'y a pas d'avenir pour une société civilisée », et la « volonté farouche » des cadres de « préserver leur construction de cet

Ensuite, analysant les difficultés qui pouvaient peser sur le régime de retraite des cadres, il a évoqué les courbes de la population françalse - qui - ne sont pas très bonnes », et la nécessité d'encor ger les maissances, mais il a fait - s'abritant derrière les responsables de l'AGIRC - « de l'économie. de la marche de l'entreprise, de sa compétitivité, le facteur principal d'inquiétude ». Comment, a-t-il ajouté, « le premier ministre et le ministre des affaires sociales ne diraient-ils pas que cent mille chô-meurs de plus c'est 4 milliards de francs de miotus qui pèsent sur le devenir de la Sécurité sociale »... En

individualisme excessif qui pourrait

pousser chacun à s'assurer tout

## Un « défi financier »

regard, il a exalté l'attitude du

régime des cadres, qui n'a pes baissé les bras ».

Ce n'est pas sur ce plan « philosophique » que M. Chirac s'est placé. Il a fait certes l'éloge de la solidarité entre générations et entre professions et de la gestion paritaire (« force dans un pays où l'on attend trop de l'Etat ») dans la retraite des cadres, mais il a donné quelques satisfactions plus concrètes : il a promis que le salaire plafond de la Sécurité sociale ne subira pas « les hausses inconsidérées qui ont porté un préjudice grave en régime des cadres » (quelques instants aupera-vant, M. Séguin avait été plus pru-dent, liant l'évolution à la latte contre l'inflation) ; le premier minis-tre a annoncé l'agrément d'une convention collective pour les plus de soixante ans encore en activité, et donné la promesse formelle que les caisses des cadres pourront elles aussi distribuer les . plans d'épargne retraite » préparés par M. Belladur.

Mais c'est surtout un programme pour l'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale que M. Chirac a présenté à cette occasion, placé dans une politique générale de la vieil-lesse visant à lutter contre l'« excluzion - des personnes âgées. Pour répondre au « défi financier » présenté par l'allongement de l'espé-rance de vie et la stagnation des ressources, car « le nombre de cotisants

actifs an mieux stagne - par suite des emplois perdus, il a ouvert des « pistes » pour « desserrer le piège » de la retraite à soixante ans.

Celles-ci confirment les orients tions déjà données par le premier ministre et le ministre des affaires sociales et se placent dans la ligne de la «commission de sauvegarde de l'assurance-vieillesse» (le Monde du 13 mars). Il s'agit d'abord de donner « plus de souplesse » au sys-tème en permettant une « retraite progressive » où l'on conserve une activité salariée tout en prenant une retraite partielle, alors que, sujourd'hui, c'est le « tout ou rien». Sur ce point, M. Chirac a fait appel à l'aide de l'AGIRC - déjà promi per le représentant du régime des cadres à la «commission de sauve-

gerit in the

5.7

34 19 17

7 10. 1

Bernary .

Transport

5.74 (25.00%)

Both Barrell

Series and the state

44.14 · 4 .

Same of the con-

> .

A market and a A Property of the Contract of

 $i_{r_2}$ 

Sept.

Page 1 Lynn

Town

THE STATE OF THE S

, V.

38 By 1817 25

A STATE OF THE STATE OF

Ben we k

1 to 1 to 1 to 1

200

the Pig

There we are

A CLA . S. SEC. !

AND THE STATE OF

P. S. B 42

A 84. 8 . 4 . 4 . 4 . 4 . 4 . 4

A Page

The later was

in the second .

No. of the

1

'SICHTIE;

e . . .

Deuxième piste : - valorises l'activité après soixante ans - en accordant une prime à ceux qui partent plus tard en retraite. Mais le premier ministre a, comme la commission, manifesté la « plus grande prudence » sur ce point, compte tenu des risques financiers. Pour aller dans cette direction, M. Séguin, de son côté, a amoncé son intention de déposer un projet de loi interdisant la mention d'un âge de départ à la retraite dans les conventions collec-tives. Antre piste : celle d'une plus grande - contributivité » de l'assurance-vieillesse, également prônée par la commission de sauve-

M. Chirac y a ajouté la nécessité d'un « plus grand effort d'épargne personnelle ». Cette évocation pout ment de la protection sociale collec-tive au profit de la prévoyance individuelle. Mais, pour le premier ministre, il s'agit surtout de lavoriset une « épargne à long terme ».

A plus court terme, M. Chirac a promis de « maintentr le pouvoir d'achat » de la retraite du régime contral en 1987. Mais, en faisant l'éloge de le façon dont l'AGIRC a su - freiner l'augmentation du point de retraite et relever progressivement le taux d'appel des cotisations », il a confirmé l'intention du gouvernement de ralentir la progression du pouvoir d'achet des pensions : c'est précisément ce que per-metteut déjà les dispositions adoptées fin 1986. Sur l'accroissement des ressources, M. Chirac a été muet. Mais M. Séguin, parlant avant lui, n'avait pas caché ses intentions. « Un appel à des recettes supplémentaires, quelle que soit leur nature, s'impose dans les mois qui viennent », a-t-il dit, précisant ce qu'il avait indiqué le dimanche à mars au «Club de la presse» d'Europe 1. Une nécessité que la « commission de sauvegarde » a aussi soulignée.

GUY HERZLICH

## Visite-éclair de M. Chirac au Cameroun et au Sénégal

Accompagné de son conseiller pour les affaires africaines, M. Jacques Foccart, et du ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, M. Jacques Chirac a fait le samedi 14 mars une courte visite au Cameroun et su Sénéral où il deus it services. contrer les présidents Paul Biya et Abdou Diouf.

Le porte-parole de Matignon, M. Baudouin, a indiqué que le pre-mier ministre répond ainsi « à des mer ministre repoin ainsi « à des invitations très anciennes et tient des promesses » faites à des chefs d'Etat amis. Dans une interview publiée par le quotidien sénégalais le Soleil à l'occasion de cette visite, M. Chirac évoque notamment, la question du Tchad, qui devrait tenis une bosses piece dans ses entretiens. me bonne place dans ses entretiens.

Il note qu'un consensus est né parmi les dirigeants africains pour « condamner l'invasion des troupes libyennes et leur occupation d'une partie d'un territoire indépendant ».

Deux nouveaux

ambassadeurs

Le Quai d'Orsay a annoncé, le

vendredi 13 mars, la nomination de

deux ambassadeurs. Il s'agit de

M. François Plaisant, directeur

d'Europe à l'administration cen-

trale, qui est nommé à Athènes, en

remplacement de M. Pierre-Louis Blanc, et de M. Jean-Paul Schricke.

qui succède à M. Jean-Michel Das-

que, à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée).

¡Né le 22 juin 1932, ficencié en droit, diplômé d'études supérieures de druit public et de l'Institut d'études politi-

ques, ancien élève de l'ENA, M. Plai-sant a d'abord été détaché auprès du

ministre d'Etat chargé des affaires algé-riennes, de 1960 à 1964, puis a appar-tema à la délégation française auprès de l'OTAN, de 1964 à 1968, et a été en

poste à Boan (1968-1973), avant d'être affecté à la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopéra-

tion en Europe, jusqu'en 1974. A l'admi-nistration centrale, M. Plaisant a 616

sons-directeur (1974-1978), puis direc-

teur adjoint (1978-1980) d'Europe. Il a

ensuite été nommé à Washington en 1980, et à Pretoria comme ambassa-

deur, en 1981, avant de revenir à l'admi-

nistration centrale, comme directeur

[Né le 1= juin 1927, certifié d'études

supéricures d'anglais, M. Schricke a

sorvi au Maroc, de 1950 à 1960, dans

différents postes administratifs et conso-

laires, puis a été nommé à Ottawa en

1960, à Bruxelles en 1962, à Kingston en 1964, à l'administration centrale

(personnel) en 1971, à Johannesburg,

comme consul général, en 1975, puis chargé d'affaires à Paramaribo en 1981.

Il est revenu à l'administration centrale

on août 1984, pour y être délégué dans

les fonctions de sous-directeur du per-

M. Plaisant à Athènes

à Port-Moreshy

M. Schricke

Il cite à cet égard les prises de posi-tion récentes des présidents sénéga-lais, cameronnais, ivoirien, togolais

M. Aurillac venait pour sa part de N Djamens, où il avait affirmé que en matière d'effort militaire (le Monde du 14 mars). Le gouverno ment tchadien a annoncé vendred que son armée avait tué cent douze soldats libyens et fait vingt-quatre prisonniers lors de l'interce d'une colonne libyenne qui se diri-geait vers Ouadi-Doum.

A Paris, le ministère de la défense dément catégoriquement une infor-mation, donnée par téléphone à l'agence Reuter depuis Tripoli, selon laquelle quatre soldats français auraient été tutés à une centaine de bilamètres de Fada. On rappelle i Paris qu'aucun militaire français ne se trouve au nord du seizième paral-lèle.

## Le prix de reportage **Ernest Hemingway** est attribué à Françoise Chipaux

Le prix de reportage Ernest Hemingway - Europe vient d'être attribué à notre collaboratrice Françoise Chipaux, chef adjoint du service étranger. Les prix Hemingway ont été établis en 1985 par la région autonome Frioul - Vénétie - Julienne et seront remis aux lauréats le 16 mai, dans la station de Ligna-Sabbiadoro, entre Venise et Trieste.

[Nés en 1946, ancienne élève de l'Ecole de journalisme de Lille, Fran-coise Chipaux est entrée au Monde en 1968, au secrétariat de rédaction. Chefadjoint du service sciences, éducation médecine en 1974, elle est entrée en 1979 au service étranger, où elle suit plus particulièrement les problèmes du Proche-Orient.]

## en bref

 Attentat à Belfast. — Quatre policiers ont été blessés vendredi 13 mars par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'un cimetière de Belfast où ils enterraient l'un de leurs collègues sassessiné. L'Armée républicaine iriandaise (IRA) a revendique l'attentat, expliquant que tant que la police ne se tiendrait pas à l'écart de 'enterrement des militants nationalistes, e nous ne lui laissaront pas interrer ses morts en paix ». - (Reu-

bombe à Vientiane. — L'ambas-sede du Lace à Paris signale, dans un communiqué diffusé le 13 mars, que M. Chevardnedze, ministre soviétique des affaires étrangères, n'avait pas prévu, lors de son récent séjour à Vientiane, de se rendre au centre cultural soviétique, devant lequal una bombe a explosé le 9 mars (le Monde du 11 mars), «Le poseur de bombe, tué sur le coup, est la seule victime de l'explosion », ajoute le communiqué, en présentant l'intéressé

. LAOS : explosion d'une comme eun homme de main des

## Le conseil national du PCF MM. Juquin et Rigout

# participent aux débats

Le Parti communiste devait prendrait le parole, qualifiant le réunir son conseil national, le document préparatoire de texte-samedi 14 et le dimanche fleuve où independent presentation en 15 mars à Montreuil (Seine Saint-Denis), pour évoquer la situation politique. Une déléga-tion du PCF devait participer, dimanche matin, à la manifestation organisée à Paris contre le projet de réforme da code de la

Le société française a-t-elle achevé son « glissement à droite » entre le 27 janvier et le 14 mars 1987? Alors que M. Roland Leroy constatait dans son rapport devant le comité central en janvier, après la contestation des étudiants et des cheminots, que « le développement du mouvement ne contredit pas la contestation que nous avons faite d'un glissement à droite de l'opinion française », cette expression ne figure à aucune des trente-neuf pages du document présenté par M. André Lajoinie (le Monde du 11 mars) devant le conseil national réuni en mars.

Cette absence est d'autant plus remarquable que le thème du « glissement à droite », largement repris l'année dernière par le PCF, avait fait son apparition des les élections législatives de mars 1986. Il n'est pas repris dans le texte élaboré par une commission d'une trentaine de personnes placées sons la direction de M. Lajoinie qui a « planché » depuis mai dernier. L'occultation du « glissement » réionira sans doute jours opposés à cette thèse, mais il surprendra les plus «orthodoxes» de la direction du PCF, attachés à cette

Quoi qu'il en soit, la discussion des membres du conseil national devait s'organiser autour de quatre thèmes de réflexion : «une nouvelle efficacité économique et sociale contre la politique d'austérité et de déclin », la mise en évidence de nou-velles « solidarités libératrices », le rôle de la France pour la paix, et la veau rassemblement populaire maioritaire ».

Interrogé vendredi sur RTL. M. Pierre Juquin a annoncé qu'il

- (Publicité) -L'Institut culturel et les éditions Laterza ont le plaisir de vous inviter, lundi 16 mars 1987, à l'Hôtel de Galliffet 50, rue de Varenne, Paris

17 h : Rescontre avec Vito Laterza et Pierre Nora sur les problèmes de l'édition : expérience en Italie et en France. 18 h 36 : Inauguration de l'exposition sur l'histoire des Edirespontion sur l'aistoire des Edi-tions Laterza. 20 h 30 : Table ronde avec Louis Bergeron, Valerio Cas-tranova, Cesare De Setz, Jacques Le Goff, Marcel Roncayolo sur le thème : « L'Histoire de la ville : nou-velles méthodes, nouvelles études ».

conseil national soulignent l'« apparerissement intellectuel » du rapport Lajoinie ou ses « lacunes dans le domaine des institutions », d'autres notent des « passages inté-ressants sur la revalorisation de la notion de travail ». Démissionnaire du comité central

en janvier, M. Marcel Rigout sera cependant présent au titre de député de la Haute-Vienne. En revanche, contrairement à tous les autres premiers secrétaires fédéranz, M. Jean-Paul Mougel, dont l'élection à la tête de la fédération de Meurthe-et-Moselle n'a pas été ratifiée par la direction nationale, sera abs Selon certaines sources, Mª Colette Goeuriot, député communiste de ce département, aurait fait parvenir une lettre à la direction paris de PCF pour s'étouner de l'absence de M. Mougel et indiquer qu'en conséquence elle ne participerait pas à cette session du conseil national. Si c'est le cas, la Meurthe-et-Moselle sera alors représentée par M. Roland Favaro, qui occupe un poste de coordination pour la région

Le conseil national étant une instance consultative, et non pas délibérative, il n'y aura pas de vote sur le texte présenté par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

O. B.

## M. ANDRÉ LAJOINTE invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Lajoinio, président de groupe PCF de l'Assemblée natio-nale, député de l'Allier, sera Flavité de Pémission hebdomadaire «La grand jury RTL-le Monde», dinanche 15 mars, de 18 h 15 à 19 au 19.

M. Lajoinie, membre du secréta-riat du comité central du PCF et qui auxa présenté le rapport devant le couseil matieuni de son purit tes 14 et 15 mars, répontra aux ques-tion d'André Panseron et d'Alain Jacob, du Monde, et de Dominique Pennequin et de Bernard Lebut, de ETL, le débat étant dirigé pay Heuri Marque.

Le manéro du « Monde » daté 14 mars 1987 a été tiré à 510 251 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C . E F

100 MODELES EXPOSES GARANTE 1 AH EXCLUSIVITE REGALI 600 W AVEC VARIATEUR A 2 FONCTIONS: 20 et 50 W PARIS: 17°: 56, av. des Ternes. 3": 44, bd Sébastopol. 6": 180, bd St-Germain. 82, rue des Bourguignons. 8°: 97, bd Haussmann. 8°: 63, bd Haussmann. BOULOGNE: 125, by Jean-Jaures. 8°: 8, av. de Wagnen. CRÉTEL: 8": 57, rue Plerre-Chu 13°: C.C. Gelaxie, niv. 2. 15°: C.C. Beaugrecolle, n 16°: 45, av. Victor-Huge. C.C. Créteil Solell, niv. 1, EVRY: C.C. Evry II, alv. 2, ST-GERMAIN-EN-LAYE: 161: 95, rue de Passy. 24, rue du Viell-Abreuvoir,

REGALI CADEAUX & HALOGENES importation directe du monde entier

1 CENTRE FRANÇAIS DE L'HALOGÈNE

